



Assemblée générale

Distr. générale
26 mars 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Points 139 et 140 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2025

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2025

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 20

Développement économique en Europe

Programme 17

Développement économique en Europe

Table des matières

	<i>Page</i>
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	3
Orientations générales	3
Programme de travail	15
Sous-programme 1. Environnement	15
Sous-programme 2. Transports	21
Sous-programme 3. Statistiques	28
Sous-programme 4. Coopération et intégration économiques	33
Sous-programme 5. Énergie durable	38
Sous-programme 6. Commerce	44
Sous-programme 7. Forêts et industrie forestière	51

* [A/79/50](#).

** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution du programme (partie II) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.



Sous-programme 8. Logement, aménagement du territoire et population	56
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	63
Vue d'ensemble	63
Direction exécutive et administration	69
Programme de travail	73
Sous-programme 1. Environnement	73
Sous-programme 2. Transports	74
Sous-programme 3. Statistiques	75
Sous-programme 4. Coopération et intégration économiques	76
Sous-programme 5. Énergie durable	77
Sous-programme 6. Commerce	78
Sous-programme 7. Forêts et industrie forestière	79
Sous-programme 8. Logement, aménagement du territoire et population	80
Appui au programme	81
Annexe	
Organigramme et répartition des postes pour 2025	83

*** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

- 20.1 La Commission économique pour l'Europe (CEE) a pour mission de faciliter l'intégration et la coopération économiques entre ses États membres et de promouvoir le développement durable et la prospérité économique dans la région qui relève de sa compétence. Son mandat découle des priorités arrêtées dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, notamment la résolution 2006/38, sur le plan de travail pour la réforme de la CEE, la résolution 2013/1, sur le résultat de l'examen de la réforme de 2005 de la CEE, et la résolution 36 (IV). En tant qu'instance intergouvernementale régionale, la Commission offre un cadre pour : promouvoir une croissance économique soutenue et une utilisation viable des ressources naturelles ; protéger l'environnement ; faire progresser les transports et la mobilité durables ; renforcer les moyens de mesurer le développement durable ; encourager l'innovation, la compétitivité et les partenariats public-privé ; accélérer les échanges commerciaux et l'intégration économique ; améliorer l'accès à une énergie propre et d'un coût abordable ; assurer la gestion durable des forêts ; bâtir des villes durables ; s'adapter aux tendances démographiques.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

- 20.2 La CEE a pour mission de promouvoir la coopération et l'intégration régionales en vue de parvenir à un développement durable dans la région qui relève de sa compétence. Les organes intergouvernementaux que sont la Commission et ses comités sectoriels aident les gouvernements et les autres parties prenantes à faire avancer la réalisation des objectifs de développement durable. En organisant chaque année le Forum régional pour le développement durable, la Commission offre également la possibilité de suivre et d'examiner, dans le cadre d'une instance multipartite régionale, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, l'accent étant mis sur la transmission du savoir entre pairs et la mise en commun de solutions pratiques. Les travaux de la Commission sont en lien avec le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, la Déclaration de Vienne et le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 ainsi que le Nouveau Programme pour les villes. Notre Programme commun et tous les engagements que prendront les États membres dans ce cadre, y compris ceux qu'il est prévu d'intégrer dans le Pacte pour l'avenir devant être adopté à l'issue du Sommet de l'avenir, serviront de cadre au programme de la CEE pour accélérer l'application des accords existants, notamment en ce qui concerne les objectifs de développement durable.
- 20.3 La stratégie associée au programme repose sur l'exécution de grandes fonctions interdépendantes – concertation sur l'élaboration de politiques, action normative et coopération technique – qui sont conformes aux mandats que les organes délibérants ont confiés à la Commission. Conformément aux principes de la réforme du système des Nations Unies pour le développement au niveau régional, lorsqu'elle mettra en œuvre sa stratégie en 2025, la CEE offrira à ses 56 États membres un dispositif neutre de concertation sur des questions économiques et environnementales de portée multinationale, transfrontière et régionale, lequel associera en particulier les autorités centrales et locales ainsi que d'autres parties prenantes, notamment les organisations de la société civile, les représentants d'associations de jeunes, les universitaires et le secteur privé. Les activités normatives menées au titre du programme viseront à élaborer des instruments juridiques, normes et règlements internationaux portant sur des domaines qui revêtent une importance cruciale pour le développement durable et à renforcer l'application des instruments, normes et règlements existants, ainsi qu'à recenser et à diffuser les meilleures pratiques à l'intérieur et à l'extérieur de la région. La

Commission recourra à la coopération technique dans ses domaines de compétence pour dispenser des conseils stratégiques adaptés à la demande, spécialisés et intégrés et organiser des activités de renforcement des capacités, le but étant de favoriser l'utilisation par les pays de la région de ses produits normatifs, de faciliter au niveau national la réalisation des objectifs de développement durable arrêtés au niveau international et d'obtenir des effets multiplicateurs en s'attaquant aux problèmes transfrontaliers.

- 20.4 La stratégie associée au programme repose sur une conception intégrée du développement durable qui met à profit les synergies existant entre les huit sous-programmes ainsi que les travaux axés sur les résultats menés dans ce cadre. Les efforts visant à dégager et à exploiter les synergies intersectorielles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à mobiliser de nombreux acteurs autour d'une action commune jouent un rôle essentiel s'agissant d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable ; ils resteront donc l'un des principaux axes des travaux de la Commission. Aussi, celle-ci continuera de s'appuyer sur sa conception intégrée en fournissant des orientations transversales ainsi qu'un appui au renforcement des capacités au moyen d'activités de collaboration intersectorielle entre les huit sous-programmes de son secrétariat, ses mécanismes intergouvernementaux et sa communauté d'experts dans son ensemble. Le choix d'un thème pour le débat de haut niveau de sa session biennale est décisif à cet égard. En 2025, la CEE aura achevé les travaux menés pendant deux ans sur le thème de sa soixante-dixième session, à savoir « Les transformations numérique et verte au service du développement durable dans la région de la CEE », et commencera à se pencher et à collaborer sur le thème transversal qu'elle aura adopté pour sa soixante et onzième session.
- 20.5 En 2025, dans le cadre du programme, la CEE continuera d'aider ses États membres à s'attaquer aux défis économiques et environnementaux qui se posent dans la réalisation des objectifs de développement durable, en mettant l'accent sur les domaines de transition (énergie, systèmes alimentaires, transformations numérique et verte, changements climatiques, perte de la biodiversité et pollution, entre autres) ayant un effet catalyseur et multiplicateur important sur l'ensemble des objectifs et correspondant aux domaines d'activité qui relèvent de sa compétence. Elle contribuera activement aux activités menées dans sa région dans le cadre de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, en s'intéressant plus avant à la transposition des objectifs dans le contexte local, et assurera le suivi des résultats du Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023 et du Sommet de l'avenir de 2024, selon qu'il conviendra.
- 20.6 En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités aux niveaux mondial, régional, national et local, la CEE mettra à profit son étroite collaboration avec des organisations internationales et régionales et d'autres acteurs régionaux pour échanger des savoirs, élaborer des initiatives conjointes et améliorer la portée des activités menées en commun. Elle renforcera ses partenariats avec le secteur privé et les organisations de la société civile, les groupes de réflexion et le milieu universitaire afin de faciliter ses activités de concertation sur les politiques à mener et ses travaux normatifs et d'associer ces acteurs à la mise en œuvre du Programme 2030 par les États membres.
- 20.7 En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la CEE continuera de jouer un rôle clé dans la coordination de l'action des entités régionales des Nations Unies. Elle continuera de codiriger la plateforme de collaboration régionale pour l'Europe et l'Asie centrale (à qui elle fournira des services de secrétariat) en vue de favoriser une action commune et des synergies entre les entités régionales des Nations Unies et leurs partenaires concernant les questions de portée générale intéressant la région, de fournir des conseils stratégiques intégrés et de mettre en avant les perspectives régionales sur la scène mondiale. Elle s'appuiera pour ce faire sur la poursuite des partenariats stratégiques ainsi que des initiatives, programmes et projets menés par la CEE conjointement avec d'autres entités des Nations Unies et des institutions financières internationales. En outre, elle participera activement aux coalitions thématiques en vue de faciliter une action concertée entre les diverses entités des Nations Unies et les partenaires au niveau opérationnel. Les activités de coopération menées avec les autres commissions régionales prendront la forme d'initiatives, de programmes et de projets communs destinés à maximiser les effets de synergie en matière de coordination, d'expertise et de gestion des connaissances mises en place au niveau

institutionnel pour obtenir de meilleurs résultats. Le Programme spécial des Nations Unies pour l'économie des pays d'Asie centrale, exécuté conjointement par la CEE et par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, constituera le principal cadre de coopération avec les autres parties concernées en Asie centrale. Au niveau national, la CEE collaborera étroitement avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies pour faciliter la mise en œuvre de programmes et de projets conjoints répondant à la demande des pays. Elle continuera également de participer activement aux travaux de ces équipes de pays au titre des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, dont elle contribuera à la planification, au suivi et à la mise en œuvre en participant à des analyses communes de pays ainsi qu'à des plans de travail et à des groupes de résultats conjoints. Par ailleurs, elle s'attachera à promouvoir la coopération interrégionale, y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

- 20.8 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) les États membres continuent de guider les mécanismes intergouvernementaux de la CEE, de prêter leur concours aux travaux de cette dernière et d'accorder une place prioritaire à la coopération et à l'intégration régionales et sous-régionales, en vue de parvenir à un développement durable ;
 - b) toutes les parties concernées au niveau national font preuve de volonté politique et coopèrent dans l'application des instruments juridiques, normes et règlements de la CEE ;
 - c) des ressources continuent d'être mises à disposition à titre volontaire.
- 20.9 La Commission tient compte des questions de genre dans le cadre de ses activités opérationnelles, de ses produits et de ses résultats, selon qu'il convient, afin d'aider les États membres à atteindre l'objectif de développement durable n° 5 et les cibles liées à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes associées aux autres objectifs. La politique en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes de la Commission guidera l'exécution de ses différents sous-programmes, dans le cadre desquels des mesures concrètes assorties d'objectifs mesurables seront prises au titre du plan d'action établi par la Commission pour 2025 en vue d'intégrer les questions de genre dans ses travaux normatifs et de renforcer la participation des femmes aux réunions et aux ateliers. Tous les projets de coopération technique de la CEE seront évalués au regard de leurs incidences sur l'égalité des genres.
- 20.10 Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la CEE tiendra compte de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il conviendra. Conformément à son plan d'action annuel pour l'inclusion du handicap, elle promouvra cette question dans le cadre des instruments normatifs et des bonnes pratiques pertinents, ainsi que dans le cadre de ses programmes et projets.

Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 20.11 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme, qui a été revue pendant l'établissement du projet de budget-programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

66/288	L'avenir que nous voulons	69/137	Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024
67/10	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique eurasiennne	69/213	Le rôle des couloirs de transport et de transit en matière de coopération internationale et de développement durable
67/290	Structure et modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable		

Titre V Coopération régionale pour le développement

69/277	Déclaration politique sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales	74/231 et 78/162	Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire
69/283	Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)	74/271	Progrès accomplis dans l'élaboration d'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
69/313	Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement	74/297	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
70/1	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030		
70/217, 73/243, 76/217, 77/246 et 78/163	Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral	75/8 et 77/15	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la démocratie et le développement économique – GUAM
71/16	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique	75/9 et 77/16	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté d'États indépendants
71/256	Nouveau Programme pour les villes	75/12	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire
72/279	Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	75/213, 76/202 et 77/162	Promouvoir des modes de consommation et de production durables pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en faisant fond sur Action 21
73/10	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Initiative de l'Europe centrale		
73/195	Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	75/216 et 76/204	Réduction des risques de catastrophe
74/4	Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale	75/221	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
74/15	Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024	75/233	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
74/122	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale	75/290 A	Examen de l'application de la résolution 72/305 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social
74/128	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale		Examen de l'application de la résolution 67/290 de l'Assemblée générale sur la structure et les modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable et de sa résolution 70/299 sur le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial
74/144	Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant : accessibilité	75/290 B	Conseil économique et social
74/216	Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable		Examen de l'application de la résolution 72/305 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social
			Examen de l'application de la résolution 67/290 de l'Assemblée générale sur la structure et les modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable et de sa résolution 70/299 sur le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial

	Forum politique de haut niveau pour le développement durable	77/173	Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains
75/324	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique		
77/21	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques	77/181 78/166 78/167	Participation des femmes au développement Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies Coopération Sud-Sud

Résolutions du Conseil économique et social

36 (IV)	Commission économique pour l'Europe	2023/4	Science, technologie et innovation au service du développement
1998/46	Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes	2023/11	Prise en compte des questions de genre dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies
2006/38	Plan de travail pour la réforme de la Commission économique pour l'Europe et mandat révisé de la Commission	2023/31	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
2013/1	Résultat de l'examen de la réforme de 2005 de la Commission économique pour l'Europe		

Décisions de la Commission économique pour l'Europe

A (64)	Les travaux de la Commission économique pour l'Europe	B (70)	Les transformations numérique et verte au service du développement durable dans la région de la Commission économique pour l'Europe
A (65)	Résultat de l'examen de la réforme de 2005 de la CEE		
A (66)	Approbation de la Déclaration de haut niveau sur le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable envisagés dans la région de la CEE	C (70) D (70)	Promotion de l'économie circulaire et de l'utilisation durable des ressources naturelles Prolongation du mandat du Forum régional pour le développement durable
A (70)	Effets économiques et sociaux de l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine		

**Sous-programme 1
Environnement**

Résolutions de l'Assemblée générale

2994 (XXVII)	Conférence des Nations Unies sur l'environnement	69/235	Coopération pour le développement industriel
47/193	Célébration de la Journée mondiale de l'eau	70/169	Les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement
62/68	Examen des questions de la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses et de la répartition des pertes consécutives à de tels dommages	71/222	Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)
64/200	Stratégie internationale de prévention des catastrophes	71/313	Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030
67/291	Assainissement pour tous		
69/172	Les droits de l'homme dans l'administration de la justice	72/222	L'éducation au service du développement durable dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

73/226	Examen approfondi à mi-parcours des activités relatives à la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)	75/212 et 77/334	Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028) ; Suivi de la Conférence
73/238	Le rôle de la communauté internationale dans la prévention des risques radiologiques en Asie centrale		

Résolution du Conseil économique et social

2023/21	Mise en place du mécanisme de réaction rapide pour la protection des défenseurs et défenseuses de l'environnement au titre de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus)
-------------------------	---

Décisions de la Commission économique pour l'Europe

CEP/AC.13/2005/2	Rapport de la Réunion de haut niveau des ministères de l'environnement et de l'éducation (2005) adoptant la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable	ECE/BATUMI.CONF/2016/2/Add.1	Déclaration : « Plus pur, plus vert, plus futé ! » des ministres de la région de la Commission économique pour l'Europe, rapport de la huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe », 2016
ECE/BELGRADE.CONF/2007/4/Add.1	Déclaration concernant l'éducation en vue du développement durable des ministres de l'éducation et de l'environnement de la région de la CEE, adoptée à la séance conjointe consacrée à l'éducation en vue du développement durable de la sixième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe », 2007	ECE/BATUMI.CONF/2016/2/Add.2	Déclaration ministérielle de Batumi sur l'éducation en vue du développement durable adoptée par la Réunion de haut niveau des ministères de l'éducation et de l'environnement de la région de la Commission économique pour l'Europe, rapport de la huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe », 2016
ECE/AC.21/2021/2-EUCHP2018924/4.3.2	Rapport de la Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement et de la session extraordinaire du Comité directeur du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement	ECE/NICOSIA.CONF/2022/2/Add.1	Déclaration ministérielle de la neuvième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe »
ECE/ASTANA.CONF/2011/2/Add.1	Déclaration : « Économisez l'eau, passez au vert ! » des ministres de la région de la Commission économique pour l'Europe, rapport de la septième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe », 2011	ECE/NICOSIA.CONF/2022/2/Add.2	Déclaration ministérielle de Nicosie sur l'éducation en vue du développement durable adoptée par la Réunion de haut niveau des ministères de l'éducation et de l'environnement de la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, rapport de la neuvième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe », 2022

Décisions des organes directeurs des accords multilatéraux relatifs à l'environnement de la Commission économique pour l'Europe

ECE/EB.AIR/154 et Add.1	Rapport de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance sur les travaux de sa quarante-troisième session	ECE/MP.PP/2021/2 et Add.1	Rapport de la septième session de la Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement
ECE/MP.PRTR/2021/6 et Add.1	Rapport de la Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement sur sa quatrième session		

ECE/MP.PP/2021/16-ECE/MP.PRTR/2021/2 et Add.1	Rapport sur le débat conjoint de haut niveau de la septième session de la Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et de la quatrième session de la Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, et adoption de la Déclaration de Genève sur la démocratie environnementale pour un développement durable, inclusif et résilient	ECE/MP.EIA/27-ECE/MP.EIA/SEA/11 et Add.1	Rapport sur les sessions intermédiaires de la Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et de la Réunion des Parties à la Convention agissant comme réunion des Parties au Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale
ECE/MP.EIA/23-ECE/MP.EIA/SEA/7 et Add.1, Add.2 et Add.3	Rapport de la septième session de la Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et de la troisième session de la Réunion des Parties à la Convention agissant comme réunion des Parties au Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale	ECE/CP.TEIA/44 et Add.1	Rapport de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels sur les travaux de sa douzième réunion
		ECE/MP.WAT/63 et Add.1 et Add.2	Rapport de la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux sur sa neuvième session
		ECE/MP.WH/19 et Add.1 et Add.2	Rapport de la Réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux sur sa cinquième session

Sous-programme 2 Transports

Résolutions de l'Assemblée générale

58/9	Crise mondiale de la sécurité routière	76/255	Intégration de la pratique courante de la bicyclette dans les systèmes de transports publics au service du développement durable
68/269 , 72/271 et 74/299	Amélioration de la sécurité routière dans le monde		
70/197	Vers une coopération de tous les acteurs du secteur des transports pour la promotion de couloirs de transit multimodal durables	77/286 77/330	Journée mondiale des transports durables Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique
72/212 et 78/148	Renforcer les liens entre tous les modes de transport pour atteindre les objectifs de développement durable	78/149	Le rôle essentiel de la fiabilité et de la stabilité de la connectivité énergétique dans la promotion du développement durable

Résolutions du Conseil économique et social

1999/65	Transformation du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses en Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système harmonisé à l'échelle mondiale de classement et d'étiquetage des produits chimiques	2023/5	Travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques
2013/7	Liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar	2022/2	Mandat révisé du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe

Décisions de la Commission économique pour l'Europe

ECE/AC.21/2014/2	Rapport de la Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement sur les travaux de sa quatrième session	ECE/TRANS/254 , ECE/TRANS/270 , ECE/TRANS/274 , ECE/TRANS/288 , ECE/TRANS/294 , ECE/TRANS/304 , ECE/TRANS/316 et ECE/TRANS/328
ECE/TRANS/224 , ECE/TRANS/236 , ECE/TRANS/240 et Corr.1, ECE/TRANS/248 ,	Rapport du Comité des transports intérieurs sur les travaux de ses soixante-quatorzième à quatre-vingt-cinquième sessions	

B (66)	Approbation de la Charte de Genève sur le logement durable	K (70)	Questions relatives au transport et à la mobilité durables
--------	--	--------	--

Décisions des organes créés en vertu d'accords des Nations Unies relatifs aux transports

E/ECE/TRANS/505/Rev.3	Accord concernant l'adoption de Règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces Règlements (1958)	ECE/TRANS/WP.30/AC.2/147 et Corr.1	Rapport du Comité de gestion de la Convention TIR de 1975 sur sa soixante-douzième session
ECE/RCTE/CONF/4	Accord concernant l'adoption de conditions uniformes applicables au contrôle technique périodique des véhicules à roues et la reconnaissance réciproque des contrôles (1997)	ECE/TRANS/WP.30/AC.2/157	Rapport du Comité de gestion de la Convention TIR de 1975 sur sa soixante-dix-septième session (février 2022) (« Conformément à l'article 5 de l'annexe 11, l'AC.2 a adopté les spécifications conceptuelles et les spécifications fonctionnelles eTIR, y compris les amendements adoptés par l'Organe de mise en œuvre technique (TIB) à sa première session. Ces spécifications constituent une base juridique et technique complète pour les pays qui souhaitent appliquer la procédure eTIR »)
ECE/TRANS/132	Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues (1998)	ECE/TRANS/WP.30/AC.2/TIB/2	Rapport de l'Organe de mise en œuvre technique (TIB) du Comité de gestion de la Convention TIR de 1975 sur sa première session (« Le TIB, chargé de la mise en œuvre du système eTIR, a adopté la version 4.3 des spécifications techniques eTIR et confirmé qu'elles concordaient avec la version 4.3 des concepts eTIR et des spécifications fonctionnelles eTIR »)
ECE/TRANS/ADN/CONF/10/Add.1	Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures		
ECE/TRANS/WP.30/AC.2/125	Rapport du Comité de gestion de la Convention TIR de 1975 sur sa soixante et unième session		

Sous-programme 3
Statistiques

Résolutions de l'Assemblée générale

68/261	Principes fondamentaux de la statistique officielle	71/313	Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030
69/282	Journée mondiale de la statistique		

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

2006/6	Renforcement des capacités statistiques	2021/224	Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa cinquante-deuxième session (décisions de la Commission de statistique 52/109 : Statistiques des migrations ; 52/114 : Enquêtes auprès des ménages)
2015/10	Programme mondial de recensements de la population et des logements (2020)		
2016/27	Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géospatiale	2022/3	Veiller à ce que les activités menées dans le domaine des statistiques et des données s'adaptent à l'évolution de l'écosystème statistique et des données (par. 4, 9 et 10)
2019/210	Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa cinquantième session (décision 50/116 de la Commission de statistique : Statistiques relatives aux catastrophes)		
2020/5	Renforcement de la coordination des programmes statistiques dans le système des Nations Unies		
2021/7	Prise en compte des questions de genre dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies		

2023/325 Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa cinquante-quatrième session (décisions de la Commission de statistique 54/101 : Cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs et cibles du développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; 54/106 : Statistiques économiques ; 54/107 : Comptabilité nationale; 54/108 : Statistiques des entreprises et du commerce ; 54/109 : Développement des statistiques régionales ; 54/110 : Comptabilité environnementale et économique ; 54/111 : Principes fondamentaux de la statistique officielle ; 54/113 : Renforcement des capacités statistiques ; 54/116 : Mégadonnées ; 54/117 : Statistiques des prix ; 54/118 : Intégration des données statistiques et géospatiales ; 54/119 : Intendance des données)

Sous-programme 4 Coopération et intégration économiques

Résolutions de l'Assemblée générale

76/213	Science, technologie et innovation au service du développement durable	77/150	Les technologies de l'information et des communications au service du développement durable
76/224	Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés	77/155	Promouvoir l'investissement en faveur du développement durable
		77/320	Incidence de l'évolution rapide de la technique sur la réalisation des objectifs et cibles de développement durable

Sous-programme 5 Énergie durable

Résolutions de l'Assemblée générale

69/225	Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables	72/224	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
70/213	Science, technologie et innovation au service du développement		

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

1997/226	Classification-cadre des Nations Unies pour les réserves/ressources : combustibles et produits minéraux	2023/18	Guide des meilleures pratiques pour une gestion efficace du méthane provenant des mines de charbon au niveau national : suivi, notification, vérification et atténuation
2004/233	Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les ressources minérales	2023/19	Les principes et prescriptions du Système des Nations Unies pour la gestion des ressources
2011/222	Guide des pratiques optimales de captage et d'utilisation du méthane provenant des mines de charbon	2023/20	Demande de renforcement du rôle du secrétariat de la Commission économique pour l'Europe pour ce qui est d'aider les États membres à mettre en place des systèmes énergétiques résilients et à moderniser leurs systèmes de gestion des ressources
2021/249	Guide des pratiques optimales de récupération et d'exploitation du méthane provenant des mines de charbon désaffectées		
2021/250	Version actualisée de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources		

Décisions de la Commission économique pour l'Europe

E (79)	Mettre en place des systèmes énergétiques résilients	F (70)	Décision d'étudier, dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques, la question du financement des activités en lien avec l'énergie, en particulier avec les matières premières critiques, dans la région de la Commission économique pour l'Europe
--------	--	--------	--

Sous-programme 6
Commerce

Résolutions de l'Assemblée générale

75/211	L'entrepreneuriat au service du développement durable	76/200	Les technologies agricoles au service du développement durable
75/231	Coopération pour le développement industriel	76/222	Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

1991/76	Promotion de la coopération interrégionale dans le domaine de la facilitation du commerce international	1997/225	Recommandation 25 de la Commission économique pour l'Europe « Utilisation de la norme EDIFACT/ONU »
---------	---	----------	---

Sous-programme 7
Forêts et industrie forestière

Résolutions de l'Assemblée générale

62/98	Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts	75/219	Application de la Convention sur la diversité biologique et contribution au développement durable
67/200	Journée internationale des forêts	76/223	Fibres végétales naturelles et développement durable
71/285	Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)	77/170	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
71/286	Instrument des Nations Unies sur les forêts	77/186	Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition
73/284	Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030)		

Résolutions du Conseil économique et social

2015/33	Arrangement international sur les forêts après 2015	2020/14	Résultats de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts
2017/4	Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2017-2020	2021/6	Programme de travail du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2022-2024

Sous-programme 8
Logement, aménagement du territoire et population

Résolutions de l'Assemblée générale

65/234	Suite donnée à la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014	75/131	Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030)
70/107	Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement	76/133	Politiques et programmes inclusifs pour lutter contre le sans-abrisme, notamment à la suite de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

77/190 Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

2014/239	Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-septième session et ordre du jour provisoire et documentation de la quarante-huitième session de la Commission (résolution 2014/1 de la Commission de la population et du développement : Évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement)	2020/7	Assurer l'accès de tous à des systèmes de protection sociale et à un logement à un coût abordable pour lutter contre le sans-abrisme
		2020/8	Modalités du quatrième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement
		2020/19	Changement de nom et mandat révisé du Groupe de travail de la Commission économique pour l'Europe sur le vieillissement
2016/25	Organisation des travaux et méthodes de travail futures de la Commission de la population et du développement	2023/15	Quatrième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement

Résolution du Conseil des droits de l'homme

48/3 et 54/13 Les droits humains des personnes âgées

Décisions de la Commission économique pour l'Europe

ECE/AC.23/2002/2/Rev.6	Stratégie régionale d'exécution du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, 2002	ECE/HBP/208 et ECE/HBP/213	Rapports du Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire sur les travaux de ses quatre-vingt-deuxième et quatre-vingt-troisième sessions
B (66)	Approbation de la Charte de Genève sur le logement durable		
ECE/HBP/190	Rapport du Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire sur sa soixante-dix-huitième session (Déclaration ministérielle de Genève sur le logement et le développement urbain durables)	ECE/AC.30/2022/2	Rapport de la Conférence ministérielle sur le vieillissement consacrée au thème : « Un monde viable à tout âge : conjuguer nos forces pour la solidarité et l'égalité des chances tout au long de la vie »
		ECE/WG.1/2023/2	Rapport sur les travaux de sa seizième réunion du Groupe de travail permanent sur le vieillissement, qui a adopté son programme de travail pour 2023-2027

Produits

20.12 On trouvera dans le tableau 20.1 les produits de portée générale retenus pour le programme.

Tableau 20.1

Produits de portée générale retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	60	33	27	40
1. Commission économique pour l'Europe	13	10	—	13
2. Forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe	2	2	2	2
3. Comité exécutif de la CEE	45	21	25	25

Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	26	24	18	26
4. Commission économique pour l'Europe	4	4	—	4
5. Forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe	3	4	3	3
6. Comité exécutif de la CEE	10	6	6	10
7. Groupe de travail sur la question du genre et les objectifs de développement durable du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale	2	2	2	2
8. Cinquième Commission	1	1	1	1
9. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1	1	1	1
10. Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1
11. Plateforme de collaboration régionale	4	5	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	20	—	20	—
12. Séminaires de renforcement des capacités sur la promotion de l'égalité des sexes à l'intention des fonctionnaires	20	—	20	—
Publications (nombre de publications)	2	1	2	2
13. Égalité des genres et développement durable	1	—	1	1
14. Rapport annuel de la CEE	1	1	1	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : fourniture, à l'intention des États membres et des équipes de pays des Nations Unies, de conseils visant à faciliter la mise en œuvre des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans les pays de programme de la région, et tenue de consultations à ce sujet.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : supports promotionnels ; supports d'information dans le cadre de la campagne visant à faire connaître le Fonds des Nations Unies pour la sécurité routière et matériel de sensibilisation ; films sur les activités de la CEE.				
Relations extérieures et relations avec les médias : bulletin d'information hebdomadaire de la CEE ; publications sur l'actualité de la Commission (environ 200 articles et communiqués de presse par an) ; 2 conférences de presse sur les activités de la Commission.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : site Web de la CEE ; pages Web concernant le Comité exécutif de la CEE, l'égalité des genres et les activités de coopération technique ; nouvelles sur les activités de la CEE diffusées sur quatre plateformes de médias sociaux.				

Activités d'évaluation

- 20.13 Les évaluations qui ont été menées à bien en 2023 et dont la liste est donnée ci-après ont orienté l'établissement du projet de plan-programme pour 2025 :
- évaluation, par le Bureau des services de contrôle interne, des sous-programmes 4 et 6 de la CEE ;
 - évaluations, par le Bureau des services de contrôle interne, de la contribution des entités du Secrétariat aux objectifs de développement durable, et du renforcement du rôle de l'évaluation et de l'application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale pour 2020-2021 ;
 - évaluation à l'échelle des programmes menée par la CEE sur le rôle de la Commission dans la réalisation du Programme 2030, dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies pour le développement.

- 20.14 Il a été tenu compte des résultats et des enseignements des évaluations mentionnées plus haut au moment de l'établissement du projet de plan-programme pour 2025. Par exemple, la Commission continue d'assurer une gestion axée sur les résultats en définissant plus précisément les indicateurs de performance et les rôles et responsabilités et en communiquant l'information d'une manière qui met mieux en évidence les avantages de sa collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies pour le développement. Elle améliore également la façon dont elle envisage la coopération technique en assurant un meilleur suivi et une meilleure hiérarchisation des demandes d'assistance émanant des États membres, et continue d'adopter une approche intersectorielle en encourageant la collaboration entre ses sous-programmes et avec d'autres organismes des Nations Unies, ce qu'elle a fait, par exemple, en ce qui concerne le thème adopté pour le débat de haut niveau.
- 20.15 Une évaluation à l'échelle des programmes portant sur l'utilisation des données et les méthodes de gestion de l'information à la CEE est prévue pour 2025.

Programme de travail

Sous-programme 1 Environnement

Objectif

- 20.16 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'améliorer la gouvernance et la performance environnementales afin de préserver l'environnement et la santé.

Stratégie

- 20.17 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
- a) Appuyer la mise en œuvre des textes issus des conférences et sommets mondiaux et régionaux, et encourager l'application par les pays des accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 3, 6, 9, 11, 12, 13, 15, 16 et 17, principalement, grâce aux grandes fonctions interdépendantes que sont la concertation à l'échelle internationale, l'action normative, le renforcement des capacités et la diffusion des bonnes pratiques et des retours d'expérience dans les domaines de la qualité de l'air, de l'eau, de la sécurité industrielle, de la participation du public, des études d'impact, de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement, de la performance environnementale, de l'éducation au service du développement durable et de la prise en compte des préoccupations environnementales dans les autres dimensions du développement durable ;
 - b) Appuyer et faciliter la mise en œuvre des mécanismes d'intervention de la CEE, dont : le Programme d'études de la performance environnementale, qui contribue à la réalisation des objectifs n^{os} 6, 11, 12, 13 et 15, principalement ; le Programme de surveillance et d'évaluation de l'environnement, qui contribue surtout à la réalisation de l'objectif n^o 17 ; la Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable, qui contribue à la réalisation des objectifs n^{os} 4, 12 et 13 ; le Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement, qui contribue à la réalisation des objectifs n^{os} 3, 11, 13 et 17, principalement ;
 - c) Soutenir et favoriser la mise en commun d'informations (par exemple au moyen du Système de partage d'informations sur l'environnement), de données d'expérience et de bonnes pratiques dans la région de la CEE ;
 - d) Promouvoir les synergies entre les accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement ;

- e) Mener des études de la performance environnementale, aider les pays à appliquer les recommandations issues de ces études et surveiller les effets des recommandations sur les politiques nationales ;
- f) Compte tenu des besoins des pays, aider les États (en particulier ceux du Caucase, de l'Asie centrale et de l'Europe de l'Est et du Sud-Est) à élaborer des politiques environnementales et à surveiller, à évaluer et à gérer l'environnement, notamment en mettant à leur disposition une instance intergouvernementale de prise de décisions, en organisant des activités de renforcement des capacités et en leur offrant des services consultatifs ;
- g) Entreprendre des travaux avec les pays non membres de la CEE intéressés, notamment ceux qui souhaitent adhérer aux accords multilatéraux relatifs à l'environnement ouverts à une adhésion mondiale ;
- h) Aider les États membres à répondre aux nouvelles questions qui se posent dans le cadre des activités du sous-programme, y compris celles qui découlent de processus internationaux et régionaux, notamment en leur fournissant un appui consultatif, en élaborant des trains de mesures ou des recommandations et en aidant les pays à élaborer des stratégies régionales relatives à ces nouvelles questions (par exemple en ce qui concerne les infrastructures durables), notamment en assurant un accès efficace et inclusif à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice.

20.18 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Amélioration de la gouvernance et de la performance environnementales dans les États membres ;
- b) Renforcement de la prise en compte des préoccupations environnementales dans les politiques sectorielles des États membres ;
- c) Élaboration et mise en œuvre plus efficaces de lois et de politiques environnementales par les États membres ;
- d) Amélioration des mesures prises par les États membres face aux défis environnementaux ;
- e) Consolidation de la coopération transfrontière et de la coopération internationale et nationale ;
- f) Renforcement de l'application des engagements multilatéraux de la CEE en matière d'environnement et élargissement de leur portée géographique.

Exécution du programme en 2023

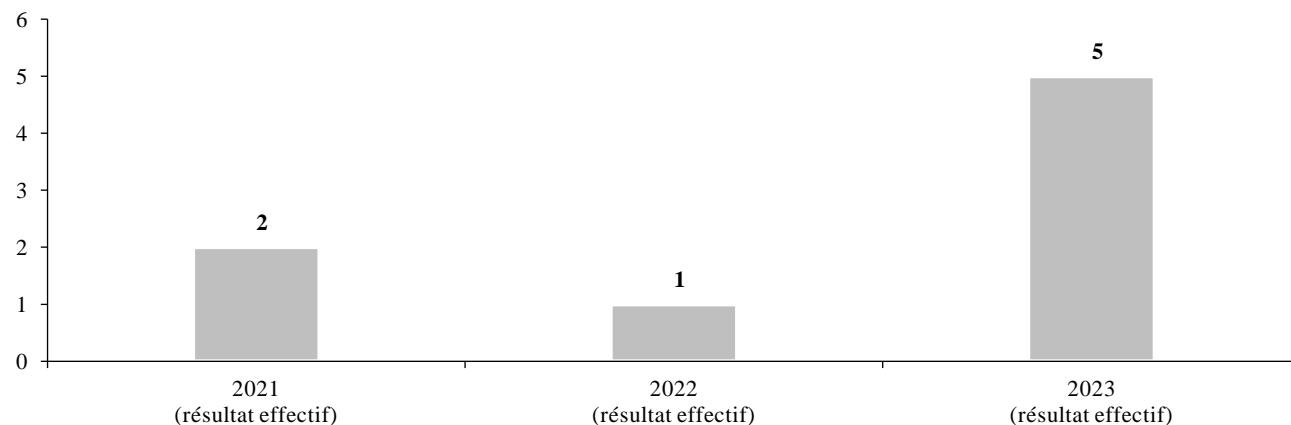
Augmentation du nombre d'États Membres de l'ONU devenant parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau)

20.19 À l'origine, la Convention sur l'eau a été négociée comme un cadre régional pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontières dans la région paneuropéenne. Depuis mars 2016, avec l'application des amendements aux articles 25 et 26 de son texte, elle est ouverte à l'adhésion de tous les États Membres de l'ONU. En adhérant à la Convention, les pays introduisent dans leur législation nationale des règles et des principes essentiels, tels que la prévention de la pollution ou la répartition durable des ressources en eau, qui garantissent une gestion durable des ressources en eau et ouvrent la voie à une coopération pacifique en ce qui concerne les eaux partagées. Plusieurs mesures concrètes ont été prises par les nouvelles Parties à la Convention, telles que le lancement d'une coopération sur les eaux souterraines partagées et l'élaboration de plans de mise en œuvre. Les travaux de la CEE visant à soutenir l'accélération de l'universalisation de la Convention ont également contribué à la réussite de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 en intensifiant l'action menée pour renforcer la coopération dans le domaine de l'eau.

20.20 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.I).

Figure 20.I

Mesure des résultats : nombre de nouvelles parties à la Convention sur l'eau (résultat annuel)



Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : renforcement de la gouvernance en matière de sécurité industrielle en Europe de l'Est et du Sud-Est, dans le Caucase et en Asie centrale

20.21 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à soutenir les dialogues sur les politiques nationales en Serbie, notamment par l'organisation de consultations avec les parties prenantes et la fourniture d'un appui à l'élaboration du programme national relatif à la sécurité industrielle. La cible consistant à soutenir les dialogues sur les politiques nationales relatives à la sécurité industrielle dans cinq pays d'Asie centrale n'a pas été atteinte en raison de l'abandon d'un projet visant à lancer de tels dialogues et de l'absence d'un projet de suivi de leur mise en œuvre. Toutefois, des groupes de travail interinstitutionnels sur la sécurité de la gestion des résidus et la prévention de la pollution accidentelle des eaux ont été officiellement créés dans deux pays d'Asie centrale en janvier 2022 (Kazakhstan) et en octobre 2022 (Tadjikistan), et les deux pays ont organisé les deuxièmes réunions de leur groupe de travail le 15 mars 2023 à Astana et le 4 avril 2023 à Douchanbé. L'Ouzbékistan a également organisé une réunion le 27 avril 2023, avec l'appui de la CEE, pour envisager la mise en place d'un groupe de travail similaire dans le pays.

20.22 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.2).

Tableau 20.2

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
La Serbie a mis en place un comité directeur en charge du dialogue sur les politiques nationales	La réunion organisée dans le cadre du dialogue sur les politiques nationales en Serbie a abordé des questions d'intérêt national, avec la participation	La Serbie a régulièrement tenu des dialogues sur les politiques nationales Les groupes de travail interinstitutionnels ont été maintenus au	La Serbie tient régulièrement des dialogues sur les politiques nationales La Serbie achève le programme national	Élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre du programme national relatif à la sécurité industrielle en Serbie Les groupes de travail interinstitutionnels

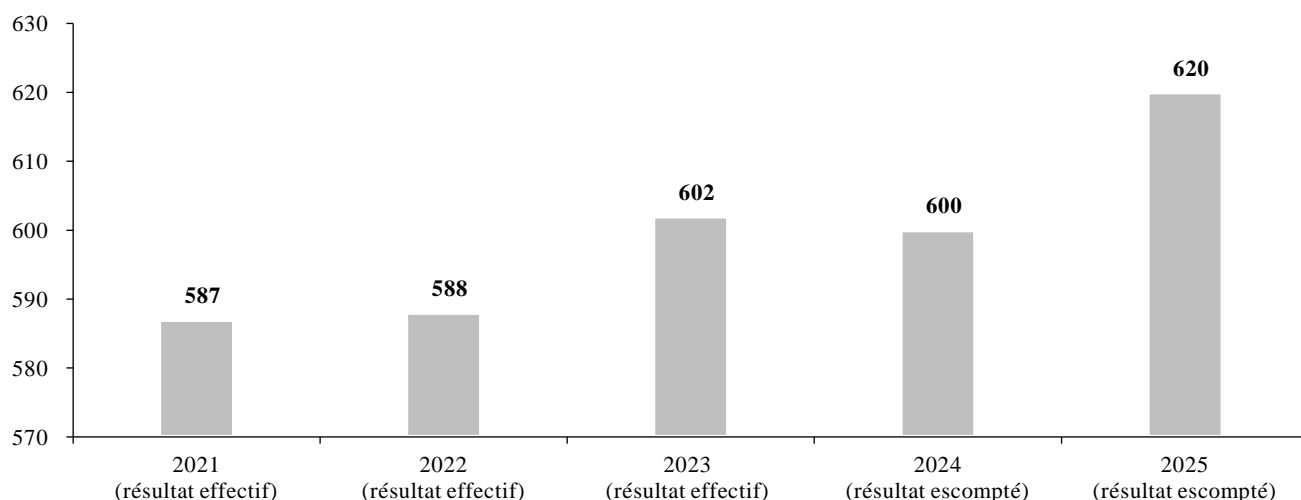
2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
la sécurité industrielle afin de les aligner sur la Convention	des autorités compétentes La révision des lois relatives à la sécurité industrielle entreprise pour les aligner sur la Convention est achevée	Kazakhstan et au Tadjikistan	relatif à la sécurité industrielle	sont maintenus et des réunions sont organisées dans au moins deux pays d'Asie centrale

Résultat 2 : augmentation du nombre d'États Membres de l'ONU devenant parties à des accords multilatéraux relatifs à l'environnement gérés par la Commission économique pour l'Europe

- 20.23 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que les accords multilatéraux relatifs à l'environnement gérés par la CEE comptent au total 602 nouvelles parties parmi les États Membres de l'ONU, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 593 parties.
- 20.24 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.II).

Figure 20.II

Mesure des résultats : nombre de parties à des accords multilatéraux relatifs à l'environnement gérés par la Communauté économique pour l'Europe (résultat cumulé)



Résultat 3 : base de données modernisée sur les polluants permettant de prendre rapidement des décisions fondées sur des faits

Projet de plan-programme pour 2025

- 20.25 La dématérialisation des registres des rejets et transferts de polluants, régis par le Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants et qui constituent une base de données complète pour la prise de décisions et l'établissement de rapports pour différents processus, est nécessaire à la prise de décisions de principe efficaces. Dans le cadre du sous-programme, on a renforcé la capacité des États Membres à respecter les obligations internationales et nationales en matière d'établissement de rapports, notamment grâce à un appui consultatif, à la préparation de matériel et à l'organisation de manifestations thématiques. Ces efforts ont conduit les États Membres à reconnaître le besoin

pressant de regrouper les données sur les différentes émissions dans un portail unique au sein d'un système d'information plus large englobant des données environnementales, sociales et économiques.

Enseignements tirés et changements prévus

20.26 L'enseignement tiré est le suivant : les bases de données relatives à la pollution pourraient être mieux intégrées afin d'améliorer l'utilité des données. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on appuiera l'élaboration d'un projet de décision visant à intégrer les bases de données en utilisant les avancées technologiques et les conseils pour intégrer les registres des rejets et transferts de polluants avec d'autres systèmes. On fournira une assistance technique pour améliorer la prise de décisions sur la prévention de la pollution, l'évaluation des incidences, la durabilité et l'économie circulaire.

20.27 Les progrès escomptés sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.3).

Tableau 20.3

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	Les documents de référence sur la modernisation des registres des rejets et transferts de polluants ont été examinés par le Groupe de travail des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants	Le projet de décision sur la modernisation des registres des rejets et transferts de polluants a été approuvé par le Bureau du Protocole	Le projet de décision sur la modernisation des registres des rejets et transferts de polluants est approuvé par le Groupe de travail des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants	La Réunion des Parties au Protocole adopte une décision sur la modernisation des registres des rejets et transferts de polluants

Produits

20.28 On trouvera dans le tableau 20.4 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 20.4

Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	183	139	168	260
1. Comité des politiques de l'environnement et ses organes subsidiaires	19	21	16	20
2. Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et ses organes subsidiaires, et Réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé et ses organes subsidiaires	24	13	26	26

Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
3. Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et ses organes subsidiaires	4	2	15	2
4. Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et ses organes subsidiaires	34	28	24	24
5. Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et ses organes subsidiaires, et Réunion des Parties à la Convention agissant comme Réunion des Parties au Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, et ses organes subsidiaires	42	37	16	16
6. Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et ses organes subsidiaires, et Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et ses organes subsidiaires	50	31	60	161
7. Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement et ses organes subsidiaires	3	3	3	3
8. Comité directeur pour l'éducation au service du développement durable	7	4	8	8
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	236	232	219	243
9. Comité des politiques de l'environnement et ses organes subsidiaires	30	32	26	28
10. Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et ses organes subsidiaires, et Réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé et ses organes subsidiaires	46	39	44	47
11. Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et ses organes subsidiaires	17	14	15	19
12. Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et ses organes subsidiaires	31	34	27	23
13. Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et ses organes subsidiaires, et Réunion des Parties à la Convention agissant comme Réunion des Parties au Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, et ses organes subsidiaires	34	42	34	34
14. Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et ses organes subsidiaires, et Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants et ses organes subsidiaires	70	63	65	84
15. Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement et ses organes subsidiaires	2	2	2	2
16. Comité directeur pour l'éducation au service du développement durable	6	6	6	6
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	68	72	30	32
17. Ateliers sur les questions environnementales organisés à l'intention de responsables des gouvernements et d'autres parties prenantes de la région pour améliorer la gouvernance et la performance environnementales	68	72	30	32
Publications (nombre de publications)	13	6	18	9
18. Questions ayant trait à l'environnement et accords multilatéraux relatifs à l'environnement administrés au titre du sous-programme	8	4	10	7

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
19. Rapports d'activité et études de performance sur des questions ayant trait à l'environnement	4	2	7	2
20. Accords multilatéraux relatifs à l'environnement administrés au titre du sous-programme	1	–	1	–

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs au sujet de l'eau, de l'énergie et d'autres questions environnementales à l'intention d'une centaine de fonctionnaires et autres parties prenantes des États participant au Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : faits importants de l'étude de la performance environnementale et brochure sur le Programme d'aide et de coopération relevant de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, afin de faciliter une large diffusion des messages clés et des recommandations dans les pays faisant l'objet de l'étude.

Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse relatifs à des questions environnementales.

Plateformes numériques et contenus multimédias : page Web consacrée au sous-programme.

Sous-programme 2 Transports

Objectif

- 20.29 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir la viabilité des systèmes de transport intérieur (transports routiers, ferroviaires et par voies de navigation intérieure, et transport intermodal) à l'échelle intrarégionale ou interrégionale en les rendant plus sûrs, plus propres, plus efficaces, plus inclusifs et plus abordables, qu'il s'agisse d'assurer le transport de marchandises ou la mobilité personnelle.

Stratégie

- 20.30 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
- a) Assurer des services d'appui au Comité des transports intérieurs, à ses 21 groupes de travail et à ses 13 comités d'administration, ainsi qu'au Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques et à plus de 50 réseaux d'experts formels et informels ;
 - b) Administrer le cadre réglementaire international pour les transports intérieurs, qui comprend 61 instruments juridiques des Nations Unies relatifs à la sécurité, à la pollution, à l'efficacité, à la multimodalité et à l'efficacité (fonction normative) et veiller à ce que les fonctions réglementaires du Comité soient en phase avec les dernières technologies et innovations dans le domaine des transports (systèmes de transport intelligents, véhicules autonomes, dématérialisation des procédures douanières et des documents de transport, véhicules électriques), et à ce que tous les instruments juridiques puissent bénéficier à tous les États Membres de l'ONU, s'il y a lieu, en élaborant de nouveaux instruments juridiques et en actualisant ceux qui existent, selon les besoins, y compris en tenant à jour la base de données des cadres réglementaires internationaux pour les transports intérieurs ;
 - c) Offrir une plateforme de concertation intergouvernementale à l'occasion des sessions annuelles du Comité des transports intérieurs, afin de permettre l'examen des nouveaux défis et des situations d'urgence ; contribuer à la recherche d'un consensus pendant les manifestations du Comité pour favoriser, entre autres choses, la connectivité régionale et interrégionale,

l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, notamment par l'adoption de stratégies, de plans d'action, de déclarations ou de résolutions de haut niveau sur l'action concertée entre les États membres et entre les parties contractantes, le but étant la pleine exécution du mandat du Comité ;

- d) Réaliser des analyses et fournir une assistance technique et un appui au renforcement des capacités concernant l'adhésion aux instruments juridiques et leur application, à la demande des États membres et des parties contractantes dans la région de la CEE et au-delà ;
- e) Améliorer la sécurité routière mondiale, grâce aux débats menés lors des réunions du Comité et en contribuant aux travaux de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la sécurité routière et au fonctionnement du Fonds des Nations Unies pour la sécurité routière, en coopération avec d'autres organisations internationales, et fournir un appui dans les domaines du renforcement des capacités et du conseil en vue de promouvoir les instruments juridiques, les appels à propositions et d'autres éventuelles activités connexes ;
- f) Soutenir l'action menée par les États membres pour faire face aux situations d'urgence, par exemple en cas de pandémie, et pour s'en relever, et appuyer le fonctionnement et le développement de systèmes de transport inclusifs aux niveaux national, régional et international ainsi que la réalisation du programme de développement durable ;
- g) Encourager le partage des connaissances et la coopération entre les gouvernements et les principales parties prenantes, sensibiliser aux questions émergentes et aux meilleures interventions, contribuer à l'amélioration du suivi et de la mesure de la réalisation des objectifs de développement durable, faciliter l'adaptation des instruments et cadres juridiquement contraignants aux nouvelles réalités et prévoir l'établissement de nouveaux documents d'orientation.

20.31 Le travail qui sera ainsi effectué devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12 et 13 et devrait avoir les résultats suivants :

- a) Amélioration de la mobilité durable ainsi que de la mesure et du suivi de la réalisation des objectifs de développement durable ;
- b) Améliorations dans le domaine des transports intérieurs, conduisant à des systèmes multimodaux plus sûrs, plus propres, plus efficaces, plus inclusifs et plus abordables pour les parties contractantes aux conventions des Nations Unies sur les transports intérieurs ;
- c) Intensification des efforts déployés en vue d'atteindre l'objectif de réduire à zéro les émissions nettes à l'horizon 2050, énoncé dans une stratégie sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les transports intérieurs qui devrait être adoptée par le Comité en février 2024 ;
- d) Efficacité et résilience accrues des flux transfrontaliers de biens et de personnes, aux échelons régional et mondial ;
- e) Renforcement de la coopération intergouvernementale dans les situations d'urgence et réduction au minimum des perturbations dans la poursuite de la mise en œuvre et de la mise à jour des conventions des Nations Unies sur les transports intérieurs.

Exécution du programme en 2023

Adhésion accrue aux instruments juridiques ayant trait à la dématérialisation des procédures de transport et de franchissement des frontières

20.32 En réponse aux problèmes liés aux transports intérieurs qui se sont posés pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), en particulier concernant le franchissement des frontières, les efforts ont été intensifiés dans le cadre du sous-programme en vue d'accélérer le passage au numérique des instruments juridiques pertinents et des outils et des applications ont été mis au point afin de promouvoir l'adhésion à ces instruments. Il s'agit particulièrement : a) de l'interconnexion du système international eTIR avec les systèmes douaniers de cinq pays et de l'achèvement de

l'analyse des lacunes pour trois autres pays ; b) de l'élaboration de l'architecture de haut niveau et des spécifications conceptuelles et fonctionnelles pour le futur système eCMR ; c) de la définition de l'architecture de haut niveau pour la dématérialisation du carnet de passages en douane (eCPD) ; d) de la mise en place de l'Observatoire international des infrastructures de transport ; e) de la mise en place des indicateurs de connectivité pour des transports intérieurs durables ; f) de la poursuite du développement de la plateforme d'apprentissage en ligne LearnITC, lancée en 2022 pour permettre de mieux comprendre les instruments juridiques des Nations Unies régissant les transports intérieurs et leur dématérialisation.

- 20.33 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.5).

Tableau 20.5
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
164 adhésions d'États Membres aux instruments juridiques ayant trait à la dématérialisation des procédures de transport et de franchissement des frontières (résultat cumulé)	166 adhésions aux instruments juridiques ayant trait à la dématérialisation des procédures de transport et de franchissement des frontières (résultat cumulé)	170 adhésions aux instruments juridiques ayant trait à la dématérialisation des procédures de transport et de franchissement des frontières (résultat cumulé)
	44 pays et 123 utilisateurs inscrits sur la plateforme LearnITC	79 pays et 330 utilisateurs inscrits sur la plateforme LearnITC

Notes : Adhésions à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route, au Protocole eCMR et à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (résultat cumulé). Le nombre de pays inscrits correspond au nombre de pays comptant au moins un(e) utilisateur(trice) inscrit(e) à un ou plusieurs cours en ligne, et le nombre d'utilisateurs correspond au nombre de personnes inscrites sur la plateforme LearnITC.

Résultats escomptés pour 2025

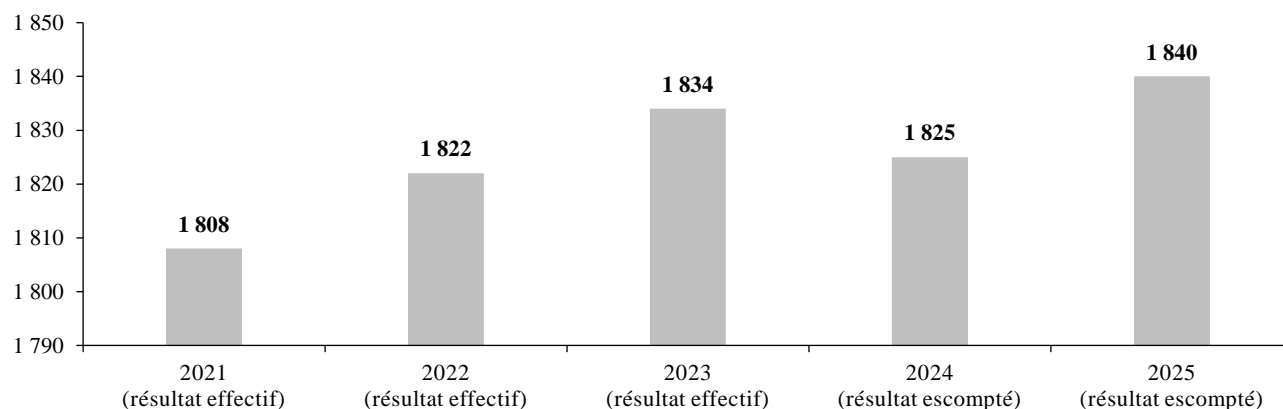
Résultat 1 : renforcement du cadre réglementaire destiné à garantir la viabilité des systèmes de transport intérieur

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.34 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à porter à 1 834 le nombre de parties contractantes aux instruments juridiques des Nations Unies relatifs au transport administrés par la CEE, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 1 813 parties contractantes.
- 20.35 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.III).

Figure 20.III

Mesure des résultats : nombre de parties contractantes aux instruments juridiques des Nations Unies relatifs au transport administrés par la CEE (résultat cumulé)



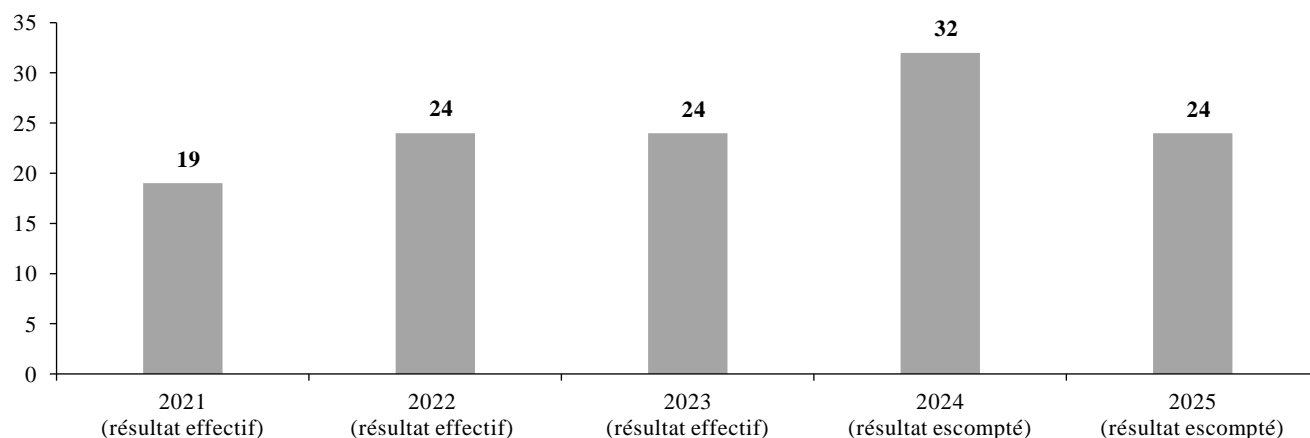
Résultat 2 : augmentation du nombre d'instruments juridiques nouveaux ou actualisés renforçant la capacité des États Membres de l'ONU à faire face aux changements climatiques

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.36 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à 23 actualisations d'instruments juridiques existants parmi les règlements concernant les véhicules ainsi qu'à l'entrée en vigueur en 2023 d'un nouvel instrument juridique, mais n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir la création ou l'actualisation de 28 instruments juridiques. Cela s'explique par un changement de méthode, les Parties contractantes ayant demandé que le processus de modification des textes réglementaires soit rationalisé, pour plus de continuité et de solidité, et que les propositions d'amendements soient regroupées à intervalles fixes au lieu d'être examinées individuellement à chaque session (ECE/TRANS/WP.29/GRPE/86/Rev.1, par. 18 et 19). Bien qu'il y ait moins de propositions d'amendements avec cette nouvelle méthode, chaque proposition peut comprendre plusieurs actualisations et donc être considérée comme plus complète.
- 20.37 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.IV).

Figure 20.IV

Mesure des résultats : nombre d'instruments juridiques des Nations Unies, nouveaux ou actualisés, relevant de la CEE qui entrent en vigueur chaque année et améliorent les résultats du secteur des transports en matière de protection du climat (résultat cumulé)^a



^a Le chiffre donné correspond aux données depuis l'Accord de Paris de 2015.

Résultat 3 : augmentation du nombre d'adhésions aux principales conventions en matière de sécurité routière, constituant une première étape vers la réduction du nombre de décès et de blessures dus à des accidents de la route à l'échelle mondiale

Projet de plan-programme pour 2025

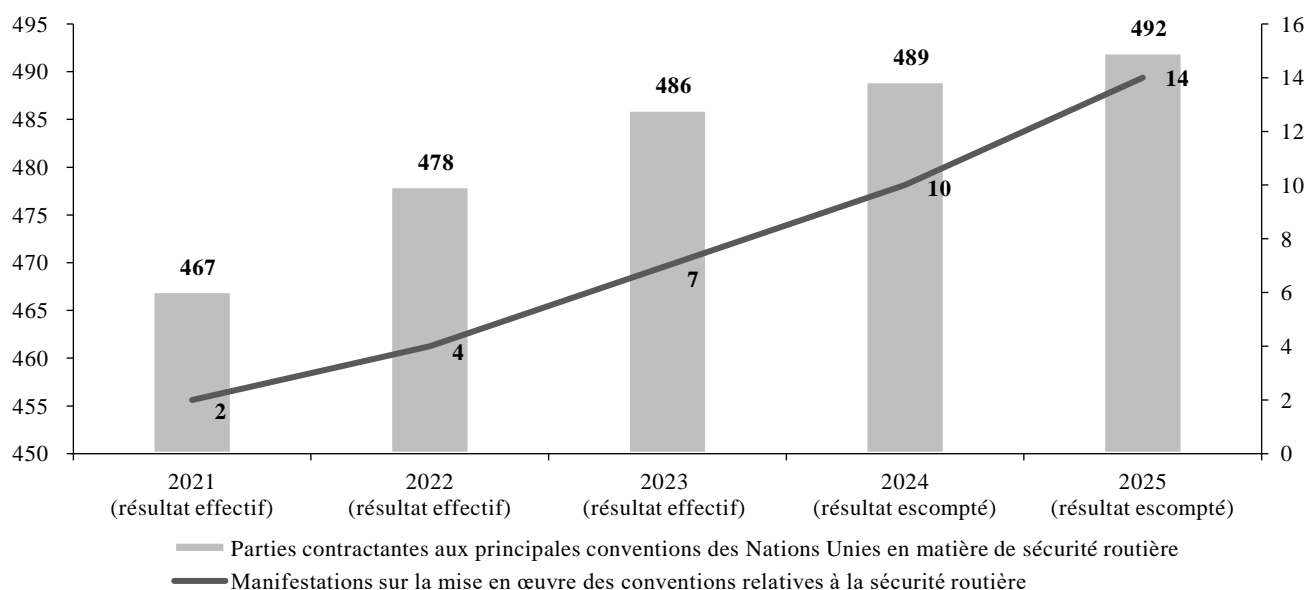
- 20.38 En 2020, l'Assemblée générale a proclamé la période 2021-2030 deuxième Décennie d'action pour la sécurité routière, avec pour objectif de réduire d'au moins 50 % le nombre de morts et de blessés sur les routes entre 2021 et 2030 (voir la résolution [74/299](#) de l'Assemblée). Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à porter à 486 le nombre de parties contractantes aux huit principales conventions des Nations Unies en matière de sécurité routière, l'adhésion à ces instruments constituant pour les pays une première étape indispensable à l'établissement de systèmes de sécurité routière.

Enseignements tirés et changements prévus

- 20.39 L'enseignement tiré est le suivant : les adhésions dispersées aux conventions ne contribuent pas toujours à la mise en place de systèmes nationaux de sécurité routière efficaces. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, la fourniture de conseils sur les systèmes nationaux de sécurité routière et d'assistance aux niveaux intrarégional et interrégional sera renforcée afin d'aider les pays à adhérer à toutes les principales conventions en matière de sécurité routière puis à les appliquer.
- 20.40 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.V).

Figure 20.V

Mesure des performances : nombre de parties contractantes aux principales conventions des Nations Unies en matière de sécurité routière et nombre de manifestations au cours desquelles les États membres échangent sur les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques adoptées en matière de mise en œuvre des conventions relatives à la sécurité routière (résultat cumulé)



Produits

- 20.41 On trouvera dans le tableau 20.6 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 20.6

Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1 266	1186	1145	1155
1. Documentation destinée au Comité des transports intérieurs				
a. Comité des transports intérieurs et Bureau	31	45	31	31
b. Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules	500	523	550	550
c. Groupe de travail du transport des denrées périssables	33	32	33	33
d. Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses	214	206	160	160
e. Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports et groupes d'experts subsidiaires	28	28	23	28
f. Groupe de travail des statistiques des transports	14	14	14	14
g. Groupe de travail des transports routiers et groupes d'experts subsidiaires	28	31	15	26
h. Forum mondial de la sécurité routière et groupes d'experts subsidiaires	40	19	22	20
i. Groupe de travail des transports par chemin de fer et groupes d'experts subsidiaires	30	34	30	30
j. Groupe de travail du transport intermodal et de la logistique	15	18	12	12
k. Groupe de travail des transports par voie navigable	47	50	45	45
l. Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports et groupes d'experts subsidiaires	100	70	50	50
2. Documentation destinée au Conseil économique et social				
a. Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques	1	1	5	1
b. Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses	150	88	120	120
c. Sous-Comité d'experts du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques	32	24	32	32
3. Documentation destinée à la Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement	3	3	3	3
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	456	402	407	410
4. Séances du Comité des transports intérieurs				
a. Comité des transports intérieurs et Bureau	16	16	16	16
b. Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules	111	112	121	121
c. Groupe de travail du transport des denrées périssables	8	7	8	8
d. Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses	68	58	58	58
e. Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports et groupes d'experts subsidiaires	22	22	18	18
f. Groupe de travail des statistiques des transports	6	6	6	6
g. Groupe de travail des transports routiers et groupes d'experts subsidiaires	30	28	12	24
h. Forum mondial de la sécurité routière et groupes d'experts subsidiaires	28	28	28	28

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
i. Groupe de travail des transports par chemin de fer et groupes d'experts subsidiaires	30	30	24	30
j. Groupe de travail du transport intermodal et de la logistique	12	12	6	6
k. Groupe de travail des transports par voie navigable	18	18	18	18
l. Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports et groupes d'experts subsidiaires	70	30	50	40
5. Séances du Conseil économique et social				
a. Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques	–	–	1	–
b. Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses	25	23	29	25
c. Sous-Comité d'experts du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques	10	10	10	10
6. Séances de la Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement	2	2	2	2
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	2	2	2	2
7. Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud	1	1	1	1
8. Projet de chemin de fer transeuropéen	1	1	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	10	21	13	11
9. Ateliers organisés à l'intention de responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes de la région de la CEE et des parties contractantes aux instruments juridiques relevant du Comité des transports intérieurs sur les thèmes suivants : systèmes de transport intelligents ; statistiques des transports et tendances en la matière ; questions de transport routier, ferroviaire, fluvial, intermodal et intersectoriel ; accords et règlements sur les véhicules	9	16	10	5
10. Séminaires organisés à l'intention des coordonnateurs nationaux, des experts, des fonctionnaires des douanes et du secteur des transports sur les efforts déployés pour dématérialiser les conventions relatives aux transports intérieurs	1	5	3	6
Publications (nombre de publications)	9	12	10	11
11. Transport des marchandises dangereuses	3	3	2	3
12. Transport des denrées périssables	1	1	1	1
13. Décarbonisation du secteur des transports intérieurs, sécurité des transports et questions transversales	3	5	4	4
14. Règlements concernant les véhicules	1	1	1	1
15. Statistiques	1	1	1	1
16. Facilitation du passage des frontières	–	1	1	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	1	2	2	2
17. Recommandations pour l'évaluation des performances des systèmes de conduite automatisée	–	1	1	1
18. Statistiques des transports – profils de pays	1	1	1	1

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs à l'intention des parties contractantes aux conventions des Nations Unies relatives aux transports administrées par la CEE concernant les instruments juridiques liés aux transports intérieurs, à la facilitation des transports, au franchissement des frontières, à la sécurité routière, à la construction des véhicules et au transport des marchandises dangereuses et d'autres cargaisons spéciales.

Bases de données et supports numériques : Banque de données internationale TIR, accessible aux utilisateurs de plus de 70 parties contractantes à la Convention TIR ; portails des systèmes TIR et eTIR ; système international eTIR ; Observatoire international des infrastructures de transport ; plateforme d'utilisateurs en ligne des indicateurs de connectivité pour des transports intérieurs durables ; inventaire en ligne des normes concernant les infrastructures des voies de navigation intérieure ; inventaire des normes et paramètres énoncés dans l'Accord européen sur les grandes lignes internationales de chemin de fer et l'Accord européen sur les grandes lignes de transport international combiné et les installations connexes ; bases de données sur les statistiques des transports, les accidents de la route, le transport des marchandises dangereuses, le transport des denrées périssables, le transport urbain et les transports et l'environnement ; Observatoire de la sûreté des chemins de fer ; signalisation numérisée issue de la version numérique de la Convention sur la signalisation routière (E-CoRSS) ; plateforme d'apprentissage en ligne sur la connectivité intelligente et durable.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : supports d'information, notamment des brochures sur les instruments juridiques et les activités menées dans le cadre du sous-programme, pour diffusion à l'échelle mondiale et régionale.

Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse pour le sous-programme.

Plateformes numériques et contenus multimédias : LearnITC et autres plateformes numériques et contenus multimédias sur les transports et la mobilité durables ; page Web consacrée au sous-programme.

Sous-programme 3 **Statistiques**

Objectif

- 20.42 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de faire progresser la statistique officielle aux niveaux national et international aux fins de l'élaboration de politiques fondées sur les faits et de l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que d'assurer la coordination des activités statistiques menées dans la région de la CEE sous l'égide de la Conférence des statisticiens européens.

Stratégie

- 20.43 La stratégie sur laquelle s'appuie le sous-programme tient compte des priorités et des besoins des États membres et repose sur plusieurs grandes fonctions interdépendantes : rationalisation des activités statistiques de portée internationale menées dans la région de la CEE grâce à des concertations sur les politiques ; travaux méthodologiques visant à élaborer et à promouvoir des directives et recommandations aux fins de l'amélioration de la qualité des statistiques ; renforcement des capacités des États membres de la CEE dont les systèmes statistiques ne sont pas suffisamment développés.
- 20.44 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
- a) Favoriser la tenue d'un dialogue statistique approfondi dans le cadre de la Conférence des statisticiens européens et des réunions d'experts ;
 - b) Lancer, à l'échelle de la région ou d'un pays donné, des initiatives dans le cadre des travaux méthodologiques visant à élaborer et à diffuser des modèles, des directives et des recommandations statistiques en vue d'améliorer la qualité des statistiques, d'aider les organismes nationaux de statistique à se moderniser et à jouer leur nouveau rôle de gestionnaire de données et d'encourager l'utilisation des statistiques officielles ;
 - c) Tenir à jour et étoffer la base de données statistiques de la CEE ;

- d) Établir et consolider des partenariats entre experts en information géospatiale et statisticiens afin de faciliter l'intégration des données géospatiales et statistiques, en coopération avec les services de statistique d'autres entités régionales et les institutions internationales spécialisées présentes dans la région ;
- e) Faciliter la mise en commun de données d'expérience et de bonnes pratiques dans les domaines des recensements de la population et des logements, des statistiques des prix et des statistiques de l'environnement, y compris au sujet des ajustements mis en place comme suite aux restrictions liées à la pandémie de COVID-19 permettant d'améliorer l'actualité et la granularité des statistiques officielles ;
- f) Aider des pays à planifier et à mener à bien leur recensement et à renforcer leurs capacités statistiques, notamment dans des domaines transversaux tels que les statistiques relatives aux objectifs de développement durable, la législation en matière de statistique, la collecte, l'intégration et la diffusion de données et la gestion des ressources humaines.

20.45 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Amélioration des méthodes statistiques et de la capacité des États membres à mesurer et à suivre la réalisation des objectifs de développement durable ;
- b) Utilisation par les États membres de méthodes de recensement novatrices et efficaces ayant pour effet d'améliorer le rapport coût-efficacité, la couverture, la précision, la comparabilité et la rapidité de diffusion des résultats ;
- c) Renforcement de la capacité des États membres à produire les statistiques nécessaires à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes pour favoriser le relèvement au sortir de la pandémie.

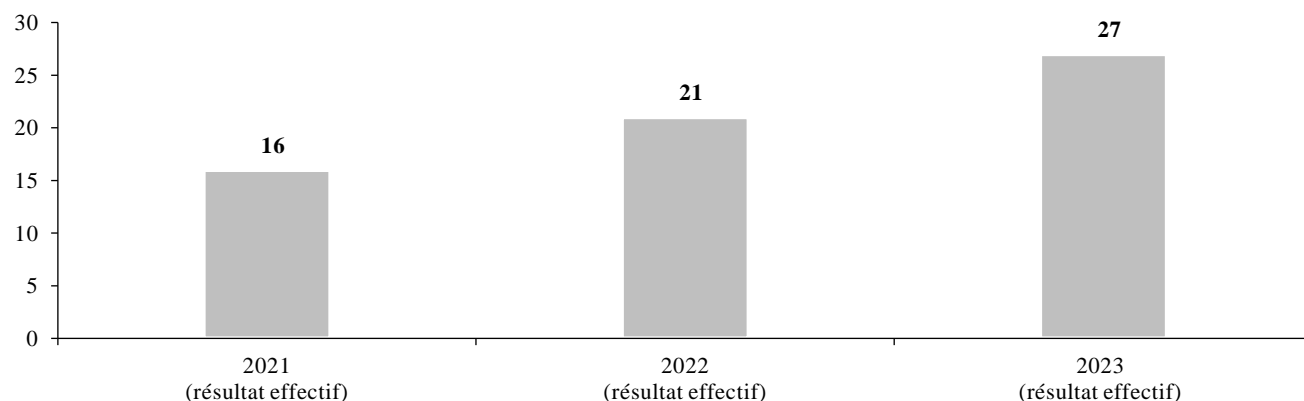
Exécution du programme en 2023

Amélioration de la mesure de la mondialisation économique et des activités des groupes d'entreprises multinationales

- 20.46 La mondialisation de l'économie et les activités des groupes d'entreprises multinationales jouent un rôle majeur dans les économies nationales. La mesure de la mondialisation de l'économie et des activités des entreprises multinationales constitue un défi pour les organismes qui produisent les statistiques officielles. À cette fin, des recommandations et des lignes directrices ont été élaborées dans le cadre du sous-programme pour aider les pays à mesurer la mondialisation économique : « Impact of globalization on national accounts » (L'incidence de la mondialisation sur la comptabilité nationale) (2011), Guide pour la mesure de la production mondiale (2015) et *Guide to Sharing Economic Data in Official Statistics* (Guide pour la mise en commun des données économiques dans les statistiques officielles) (2020). On a également encouragé la création, au sein des organismes nationaux de statistique, de services spécialisés chargés des groupes d'entreprises multinationales, appelés « services chargés des grands groupes », afin de rendre compte de leurs activités de manière plus cohérente dans les statistiques économiques nationales et internationales et d'améliorer la mesure de la mondialisation économique et des activités des groupes d'entreprises multinationales.
- 20.47 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.VI).

Figure 20.VI

Mesure des résultats : nombre de pays ayant mis en place des services chargés des grands groupes (résultat cumulé)



Résultats escomptés pour 2025

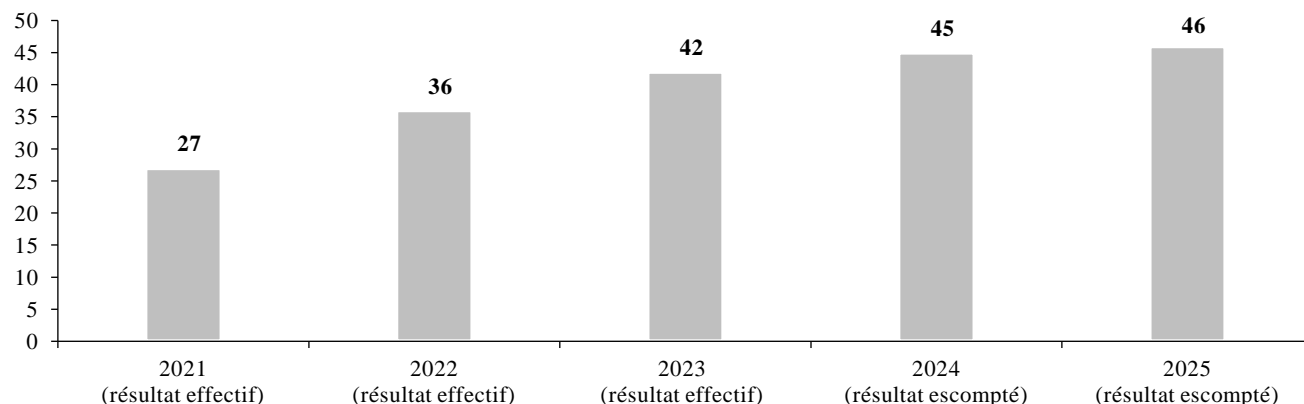
Résultat 1 : augmentation du nombre de pays qui collaborent pour mettre au point et utiliser des techniques d'apprentissage automatique destinées à produire des statistiques officielles

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.48 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à porter à 42 le nombre d'États membres qui collaborent activement pour mettre au point et utiliser des techniques d'apprentissage automatique destinées à produire des statistiques officielles, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 33 États membres.
- 20.49 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.VII).

Figure 20.VII

Mesure des résultats : nombre d'États membres qui collaborent activement pour mettre au point et utiliser des techniques d'apprentissage automatique destinées à produire des statistiques officielles (résultat cumulé)



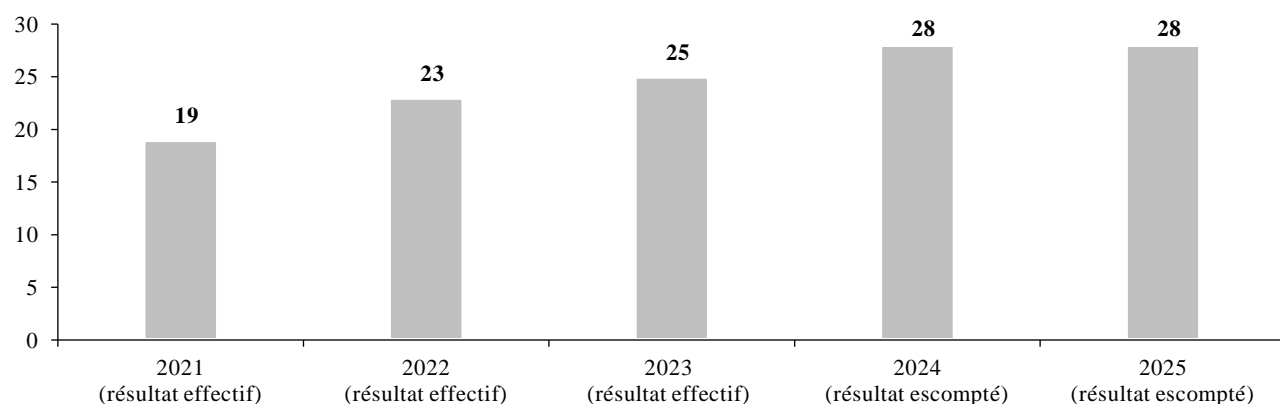
Résultat 2 : amélioration des statistiques et indicateurs relatifs à l'environnement dans la région de la Commission économique pour l'Europe

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.50 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à porter à 25 le nombre d'États membres qui améliorent activement leurs statistiques et indicateurs relatifs à l'environnement à l'aide de l'Équipe spéciale conjointe des statistiques et des indicateurs de l'état de l'environnement, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 20.51 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.VIII).

Figure 20.VIII

Mesure des résultats : nombre de pays améliorant leurs statistiques et indicateurs relatifs à l'environnement à l'aide de l'Équipe spéciale conjointe des statistiques et des indicateurs de l'état de l'environnement (résultat annuel)



Résultat 3 : utilisation de la base de données statistiques de la Commission économique pour l'Europe pour améliorer la recherche et la prise de décision

Projet de plan-programme pour 2025

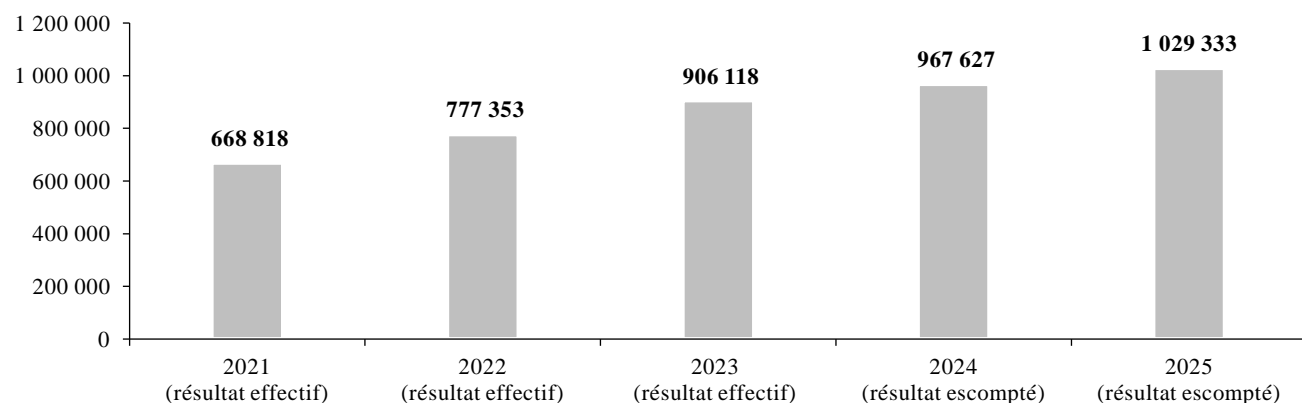
- 20.52 La base de données statistiques de la CEE fournit des indicateurs économiques clés, des données démographiques ainsi que des statistiques sur l'égalité des genres et les migrations. La CEE aide ses États membres à améliorer la comparabilité internationale et la qualité de leurs statistiques nationales et facilite l'accès de tous ses États membres aux chiffres pertinents de sa base de données statistiques. En 2022, un nouveau portail de données statistiques, qui offre un accès convivial aux données en mettant l'accent sur la visualisation des données, a été mis au point dans le cadre du sous-programme.

Enseignements tirés et changements prévus

- 20.53 L'enseignement tiré est le suivant : une visualisation plus poussée des données et la mise en récit des données peuvent aider à atteindre un public plus large et à améliorer la satisfaction des utilisateurs. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on mènera des enquêtes régulières pour recueillir des informations sur les améliorations de la visualisation des données qui seraient les plus utiles, et on établira des priorités en fonction des commentaires reçus.
- 20.54 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.IX).

Figure 20.IX

Mesure des performances : nombre de téléchargements effectués depuis la base de données statistiques de la Commission économique pour l'Europe (résultat annuel)



Notes : L'augmentation du nombre de téléchargements entre 2021 et 2023 est considérée comme exceptionnellement élevée en raison du lancement et de l'extension d'une nouvelle section de la base de données consacrée aux objectifs de développement durable. Aucune extension de ce type n'est prévue pour 2024 et 2025, comme le montrent les chiffres escomptés pour ces années.

Produits

20.55 On trouvera dans le tableau 20.7 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 20.7

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	81	75	69	69
1. Documentation destinée à la Conférence des statisticiens européens	43	43	43	43
2. Documentation destinée à des groupes d'experts concernant certaines questions statistiques	38	32	26	26
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	85	83	85	85
3. Réunions de la Conférence des statisticiens européens et de son bureau	13	13	13	13
4. Réunions de groupes d'experts concernant certaines questions statistiques	72	70	72	72
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	1	1	1	-
5. Projets menés en matière de statistique sociale et économique	1	1	1	-
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	6	6	6	7
6. Ateliers sur les statistiques sociales et économiques	3	3	3	4
7. Ateliers sur la production de statistiques innovantes	3	3	3	3
Publications (nombre de publications)	7	6	7	7
8. Publications concernant des sujets recoupant plusieurs domaines statistiques, y compris les statistiques sociales, environnementales et économiques	7	6	7	7

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs à l'intention de plus de 100 fonctionnaires et d'autres parties prenantes d'un maximum de 4 pays de programme de la région de la CEE sur les statistiques économiques, sociales, démographiques et environnementales, les statistiques relatives aux objectifs de développement durable, les statistiques géospatiales, les questions institutionnelles et la modernisation de la statistique officielle.

Bases de données et autres supports numériques : maintenir 5 domaines de données de la CEE.

D. Activités de communication

Relations extérieures et relations avec les médias : articles pour les bulletins d'information « UNECE Weekly » et « EnvStats » pour diffusion régionale.

Plateformes numériques et contenus multimédias : espaces de travail numériques interactifs (wikis, notamment le wiki de la CEE sur les recensements) ; site Web du sous-programme.

Sous-programme 4 Coopération et intégration économiques

Objectif

- 20.56 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer les politiques menées en faveur de l'innovation, de la compétitivité et des partenariats public-privé dans la région de la CEE.

Stratégie

- 20.57 La stratégie du sous-programme repose sur l'exécution de trois grandes fonctions interdépendantes dans les deux domaines d'activité du sous-programme (politiques en matière d'innovation et de compétitivité et partenariats public-privé) : concertation internationale sur les politiques à mener ; travaux normatifs et analytiques ; renforcement des capacités et mise en commun des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience.
- 20.58 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
- a) Aider les États membres à créer un environnement propice aux entreprises en élaborant de bonnes pratiques en vue d'orienter la réforme des politiques d'innovation visant à favoriser le développement durable, notamment en offrant, à la demande, des conseils fondés sur l'analyse des politiques, institutions et systèmes nationaux d'innovation et en organisant des ateliers et séminaires de renforcement des capacités aux niveaux national et sous-régional ;
 - b) Renforcer la capacité des États membres à créer des cadres réglementaires et des réserves de projets de partenariat public-privé de nature à combler le déficit de financement des infrastructures nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment par :
 - i) la promotion de modalités innovantes de financement, de renforcement et de gestion des infrastructures essentielles ;
 - ii) l'élaboration de lignes directrices et de normes internationales relatives à la conception de projets de partenariat public-privé et de cadres juridiques et réglementaires ;
 - iii) l'utilisation, à la demande, d'une méthode permettant d'évaluer et de noter les projets de partenariat public-privé axés sur le développement durable ;
 - iv) la coopération avec les plateformes multilatérales pour les infrastructures durables (y compris avec la plateforme SOURCE)¹ ;

¹ SOURCE est la plateforme multilatérale pour les infrastructures durables.

- c) Axer une partie des concertations, analyses, recommandations, normes et activités de renforcement des capacités sur les moyens de remédier aux problèmes économiques à l'aide de politiques d'innovation et de projets de partenariat public-privé visant à favoriser l'innovation et à renforcer les infrastructures de manière à rendre les économies plus résilientes et plus durables.
- 20.59 Le travail effectué aidera les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 8, 9, 12 et 17 et contribuera à favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles et à intensifier les transformations numérique et verte à l'appui du développement durable.
- 20.60 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Amélioration, dans les États membres, des politiques et institutions ayant trait à l'innovation à l'appui du développement durable ;
 - b) Amélioration des modalités permettant aux États membres de concevoir et de gérer des partenariats public-privé qui favorisent le développement durable et donnent lieu à des projets plus durables.

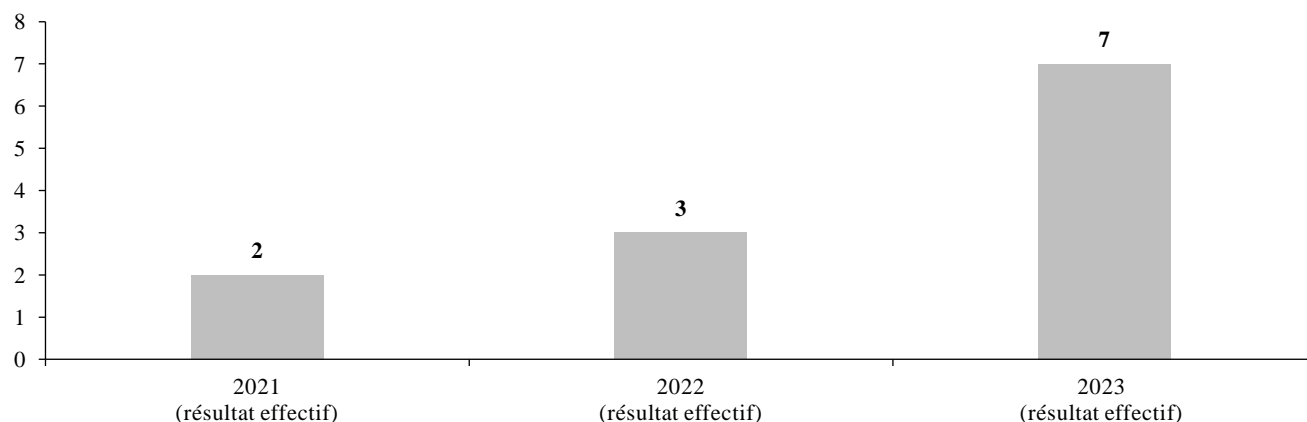
Exécution du programme en 2023

Les pays du programme des Nations Unies dans la région de la Commission économique pour l'Europe ont amélioré leurs politiques nationales en faveur de l'innovation à l'appui du développement durable

- 20.61 Les efforts d'innovation des pays de programme dans la région de la CEE ont été limités par le manque de politiques d'appui efficaces. Dans le cadre du sous-programme, on a appuyé les pays de programme dans la région de la CEE (sur demande) grâce à des analyses approfondies de leurs politiques nationales ayant trait à l'innovation, ce qui a conduit à l'élaboration de recommandations détaillées pour les réformes politiques, et à des programmes de formation sur mesure visant à renforcer la capacité des décideurs politiques à mettre en œuvre les réformes.
- 20.62 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.X).

Figure 20.X

Mesure des résultats : nombre de pays de programme de la région de la Commission économique pour l'Europe ayant mis en œuvre des réformes de leur politique en faveur de l'innovation avec l'appui de la Commission (résultat cumulé)



Résultats escomptés pour 2025

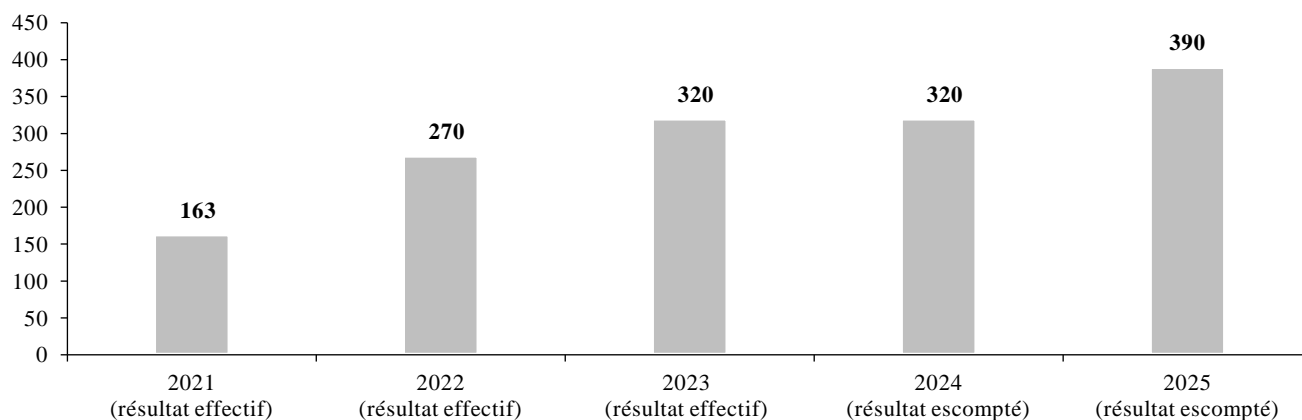
Résultat 1 : renforcement de la capacité des États membres à élaborer des projets d'infrastructure à l'appui des objectifs de développement durable et de l'économie circulaire

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.63 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 320 décideurs des États membres utilisent les normes et lignes directrices de la CEE sur les partenariats public-privé à l'appui des objectifs de développement durable, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 300 décideurs.
- 20.64 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XI).

Figure 20.XI

Mesure des résultats : nombre de décideurs des États membres qui ont utilisé les normes et lignes directrices de la CEE sur les partenariats public-privé à l'appui des objectifs de développement durable pour proposer et élaborer des projets d'infrastructure contribuant à la réalisation des objectifs, à l'économie circulaire et à l'utilisation durable des ressources naturelles (résultat cumulé)



Résultat 2 : les États membres mettent en œuvre des politiques d'innovation² porteuses de changement et des bonnes pratiques à l'appui du développement durable

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.65 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à améliorer la collecte de données factuelles aux fins de l'élaboration des politiques et à renforcer la capacité des décideurs à promouvoir une innovation transformatrice, comme le montrent les États membres qui ont approuvé 10 autres bonnes pratiques relatives à l'élaboration de politiques d'innovation transformatrice, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 20.66 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.8).

² Commission économique pour l'Europe, « Rapport du Comité de l'innovation, de la compétitivité et des partenariats public-privé sur sa quinzième session » [ECE/CECI/2022/2, par. 57 et 69 (décision 2022 – 5.2)].

Tableau 20.8
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les États membres ont approuvé des bonnes pratiques relatives à l'élaboration de politiques d'innovation axées sur la transition vers une économie circulaire, et ont souligné qu'ils avaient besoin de plus de connaissances sur ces politiques	Les États membres ont approuvé la création d'un réseau d'innovation transformatrice de la CEE, qui serait constitué d'organismes du secteur de l'innovation	Les États membres ont approuvé 10 autres bonnes pratiques relatives à l'élaboration de politiques d'innovation transformatrice	Au moins 3 États membres appliquent des politiques et des bonnes pratiques propres à stimuler une innovation transformatrice à l'appui du développement durable	Au moins 3 États membres supplémentaires appliquent des politiques et des bonnes pratiques propres à stimuler une innovation transformatrice à l'appui du développement durable

Résultat 3 : davantage de projets d'infrastructure en partenariat public-privé sont jugés conformes aux objectifs de développement durable

Projet de plan-programme pour 2025

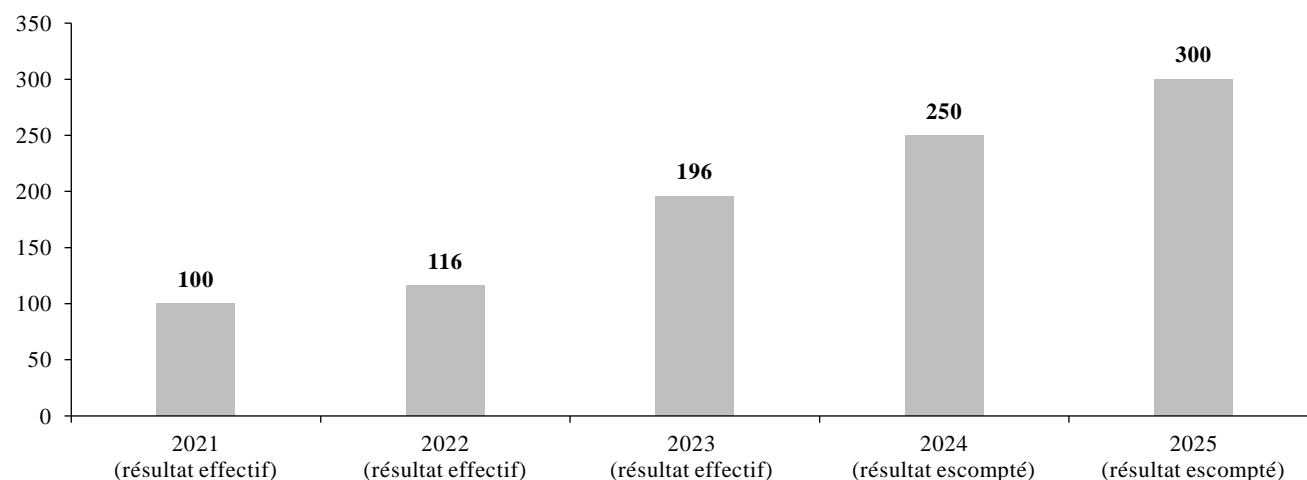
- 20.67 L'augmentation des investissements dans les infrastructures publiques et la mobilisation des financements et de l'expertise du secteur privé peuvent contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030. Dans le cadre du sous-programme, on a mis au point un système d'évaluation et de notation des partenariats public-privé et des infrastructures, une méthodologie permettant d'évaluer les partenariats public-privé en matière d'infrastructures en fonction de leur contribution au développement durable. On forme par ailleurs les décideurs politiques et les praticiens à l'utilisation de cette méthodologie pour l'auto-évaluation des projets de partenariat public-privé, notamment dans les pays en développement enclavés d'Asie centrale, comme le préconise le Programme d'action de Vienne. Les évaluations révèlent dans quelle mesure les projets proposés contribuent à améliorer l'accès et l'équité, la résilience face aux changements climatiques, la durabilité environnementale, l'efficacité économique, la reproductibilité et la mobilisation des parties prenantes. Les résultats fournissent des indications importantes sur les lacunes en matière de durabilité et permettent d'améliorer les propositions de projets. Les propositions de projets évaluées jusqu'à présent couvrent à la fois les infrastructures économiques et sociales.

Enseignements tirés et changements prévus

- 20.68 L'enseignement tiré est le suivant : une auto-évaluation approfondie prend jusqu'à 40 heures aux groupes chargés des partenariats public-privé, ce qui entraîne des retards dans la mise en œuvre du projet concerné. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on offrira aux groupes chargés des partenariats public-privé une assistance technique supplémentaire visant à réduire le temps d'évaluation de 75 %.
- 20.69 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XII).

Figure 20.XII

Mesure des résultats : nombre de projets d'infrastructure en partenariat public-privé jugés conformes aux objectifs de développement durable à l'aide de la méthodologie du Système d'évaluation et de notation des partenariats public-privé et des infrastructures (résultat cumulé)



Produits

20.70 On trouvera dans le tableau 20.9 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 20.9

Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	18	18	18	18
1. Documentation destinée au Comité de l'innovation, de la compétitivité et des partenariats public-privé et à ses organes subsidiaires	18	18	18	18
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	19	20	19	19
2. Réunions du Comité de l'innovation, de la compétitivité et des partenariats public-privé et de ses organes subsidiaires	18	19	18	18
3. Réunions du Groupe de travail sur l'innovation et la technologie au service du développement durable	1	1	1	1
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	3	2	3	-
4. Projets sur les politiques d'innovation et de compétitivité	2	2	2	-
5. Projets sur les partenariats public-privé	1	-	1	-
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	16	19	16	16
6. Ateliers de renforcement des capacités et de conseil, séminaires et activités de formation sur les politiques d'innovation et de compétitivité au service du développement durable	8	9	8	8
7. Ateliers de renforcement des capacités et de conseil, séminaires et activités de formation sur les partenariats public-privé	8	10	8	8

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
Publications (nombre de publications)	3	3	3	3
8. Études sur l'innovation au service du développement durable	1	1	1	1
9. Études comparatives des politiques d'innovation et des partenariats public-privé	2	2	2	2
Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)	3	1	3	3
10. Missions d'établissement des faits menées dans le cadre des études sur l'innovation au service du développement durable et évaluations des besoins des partenariats public-privé	3	1	3	3
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs fournis à 30 ministères, organismes publics et autres parties prenantes dans le cadre du Groupe de travail des partenariats public-privé et de l'Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité.				
Bases de données et supports numériques : base de données contenant des études de cas sur les partenariats public-privé menées dans une quinzaine d'États membres.				
D. Activités de communication				
Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse et activités de lancement des publications susmentionnées pour diffusion aux niveaux régional, sous-régional et national.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : page Web consacrée au sous-programme.				

Sous-programme 5 Énergie durable

Objectif

- 20.71 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de garantir l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne et de réduire les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone du secteur de l'énergie dans la région.

Stratégie

- 20.72 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on facilitera la concertation sur les orientations et la coopération à l'échelle internationale entre les gouvernements, les entreprises du secteur et d'autres parties prenantes de manière à favoriser le développement de l'énergie durable ; on élaborera et on appliquera des recommandations de politique générale, normes, règles, directives et instruments de la CEE concernant des questions relatives à l'énergie ; on renforcera les capacités des États membres qui en font la demande, au moyen de programmes de formation, de services consultatifs et de projets de coopération technique, et on fournira une assistance à cet égard. Le travail effectué dans le cadre du sous-programme ira dans le sens des activités menées par la CEE autour des domaines de collaboration intersectorielle et des priorités relatives à l'économie circulaire. Plus précisément, les activités qui seront menées consisteront à :
- Continuer d'élaborer des instruments normatifs (meilleures pratiques et principes, par exemple), de mener des campagnes de sensibilisation et de déployer les outils de la CEE au moyen d'ateliers, de séminaires et de projets techniques afin d'aider les États membres à respecter les engagements qu'ils ont pris au titre du Programme 2030 et de l'Accord de Paris en ce qui concerne la réduction de leur empreinte environnementale liée à l'énergie, l'accélération de la transformation en profondeur du secteur énergétique pour répondre aux besoins futurs, la garantie d'une gestion durable des ressources et l'évaluation des options offertes en matière d'énergie propice au développement durable ;

- b) Favoriser la concertation sur les orientations et la coopération entre les États membres, les entités régionales et d'autres partenaires sur les questions liées à l'énergie durable ;
- c) Fournir une assistance technique et des conseils sur les transitions énergétiques dans le contexte du développement durable, diffuser les meilleures pratiques et améliorer le partage d'informations ;
- d) Favoriser la collaboration entre les acteurs privés et publics qui jouent un rôle clé dans l'exécution des politiques nationales et régionales, y compris en ce qui concerne les instruments normatifs et leur mise en œuvre et leur diffusion ;
- e) Coordonner et favoriser les efforts de renforcement de la résilience énergétique dans la région de la CEE et mettre en place une plateforme de la CEE sur les systèmes énergétiques résilients pour faciliter un dialogue inclusif ;
- f) Analyser et faire mieux connaître les modalités de financement de l'action climatique en lien avec l'énergie dans la région de la CEE, notamment les politiques et les mécanismes susceptibles d'accroître les financements en faveur des technologies à émissions de carbone faibles ou nulles, des matières premières indispensables à la transition vers des économies à faible émission de carbone et de gaz à effet de serre et des projets d'infrastructures durables ;
- g) Aider les pays de la région de la CEE à appliquer la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources (CCNU) et le Système des Nations Unies pour la gestion des ressources afin de faire respecter le développement durable de leurs ressources naturelles, notamment des matières premières essentielles ;
- h) Aider les États membres de la CEE à mieux comprendre les avantages des effets combinés des technologies à émissions de carbone faibles ou nulles pour mettre en place des systèmes énergétiques plus résilients dans toute la région de la CEE ;
- i) Aider les États membres de la CEE à élargir la portée des mesures d'efficacité énergétique dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie et des transports et d'autres secteurs d'utilisation finale, et à accélérer leur mise en œuvre, tout en s'appropriant la transition numérique dans tous ces domaines ;
- j) Soutenir et orienter les États membres de la CEE dans les efforts qu'ils font en vue de mesurer et de déclarer avec précision les émissions de méthane provenant du secteur de l'énergie et des industries extractives connexes, ainsi qu'en vue d'atténuer efficacement ces émissions en détectant et en réparant les fuites dans les infrastructures existantes et en capturant et détruisant ou en utilisant le gaz provenant des mines de charbon en activité ou désaffectées ;
- k) Examiner le concept de « transition juste », qui se définit comme une stratégie de développement durable intégrée associant progrès social, protection de l'environnement et réussite économique dans un contexte démocratique. Permettre aux États membres de la CEE de mieux comprendre ce concept et sa complexité et améliorer la capacité des États à planifier et à mettre en œuvre des stratégies de transformation conformes aux principes relevant de ce concept.

20.73 Le travail qui sera ainsi effectué devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 7, 12 et 13 et avoir les résultats suivants :

- a) Les questions liées à l'énergie durable seront mieux intégrées dans les politiques nationales et les cadres normatifs à l'appui du Programme 2030 et de l'Accord de Paris ;
- b) Le dialogue et la coopération entre les acteurs du secteur de l'énergie seront renforcés, l'objectif étant de stimuler les investissements générateurs de transformation dans le secteur de l'énergie et d'accélérer ainsi la modernisation du système énergétique pour faire en sorte que les pays tiennent leurs engagements en matière de développement durable et de climat ;
- c) Les États membres accèderont plus aisément aux cadres et aux outils nécessaires pour assurer une gestion intégrée et durable des ressources à même de favoriser la progression vers une économie circulaire et de contribuer au triangle eau-énergie-alimentation ;

- d) Les bâtiments seront plus performants d'un point de vue sanitaire (températures, confort, prises d'air qui fonctionnent bien et recyclage de l'air, par exemple) et les populations seront ainsi mieux protégées et plus résilientes ;
- e) Les États membres seront mieux à même de comprendre et de mettre en œuvre les politiques et mécanismes respectueux du climat, qui visent à traiter les questions suivantes, notamment : le financement en faveur des technologies à émissions de carbone faibles ou nulles et des infrastructures durables, et les matières premières indispensables pour opérer de tels changements ;
- f) Les États membres de la CEE ont davantage de capacités à élaborer et à mettre en œuvre des politiques établissant des mécanismes efficaces de mesure précise et de notification des émissions de méthane provenant du secteur de l'énergie et des industries extractives connexes, ainsi que des mécanismes efficaces d'atténuation ;
- g) Les États membres de la CEE ont une meilleure compréhension du concept de « transition juste » et une capacité accrue à appliquer efficacement les stratégies nationales de transition énergétique, aux stades de la planification et de la mise en œuvre.

Exécution du programme en 2023

Application à l'échelle mondiale du Système des Nations Unies pour la gestion des ressources afin d'aider les États membres à gérer les ressources naturelles de manière durable

- 20.74 L'innovation peut contribuer à renforcer l'équilibre entre l'utilisation et la conservation des ressources. Dans le cadre du sous-programme, on a appuyé le développement du Système des Nations Unies pour la gestion des ressources afin d'aider les États membres à trouver un équilibre entre développement économique, durabilité environnementale et responsabilité sociale. Les principes et prescriptions du Système des Nations Unies pour la gestion des ressources ont été élaborés dans le cadre du sous-programme, et des études de cas et des ateliers ont été menés. Dans le cadre du sous-programme, on a renforcé la capacité des États membres à utiliser le Système de gestion des ressources en élaborant et en diffusant des notes d'orientation et des notes techniques et en fournissant un appui technique en vue de son application.
- 20.75 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.10).

Tableau 20.10
Mesure des résultats

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>
Le projet de Système des Nations Unies pour la gestion des ressources est disponible	Le Système des Nations Unies pour la gestion des ressources est disponible	Le Conseil économique et social approuve l'application à l'échelle mondiale du Système des Nations Unies pour la gestion des ressources Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord met à l'essai le Système de gestion des ressources pour la gestion des minéraux de transition essentiels

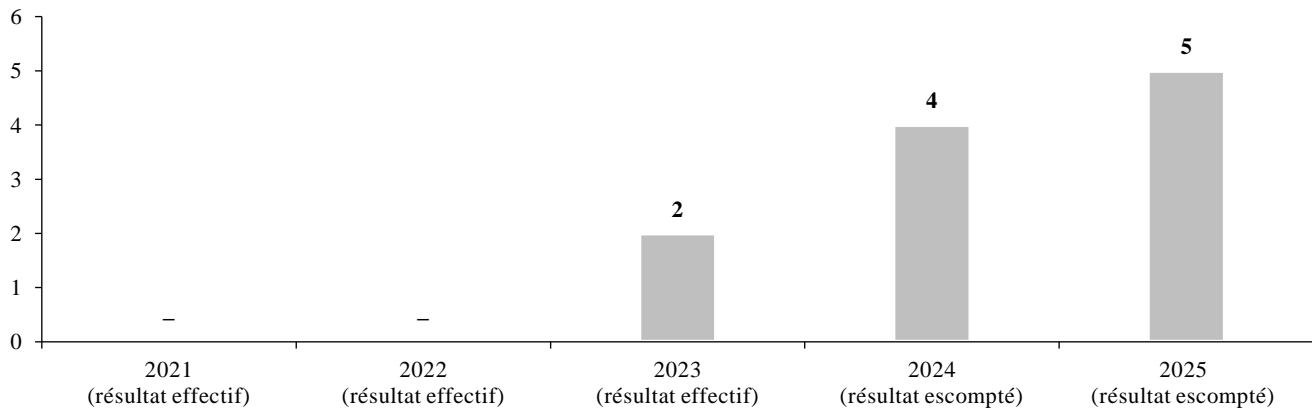
Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : dématérialisation du secteur de l'énergie, moteur de l'économie circulaire et de l'utilisation durable des ressources naturelles

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.76 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'élaboration d'études de cas nationales de deux États membres et à l'application des recommandations de la CEE sur la dématérialisation du secteur de l'énergie, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 20.77 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XIII).

Figure 20.XIII
Mesure des résultats : nombre d'États membres qui appliquent les recommandations de la Commission économique pour l'Europe relatives à la transformation numérique en élaborant des études de cas nationales (résultat cumulé)



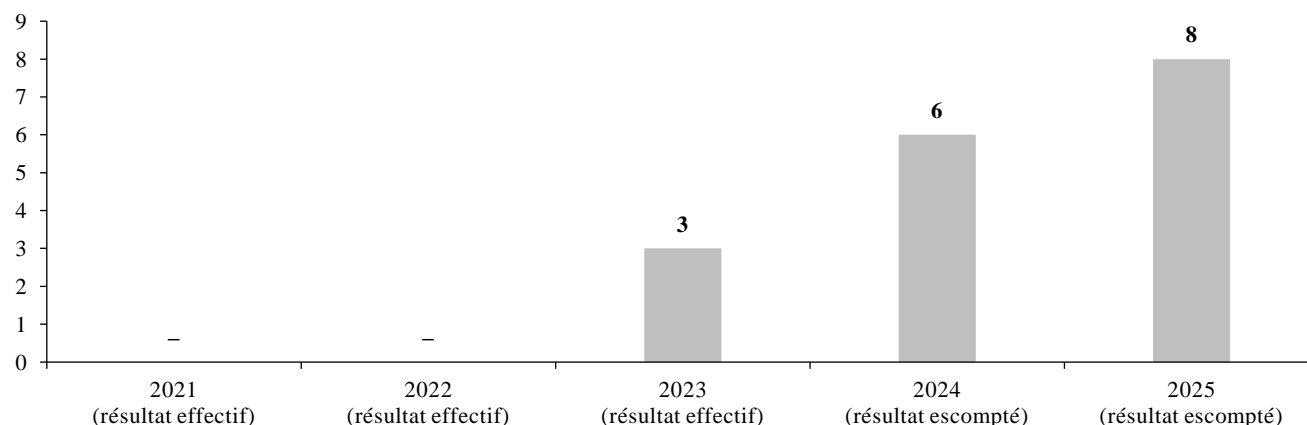
Résultat 2 : résilience renforcée des systèmes énergétiques dans la région de la Commission économique pour l'Europe

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.78 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'application par trois États membres des dispositifs élaborés par la CEE pour renforcer la résilience des systèmes énergétiques et progresser dans la réalisation des cibles relatives à l'objectif de développement durable n° 7, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 20.79 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XIV).

Figure 20.XIV

Mesure des résultats : nombre d'États membres qui utilisent les dispositifs de la Commission économique pour l'Europe pour renforcer la résilience des systèmes énergétiques dans la région de la Commission économique pour l'Europe (résultat cumulé)



Résultat 3 : Une gestion des ressources naturelles plus durable et plus résiliente, fondée sur la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources

Projet de plan-programme pour 2025

- 20.80 Dans le cadre du sous-programme, on a fourni une assistance technique aux États membres afin de les aider à mettre en œuvre la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources dans le cadre des stratégies et politiques nationales de gestion des ressources et d'évaluer les matières premières essentielles à la transition énergétique.

Enseignements tirés et changements prévus

- 20.81 L'enseignement tiré est le suivant : la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources pourrait être mieux à même de répondre aux demandes et attentes changeantes des États membres, des autres parties prenantes et des contextes régionaux. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on organisera des ateliers et des dialogues, on adoptera une approche adaptée en fonction des différentes régions et secteurs, en collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies, et on collaborera avec le centre international d'excellence pour la gestion durable des ressources.
- 20.82 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.11).

Tableau 20.11

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Création d'un centre international d'excellence pour la gestion durable des ressources dans la Fédération de Russie afin de mettre en œuvre la Classification-cadre	Création d'un centre international d'excellence pour la gestion durable des ressources au Mexique afin de mettre en œuvre la Classification-cadre des Nations Unies	Intégration de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources dans la législation de l'Union européenne sur les matières premières critiques	Création de 2 centres internationaux d'excellence pour la gestion durable des ressources supplémentaires Adoption par 5 pays des directives	Adoption par 5 pays supplémentaires des directives relatives à la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources Contribution de 10 États membres au

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
des Nations Unies pour les ressources en Eurasie	pour les ressources en Amérique latine	Élaboration et adoption d'un document-relais entre la	relatives à la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources	pôle de connaissances de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources
Approbation de l'application à l'échelle mondiale de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources par le Conseil économique et social	Approbation par les chefs d'État de l'Union africaine de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources et du Système des Nations Unies pour la gestion des ressources en tant que Système africain de classification et de gestion des ressources minérales et énergétiques	Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources et les normes de classification du pétrole de la Fédération de Russie		
	Élaboration et adoption de deux documents-relais entre la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources et les normes chinoises de classification des minéraux et du pétrole			

Produits

20.83 On trouvera dans le tableau 20.12 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 20.12

Sous-programme 5 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	45	45	40	40
1. Documentation destinée au Comité de l'énergie durable et à ses organes subsidiaires	45	45	40	40
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	38	40	38	38
2. Réunions du Comité de l'énergie durable, de son bureau et de ses organes subsidiaires	38	40	38	38
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	9	9	5	3
3. Gestion durable des ressources	3	3	2	1

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
4. Réduction de l'empreinte écologique des activités liées à l'énergie	1	1	1	–
5. Accélération de la transformation du secteur de l'énergie	3	3	1	1
6. Appui apporté aux États membres dans leur recherche de sources d'énergie durable	2	2	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	10	10	13	11
7. Ateliers destinés aux experts et aux fonctionnaires sur l'application de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources et du Système de gestion des ressources	2	2	2	2
8. Séminaires et ateliers sur les mesures, les accélérateurs et les normes en matière d'efficacité énergétique	2	2	4	2
9. Séminaires sur la conception de projets relatifs aux énergies renouvelables et la réforme des politiques publiques en vue d'atténuer les changements climatiques	2	2	2	2
10. Forum international sur l'énergie au service du développement durable	4	4	3	3
11. Formation et ateliers sur la gestion du méthane	–	–	2	2
Publications (nombre de publications)	2	2	3	3
12. Hydrogène, Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources et Système de gestion des ressources	2	2	1	1
13. Dématérialisation et pratiques optimales en matière de gestion du méthane	–	–	2	1
14. Systèmes énergétiques résilients	–	–	–	1
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : prospectus sur la gestion durable de l'énergie et d'autres sujets destinés à être diffusés à l'échelle régionale.				
Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse, discours de politique générale et articles sur les activités du sous-programme relatif à l'énergie.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : page Web consacrée au sous-programme.				

Sous-programme 6 Commerce

Objectif

- 20.84 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer la facilitation du commerce et les affaires électroniques, les politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation, les normes de qualité des produits agricoles et la coopération économique commerciale dans la région de la CEE et le reste du monde.

Stratégie

- 20.85 La stratégie du sous-programme consiste à faciliter la concertation internationale visant à réduire les obstacles procéduraux et réglementaires au commerce, y compris ceux résultant de procédures et de formalités administratives contraignantes, de l'hétérogénéité des procédures, normes et documents commerciaux ou de l'incohérence des méthodes réglementaires et des normes relatives aux produits ; à favoriser l'élaboration de normes et de recommandations dans les domaines de la facilitation du commerce et des affaires électroniques, des normes de qualité des produits agricoles et de la coopération en matière réglementaire ; à renforcer les capacités et à permettre la mise en commun des meilleures pratiques et des bilans d'expérience.

- 20.86 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
- a) Agir en faveur de la simplicité, de la transparence et de l'efficacité des processus relatifs au commerce mondial dans le cadre des travaux normatifs d'élaboration de normes et de recommandations dans les domaines de la facilitation du commerce et des affaires électroniques ;
 - b) Faciliter la concertation internationale sur la création d'environnements favorables au commerce numérique et sur le respect du système commercial multilatéral, y compris la diffusion de normes, de recommandations et de lignes directrices ;
 - c) Grâce à la réalisation d'études, à l'organisation de concertations et au lancement d'initiatives pilotes fondées sur de nouvelles technologies (traçabilité des chaînes de valeur du textile à l'aide de chaînes de blocs, etc.), promouvoir l'économie circulaire, l'utilisation durable des ressources naturelles, les chaînes de valeur durables et résilientes ainsi que le renforcement de la traçabilité, en favorisant, entre autres, une réduction maximale des déchets et l'optimisation de l'exploitation des ressources naturelles en vue d'une économie circulaire ;
 - d) Améliorer la coopération en matière de réglementation et encourager la prise en compte des normes et des meilleures pratiques dans le cadre de l'élaboration de cadres réglementaires, de la gestion des risques, de l'évaluation de la conformité et de la surveillance des marchés, afin de promouvoir un environnement réglementaire prévisible et harmonisé ;
 - e) Fournir des méthodes pratiques aux organismes de normalisation qui souhaitent que les questions de genre soient prises en compte dans les normes. On s'emploiera également à favoriser un renforcement des capacités et la diffusion d'informations sur l'utilisation des normes et la coopération en matière de réglementation, notamment via le portail Web de la CEE sur les normes relatives aux objectifs de développement durable (<https://standards4sdgs.unece.org/>) et l'initiative de la CEE axée sur la sensibilisation aux normes (<https://learnqi.unece.org/>) ;
 - f) Promouvoir l'élaboration de normes de qualité des produits agricoles adaptées aux réalités actuelles et l'établissement de brochures explicatives dans le cadre du travail normatif effectué et sensibiliser à la réduction des pertes alimentaires au moyen de dialogues sur l'action à mener, de partenariats avec des organisations internationales et d'initiatives technologiques en vue de lutter contre les pertes et le gaspillage de nourriture ;
 - g) Recenser les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce et aider les États à formuler des recommandations pratiques concernant l'utilisation des instruments élaborés dans le cadre du sous-programme au moyen d'études analytiques fondées sur des données probantes ;
 - h) Renforcer la concertation internationale, l'action normative, l'assistance technique et le renforcement des capacités en ce qui concerne la dématérialisation des processus commerciaux, le but étant de favoriser un relèvement durable et résilient.
- 20.87 Le travail qui sera ainsi effectué devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 2, 5, 8, 9, 12 et 17 et devrait avoir les résultats suivants :
- a) Simplification accrue des processus commerciaux et dématérialisation des environnements commerciaux des États membres, ce qui entraînera une hausse de la productivité ;
 - b) Augmentation de la transparence et de la traçabilité des chaînes de valeur et réduction de la production de déchets, ce qui favorisera des modes de consommation et de production durables ;
 - c) Meilleure application des normes internationales par les pays, ce qui ouvrira la voie à la mise en œuvre de procédures réglementaires harmonisées au niveau international ;
 - d) Représentation plus équilibrée des genres dans les échanges commerciaux grâce à la participation accrue des commerçantes ;

- e) Amélioration de la dématérialisation des procédures commerciales (par exemple, progrès en ce qui concerne l'adoption de services numériques liés au commerce tels que les guichets uniques), le but étant de soutenir les mesures prises par les secteurs public et privé des États membres en vue de faciliter le commerce.

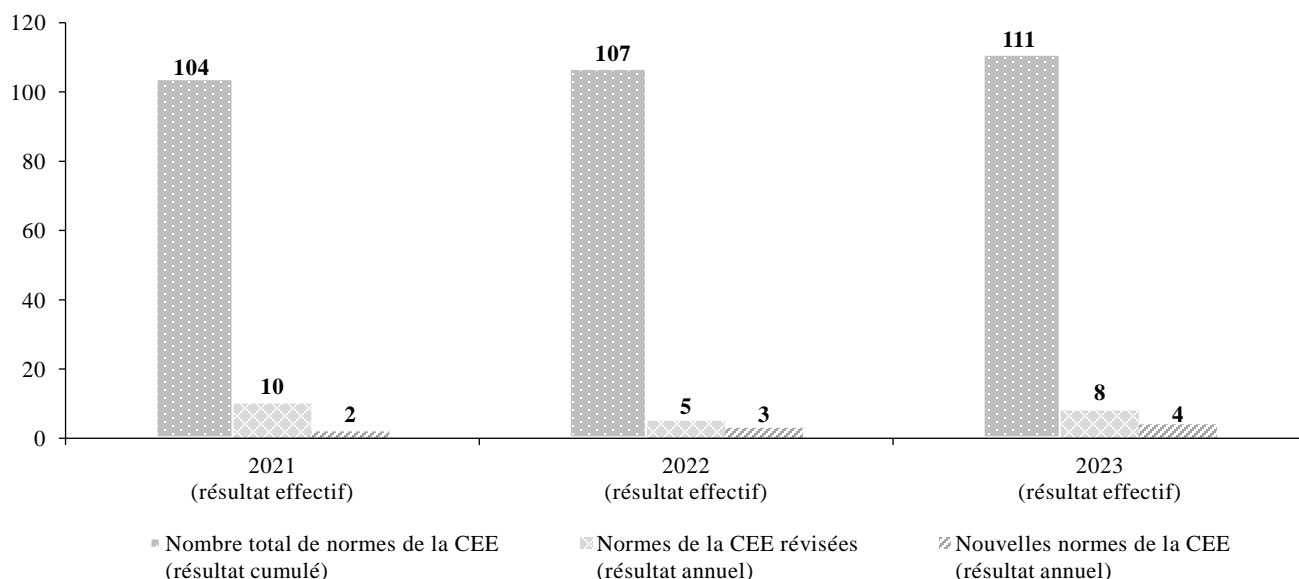
Exécution du programme en 2023

Les normes de qualité des produits agricoles de la Commission économique pour l'Europe renforcent le commerce et préservent les moyens de subsistance des agriculteurs

- 20.88 Dans le cadre de son Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles, la Commission économique pour l'Europe fixe des normes de qualité commerciale reconnues sur le plan international pour les fruits et légumes frais, les fruits secs et les noix, la viande, les œufs, les plants de pommes de terre et les fleurs coupées. Ces normes sont utilisées par les commerçants et les chaînes de supermarchés, ce qui leur permet de commander en toute confiance, ainsi que par les autorités, pour vérifier le respect des règles, et par les producteurs, pour améliorer leur production et accéder à de nouveaux marchés. Entre 2021 et 2023, plusieurs nouvelles normes ont été adoptées, dont certaines à la demande des parties prenantes d'Asie centrale. En 2022, une étude conjointe de la CEE et de l'Organisation de coopération et de développement économiques a mis en évidence de manière concluante l'incidence positive des normes de qualité des produits agricoles de la CEE, nouvelles ou révisées, sur le commerce des fruits et légumes frais. En 2023, l'Union européenne a mis à jour sa législation relative aux normes de commercialisation des fruits et légumes frais, de façon à conserver un lien dynamique (harmonisation) avec les normes de la CEE. Cela signifie que, dans les pays de l'Union européenne, les normes de la CEE sont obligatoires pour les 10 fruits et légumes frais les plus commercialisés, ce qui correspond à environ 33 % des importations de fruits frais et secs, de légumes et de fruits à coque de l'Union européenne.
- 20.89 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XV).

Figure 20.XV

Mesure des résultats : nombre de normes de qualité des produits agricoles de la Commission économique pour l'Europe adoptées



Résultats escomptés pour 2025

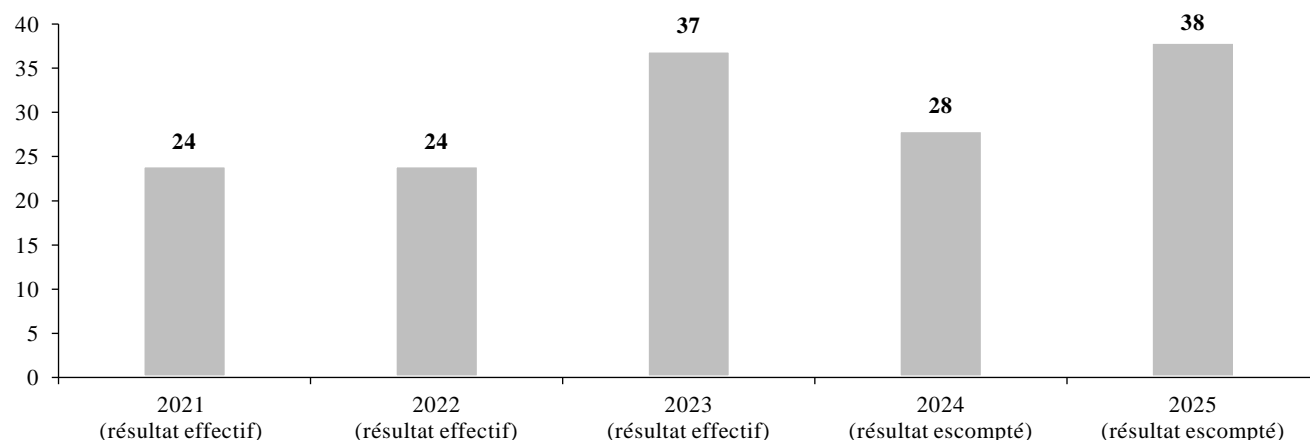
Résultat 1 : renforcement des mesures de facilitation du commerce des produits agricoles grâce à l'adoption de normes de qualité des produits agricoles et de normes applicables aux transactions électroniques dans les États membres de la Commission économique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.90 Grâce aux travaux effectués dans le cadre du sous-programme, 37 États membres de la CEE ont appliqué, totalement ou partiellement, la norme de la Commission relative au processus électronique de demande et de délivrance de certificats sanitaires et phytosanitaires, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 28 États membres.
- 20.91 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XVI).

Figure 20.XVI

Mesure des résultats : nombre d'États membres de la Commission économique pour l'Europe qui ont appliqué, totalement ou partiellement, la norme de la Commission relative au processus électronique de demande et de délivrance de certificats sanitaires et phytosanitaires^a (résultat cumulé)



^a Comme la collecte de données est effectuée tous les deux ans dans le cadre de l'Enquête mondiale des Nations Unies sur la facilitation du commerce numérique et durable, les données relatives à l'année 2022 sont fondées sur les progrès réalisés antérieurement, tels qu'ils sont présentés dans l'enquête menée en 2021.

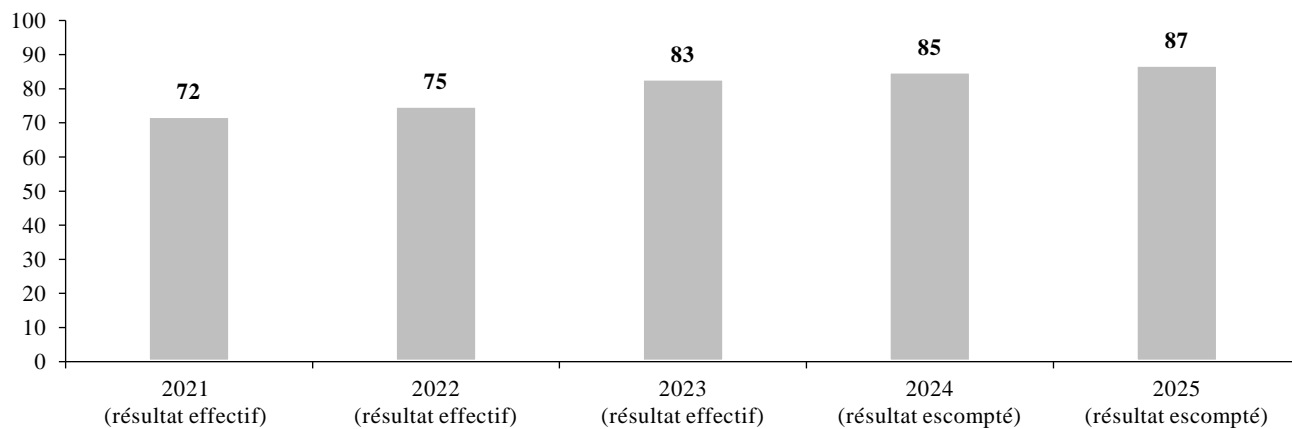
Résultat 2 : prise en compte des questions de genre par les organismes de normalisation

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.92 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 83 organismes de normalisation s'engagent à mettre en œuvre la Déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre de la CEE, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 80 organismes.
- 20.93 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XVII).

Figure 20.XVII

Mesure des résultats : nombre d'organismes d'élaboration de normes qui se sont engagés à mettre en œuvre la Déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre (résultat cumulé)



Résultat 3 : accélération de la dématérialisation du commerce

Projet de plan-programme pour 2025

- 20.94 L'une des priorités du sous-programme est de faciliter le commerce par une plus grande dématérialisation, notamment au moyen de la simplification et de la dématérialisation des processus commerciaux, de l'adoption et de l'harmonisation des normes et lignes directrices internationales et de la promotion de l'interopérabilité des systèmes numériques. À ce jour, le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques a élaboré plus de 40 recommandations pratiques sur la facilitation des échanges, 400 normes relatives aux transactions électroniques et plusieurs supports de formation et autres documents d'orientation, qui sont mis gratuitement à la disposition des acteurs du commerce mondial. Ce travail normatif, ainsi que les orientations générales, l'assistance technique et les activités de renforcement des capacités sont axés sur une dématérialisation accrue du commerce pour faciliter les échanges, réduire le coût des transactions et accroître la compétitivité.

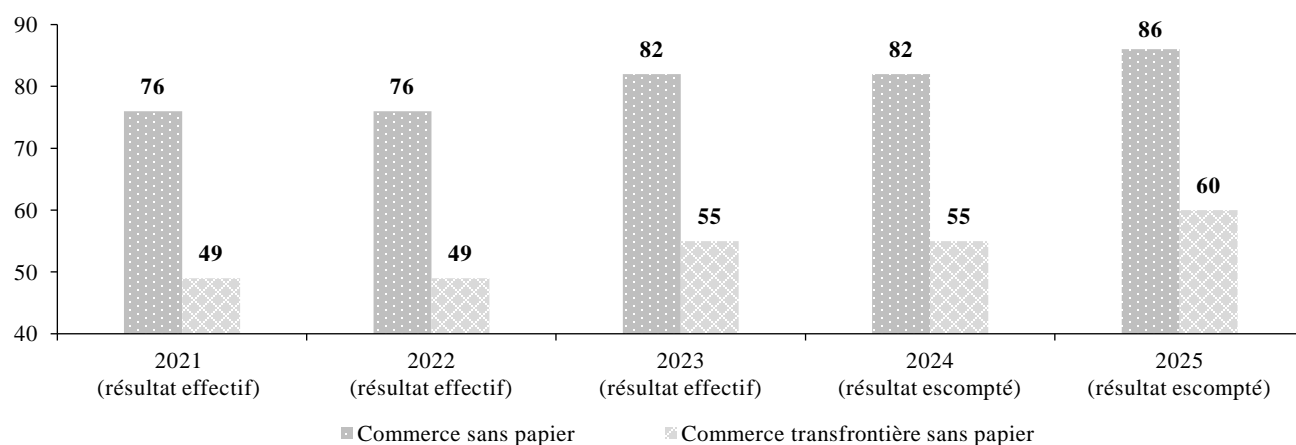
Enseignements tirés et changements prévus

- 20.95 L'enseignement tiré est le suivant : il existe une demande croissante en faveur de la prise en compte de thèmes transversaux, tels que la dématérialisation, l'économie circulaire ou l'utilisation efficace des ressources, dans les travaux liés au commerce. Par exemple, les systèmes de traçabilité électronique seront de plus en plus utilisés pour fournir la preuve de l'origine, du contenu et de la durabilité des biens échangés. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on intensifiera les travaux sur les questions transversales en mettant l'accent sur certains secteurs tels que les minéraux, le textile et l'industrie agroalimentaire. Par exemple, l'Équipe de spécialistes de la traçabilité environnementale, sociale et relative à la gouvernance pour des chaînes de valeur durables dans une économie circulaire élaborera des normes numériques relatives aux données sur la circularité des produits et à la traçabilité environnementale, sociale et relative à la gouvernance des minéraux essentiels.
- 20.96 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XVIII).

Figure 20.XVIII

Mesure des résultats : taux moyen de mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce numérique dans les États membres de la Commission économique pour l'Europe

(En pourcentage)

**Produits**

20.97 On trouvera dans le tableau 20.13 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 20.13

Sous-programme 6 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	108	111	107	102
1. Comité directeur des capacités et des normes commerciales	10	11	13	13
2. Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation	14	14	14	14
3. Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles	60	61	60	60
4. Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques	24	25	20	15
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	96	104	99	96
5. Comité directeur des capacités et des normes commerciales et son bureau	4	4	7	4
6. Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation, son bureau et les organes spécialisés connexes	13	21	13	13
7. Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles et ses sections spécialisées	26	26	26	26
8. Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques	53	53	53	53
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	4	3	5	5
9. Amélioration de l'utilisation et de l'adoption de normes visant à promouvoir le développement durable, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles	—	—	1	1

Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
10. Réduction des pertes alimentaires dans les chaînes d'approvisionnement agricoles	1	–	1	1
11. Facilitation du commerce	3	3	3	3
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	14	17	18	18
12. Ateliers sur les procédures et formalités du commerce international, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'évaluation de la conformité, la surveillance des marchés et l'entrepreneuriat féminin, organisés à l'intention des responsables politiques et des experts de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la région de la CEE	2	4	6	6
13. Séminaires sur les normes de la CEE concernant la qualité des produits agricoles, organisés à l'intention des organismes de normalisation et d'inspection et d'autres parties prenantes de pays en transition et de pays en développement membres ou non de la Commission	6	6	3	3
14. Séminaires d'appui à la mise en œuvre des normes, recommandations et principes directeurs relatifs au commerce, organisés à l'intention des décideurs et des experts de pays en transition et de pays en développement membres ou non de la Commission	6	7	9	9
Publications (nombre de publications)	10	7	11	9
15. Obstacles réglementaires et procéduraux au commerce dans un pays à déterminer	1	1	1	1
16. Orientations relatives aux normes commerciales dans les domaines suivants : infrastructure de qualité, gestion des risques, éducation, développement durable	1	1	2	2
17. Prise en compte des questions de genre dans les normes	3	2	2	1
18. Commerce agricole, chaînes d'approvisionnement et pertes et gaspillage de denrées alimentaires	–	–	1	1
19. Recommandations, normes et stratégies relatives à la facilitation du commerce	5	3	5	4
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	8	10	8	8
20. Lignes directrices sur le commerce international	1	1	1	1
21. Matériel de formation et lignes directrices sur les normes commerciales et/ou la coopération en matière de réglementation	2	2	2	2
22. Normes et lignes directrices sur la qualité des produits agricoles	4	4	4	4
23. Supports de formation sur la facilitation du commerce et les affaires électroniques	1	3	1	1
Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)	3	3	3	3
24. Missions d'établissement des faits sur la facilitation du commerce et les transactions électroniques, les normes de qualité des produits agricoles, la coopération en matière de réglementation et de normalisation et les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce	3	3	3	3

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services de conseils à des représentants du gouvernement et à d'autres parties prenantes d'au moins 10 États membres de la CEE sur la facilitation du commerce et les affaires électroniques, les normes de qualité des produits agricoles, la coopération en matière de réglementation et la normalisation et les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce.

Bases de données et supports numériques : bases de données sur les normes et codes du commerce électronique.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : livrets, supports promotionnels, fiches d'information et brochures diffusés dans tous les pays de programme de la région de la CEE et auprès de plus de 1 000 experts des secteurs public et privé.

Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse, manifestations de lancement de publications et articles publiés dans des bulletins d'information externes à l'intention des fonctionnaires nationaux et des experts spécialisés dans le domaine du commerce.

Plateformes numériques et contenus multimédias : page Web consacrée au sous-programme.

Sous-programme 7 Forêts et industrie forestière

Objectif

- 20.98 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer la gestion durable des forêts et d'accroître la contribution des forêts et des produits forestiers au développement durable dans la région de la CEE.

Stratégie

- 20.99 La stratégie du sous-programme repose sur l'exécution de grandes fonctions interdépendantes, à savoir le travail analytique et normatif, la concertation internationale, le renforcement des capacités et la communication.
- 20.100 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
- a) Favoriser la coopération sur les questions liées à la gestion durable des forêts, à la restauration des paysages forestiers, à l'utilisation durable des produits et services forestiers, aux liens entre systèmes alimentaires durables et forêts et à la foresterie urbaine et périurbaine ;
 - b) Recueillir, valider et diffuser des informations, des travaux de recherche et des analyses concernant la gestion durable des forêts et la production et la consommation durables de produits du bois, notamment de bois-énergie ;
 - c) Faciliter l'échange des données d'expérience et des meilleures pratiques nationales et infranationales et suivre les progrès réalisés en matière de gestion durable des forêts, ce qui aidera les États membres à mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs pertinents et dans l'exécution du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2023) ;
 - d) Organiser des séminaires et des webinaires sur le renforcement des capacités et établir des publications spécialisées sur le secteur forestier et le bois-énergie, y compris sur la gestion des situations de crise et sur les solutions en faveur d'économies plus résilientes.
- 20.101 Dans le cadre du sous-programme, les travaux seront menés en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres organisations et mécanismes compétents.
- 20.102 Le travail qui sera ainsi effectué devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 7, 11, 12, 13 et 15 et devrait avoir les résultats suivants :
- a) Les États membres de la CEE seront en mesure de gérer de manière durable des écosystèmes forestiers sains afin de fournir d'importants biens et services écosystémiques au bénéfice de la société, y compris en prenant des mesures d'atténuation et d'adaptation au climat ;

- b) Les États membres de la CEE utiliseront, de manière plus efficace, davantage de produits forestiers durables qui contribuent à l'économie circulaire et à l'utilisation durable des ressources naturelles ;
- c) Les ressources et produits forestiers seront intégrés dans la planification et le relèvement après les chocs économiques, sanitaires et environnementaux, le but étant d'accroître la résilience des États membres et des personnes les plus vulnérables au sein de ces États membres.

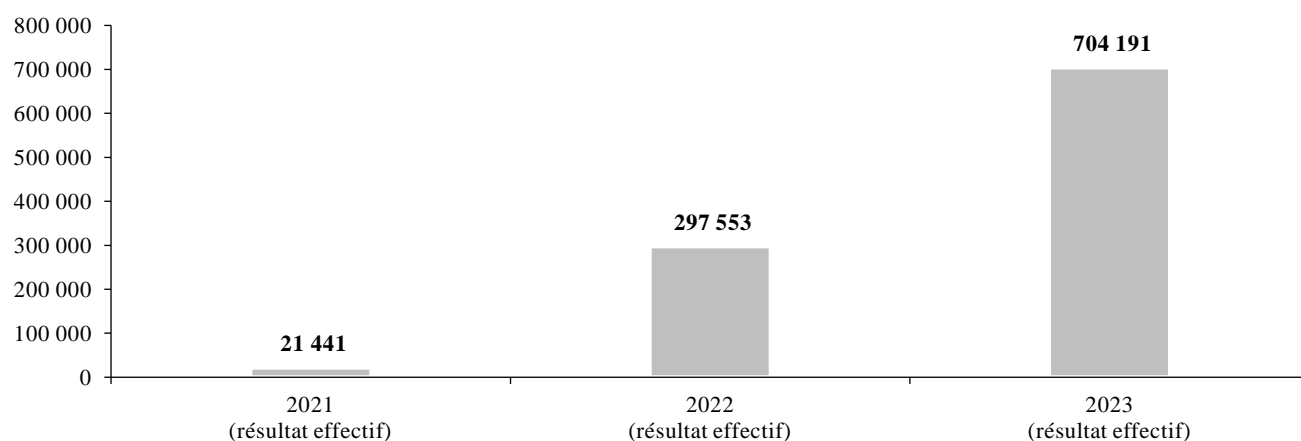
Exécution du programme en 2023

Amélioration de l'accès aux connaissances pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes en matière de gestion des forêts et de l'industrie forestière

- 20.103 Pour promouvoir la prise de décision fondée sur des données probantes en vue d'une gestion durable du secteur forestier et de l'industrie forestière, il est essentiel que les acteurs du secteur des forêts et des produits forestiers communiquent de façon efficace entre eux et avec l'extérieur. Dans le cadre du sous-programme, on a renforcé la diffusion des informations issues de la mise en œuvre du programme de travail grâce à l'élaboration de divers produits de communication qui ont permis d'améliorer la capacité du sous-programme à atteindre les parties prenantes du secteur, y compris les décideurs politiques et les experts, ainsi que le grand public. Il s'est agi, notamment, de notes d'orientation, de communiqués de presse, d'un bulletin d'information trimestriel, de vidéos et de podcasts. Pour élargir la portée du travail effectué dans le cadre du sous-programme, on a également renforcé les activités sur les médias sociaux et travaillé sur le bulletin d'information Forest Information Billboard.
- 20.104 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XIX).

Figure 20.XIX
Mesure des résultats : nombre d'utilisateurs sur les médias sociaux (total cumulé)

(Nombre d'impressions sur les plateformes de médias sociaux gérées dans le cadre du sous-programme)



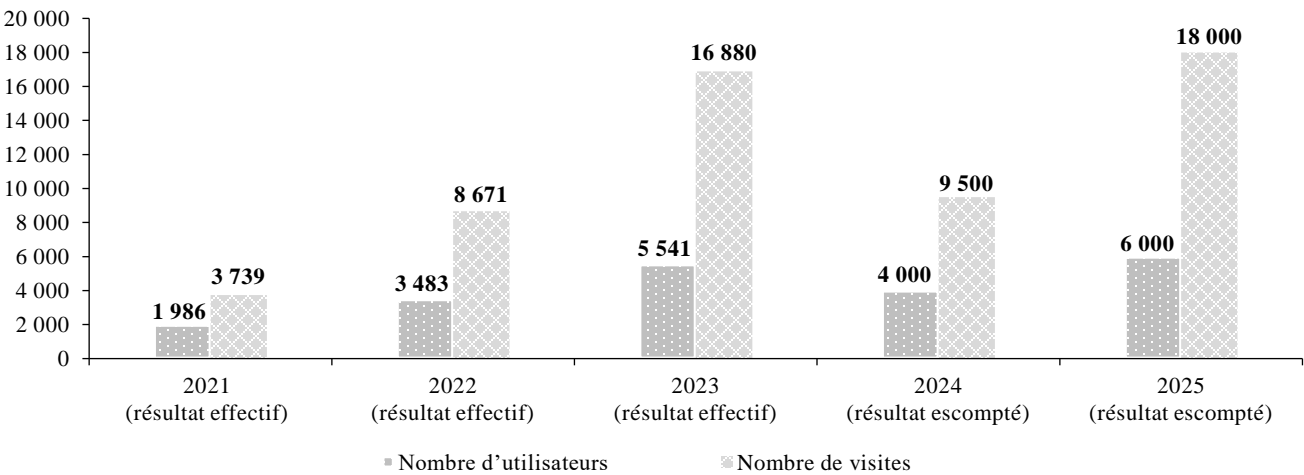
Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : amélioration de l'accessibilité et de l'actualisation des informations relatives à la gestion durable des forêts et amélioration du suivi des effets de l'utilisation accrue de bois dans une économie circulaire

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.105 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que l'on recense 16 880 visites de 5 541 utilisateurs, ce qui a permis de faire mieux que les cibles fixées, à savoir 6 000 visites et 2 500 utilisateurs.
- 20.106 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XX).

Figure 20.XX
Mesure des résultats : nombre d'utilisateurs publics ayant consulté les données actualisées sur la gestion durable des forêts provenant de la plateforme INForest, accessible aux personnes handicapées, et nombre de visites recensées sur la plateforme (résultat cumulé)



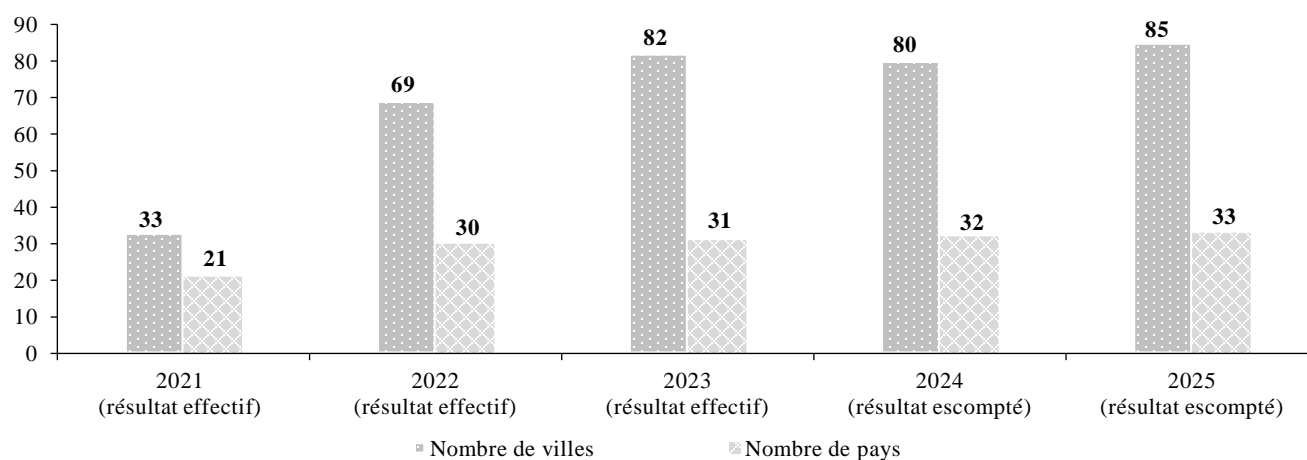
Résultat 2 : les villes s'engagent à étendre durablement le couvert forestier urbain et périurbain

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.107 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 82 villes dans 31 pays s'engagent à accroître durablement la couverture arborée et forestière en milieu urbain, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 75 villes, et d'atteindre la cible fixée, à savoir dans 31 pays.
- 20.108 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XXI).

Figure 20.XXI

Mesure des résultats : nombre de villes qui se sont engagées à accroître durablement la couverture arborée et forestière en milieu urbain (résultat cumulé)



Résultat 3 : planification et action fondées sur des données probantes au service de la production et de la consommation durables des produits forestiers

Projet de plan-programme pour 2025

- 20.109 Le bois produit de manière durable est une marchandise mondiale qui est largement utilisée pour fabriquer un grand nombre de produits. Les États membres de la CEE représentent environ 40 % des ressources forestières mondiales et plus de 60 % du bois récolté dans le monde pour la fabrication de produits dérivés du bois (abstraction faite de la dendroénergie)³. Le travail effectué dans le cadre du sous-programme contribue à l'amélioration de l'accès à l'information relative aux produits forestiers grâce au recueil, chaque année auprès des États membres, de données sur la production, le commerce et la consommation de bois et de produits dérivés du bois, et à l'élaboration de rapports et d'évaluations techniques et axés sur les politiques.

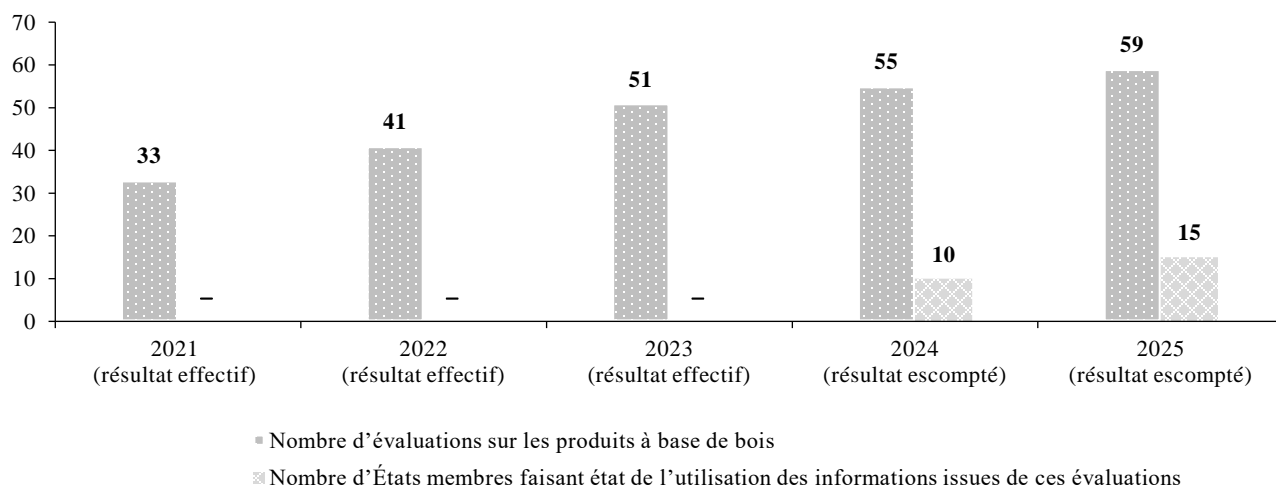
Enseignements tirés et changements prévus

- 20.110 L'enseignement tiré est le suivant : il existe une forte demande d'informations opportunes sur les produits forestiers de la part de l'industrie forestière et il existe des lacunes en matière de connaissances et de sensibilisation en dehors du secteur forestier et de l'industrie du bois, notamment en ce qui concerne le rôle que les produits forestiers peuvent jouer dans la réalisation de l'objectif 12. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on fournira des informations sur les produits forestiers en veillant à adapter leur format pour garantir une meilleure sensibilisation.
- 20.111 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 20.XXII).

³ Commission économique pour l'Europe et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Revue annuelle du marché des produits forestiers, 2022-2023*, Genève, 2023.

Figure 20.XXII

Mesure des résultats : nombre d'évaluations sur les produits à base de bois mises à la disposition des États membres concernant leur production, leur commercialisation et leur consommation, et nombre d'États membres faisant état de l'utilisation des informations issues de ces évaluations (résultat cumulé)



Produits

20.112 On trouvera dans le tableau 20.14 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 20.14

Sous-programme 7 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	24	31	16	24
1. Documentation destinée au Comité des forêts et de l'industrie forestière/à la Commission européenne des forêts	18	25	10	18
2. Documentation destinée au Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières	6	6	6	6
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	24	25	20	22
3. Comité des forêts et de l'industrie forestière/Commission européenne des forêts	8	8	6	8
4. Bureau du Comité des forêts et de l'industrie forestière	2	3	2	2
5. Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières et équipes de spécialistes	14	14	12	12
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	—	—	—	1
6. Sauvegarde de la gestion forestière dans la région de la CEE	—	—	—	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	12	15	12	12
7. Activités de formation à l'intention des responsables de l'élaboration des politiques, des experts et des parties prenantes des pays de la région de la CEE sur des sujets liés au programme intégré de la CEE/FAO	12	15	12	12

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
Publications (nombre de publications)	7	7	7	5
8. Revue annuelle du marché des produits forestiers	1	1	1	1
9. Gestion durable des forêts et produits forestiers	6	6	6	4

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs, dialogue sur les politiques forestières à la demande des pays et appui aux politiques forestières, à l'intention de 3 États membres au maximum.

Bases de données et supports numériques : bases de données de la région de la CEE sur les politiques forestières et les institutions ; les produits forestiers ; la production, la consommation, l'élimination et le commerce des produits forestiers, y compris les prix ; la dendroénergie (accessibles à l'échelle mondiale) ; bases de données de la région de la CEE sur les ressources forestières et la propriété forestière.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : manifestations tenues à l'occasion de la Journée internationale des forêts ; brochures et supports d'information sur différents sujets relatifs aux forêts ; présentations aux tables rondes et manifestations internationales liées aux forêts.

Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse pour le sous-programme ; bulletin d'information du Forest Information Billboard.

Plateformes numériques et contenus multimédias : page Web consacrée au sous-programme ; comptes sur les réseaux sociaux ; vidéos et autres produits sur des sujets liés aux forêts.

Sous-programme 8

Logement, aménagement du territoire et population

Objectif

- 20.113 L'objectif auquel le sous-programme contribue consiste à renforcer les programmes et politiques mis en œuvre par les États membres et par les villes en vue de promouvoir des logements convenables, adéquats, abordables, économes en énergie et salubres pour toutes et tous, des villes intelligentes et durables, un développement urbain durable et l'aménagement durable du territoire ainsi que des politiques relatives à la démographie et à la cohésion sociale fondées sur des données factuelles.

Stratégie

- 20.114 Le sous-programme comporte deux volets : a) logement et aménagement du territoire ; b) population.
- 20.115 La stratégie du sous-programme repose sur l'exécution de grandes fonctions interdépendantes, à savoir la concertation internationale, l'action normative et le renforcement des capacités ainsi que le partage des bonnes pratiques et des enseignements tirés dans tous les domaines d'activité du sous-programme.
- 20.116 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, au titre de la composante Logement et aménagement du territoire, on :
- a) Apportera un soutien aux autorités nationales, régionales et locales des États membres et à d'autres parties prenantes clés dans le cadre de l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 3, 5, 7, 9, 11 et 12, et renforcera leurs capacités aux fins de l'application de mesures visant à accélérer la réalisation de ces objectifs, notamment dans le cadre de projets d'assistance technique, d'études thématiques, de sessions de formation, d'échanges de données d'expériences et de bonnes pratiques et de conseils dans les domaines suivants : logements abordables, climatiquement neutres et convenables pour tous ; financement du logement ; villes durables et intelligentes, transformation numérique des villes et mécanismes financiers novateurs pour les villes ; administration et gestion des biens

fonciers, y compris des établissements informels ; stratégies et programmes urbains intégrant des mesures relatives aux changements climatiques et favorisant la neutralité climatique des bâtiments ;

- b) Aidera les administrations locales à définir des politiques fondées sur des données factuelles concernant le logement et le développement urbain durables en appliquant les indicateurs clés de performance sur les villes intelligentes et durables et les indicateurs sur la résilience économique des villes définis par la CEE et l'Union internationale des télécommunications, ainsi qu'un cadre de suivi urbain à l'échelle du système des Nations Unies ; et à établir des monographies « villes intelligentes et durables » et des examens locaux volontaires de la mise en œuvre des ODD fondés sur l'évaluation de la réalisation des objectifs ;
- c) Aidera les pouvoirs publics nationaux et locaux à élaborer des politiques fondées sur les faits en matière d'urbanisme et de logement, en produisant des monographies nationales sur le développement urbain, le logement et l'aménagement du territoire ;
- d) Soutiendra le renforcement des capacités des pouvoirs publics nationaux et des autorités locales dans la conception, l'exécution et le suivi des plans de résilience urbaine et des projets de développement d'infrastructures urbaines durables, notamment ceux qui visent à venir en aide aux personnes les plus vulnérables, en particulier à celles vivant dans des établissements informels ;
- e) Assurera la promotion de partenariats multipartites et de mécanismes de financement novateurs visant à débloquent davantage de fonds et à conclure davantage de partenariats en vue de l'exécution de ces plans et projets, en collaboration avec les centres d'excellence de la Charte de Genève ;
- f) Organisera, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif de la CEE, une cinquième édition du Forum des maires qui sera consacrée aux défis liés au logement et au développement urbain durables.

20.117 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, au titre de la composante Population, on :

- a) Continuera de faciliter la coopération entre les États membres, les organismes régionaux et d'autres partenaires ;
- b) Appuiera les activités nationales et régionales d'examen et de suivi afin d'évaluer les progrès faits dans l'exécution du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et de sa Stratégie régionale d'exécution en offrant un cadre pour les débats d'orientation à l'échelon intergouvernemental sur des questions relatives à la prise en compte du vieillissement et facilitera la communication avec un vaste réseau d'experts et d'organisations non gouvernementales ;
- c) Coordonnera la collecte de données sur les indicateurs du vieillissement, notamment des données intergénérationnelles et ventilées par sexe, et les travaux de recherche axés sur les politiques concernant le vieillissement, les rapports intergénérationnels et les rapports de genre afin de faciliter l'élaboration de politiques fondées sur des données d'observation et le suivi de l'exécution du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et de sa Stratégie régionale d'exécution ;
- d) Aidera les pays à renforcer leurs capacités nationales en matière d'élaboration de politiques en organisant des discussions de politique générale, en rédigeant des notes d'orientation et en présentant les bonnes pratiques des États membres.

20.118 Le travail qui sera ainsi effectué dans le domaine du logement et de l'aménagement du territoire devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 11 et, dans une moindre mesure, les objectifs 3, 5, 7, 9 et 12, et devrait avoir les résultats suivants :

- a) Amélioration des politiques nationales et locales en matière de logement abordable, adéquat et accessible à tous ; efficacité énergétique et neutralité climatique des bâtiments ; développement urbain écologiquement viable et résilient ;

- b) Renforcement des capacités des pouvoirs publics nationaux et locaux d'élaborer des politiques et des programmes de logement et de développement urbain tenant compte des principes énoncés dans le Programme 2030, la Charte de Genève sur le logement durable et les bonnes pratiques applicables, notamment celles élaborées et partagées par les centres d'excellence de la Charte de Genève, et le plan d'action intitulé *Espace et vie dans la CEE – Un plan d'action régional 2030 : Combattre les difficultés liées à la pandémie de COVID-19, à l'urgence climatique et à la crise du logement dans la région, la ville, le quartier et le domicile* ;
 - c) Meilleure compréhension, par les autorités municipales, des priorités en matière de développement socioéconomique grâce à l'établissement de monographies de villes intelligentes et durables et d'examens locaux volontaires de la réalisation des objectifs de développement durable, fondés sur les lignes directrices actualisées relatives à la réalisation des examens locaux volontaires dans la région de la CEE, sur les indicateurs fondamentaux de performance relatifs aux villes intelligentes et durables et les indicateurs de résilience économique des villes de la CEE et de l'Union internationale des télécommunications et sur le cadre de suivi urbain à l'échelle du système des Nations Unies ;
 - d) Renforcement des capacités des autorités foncières de mettre au point des systèmes nationaux d'administration et de gestion des biens fonciers, sur la base des études thématiques et des activités de renforcement des capacités menées dans ce domaine ;
 - e) Amélioration de l'efficacité des politiques locales en matière de développement urbain et de logement, ainsi que des plans de résilience, en particulier pour les personnes vivant dans des établissements informels.
- 20.119 Le travail qui sera ainsi effectué dans le domaine de la population devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1, 3, 4, 5, 8, 10, 11, 16 et 17 et devrait avoir les résultats suivants :
- a) Des progrès manifestes de la part des États membres dans la prise en compte du vieillissement dans tous les domaines d'intervention et à tous les niveaux de gouvernance ;
 - b) Le renforcement des capacités des États membres à prendre en compte le vieillissement dans tous les domaines d'intervention et à tous les niveaux de gouvernance ;
 - c) L'adoption par les États membres d'approches qui promeuvent les droits et la dignité des personnes âgées et leur contribution à une société durable et incluant tous les âges.

Exécution du programme en 2023

Amélioration de la coopération entre les villes et de la gouvernance à plusieurs niveaux afin de renforcer la coopération avec les administrations nationales pour relever les défis municipaux

- 20.120 Pour faire face aux problèmes urbains les plus pressants, tels que l'étalement urbain, la pollution atmosphérique, le manque de logements abordables et décents, les infrastructures urbaines et les phénomènes météorologiques extrêmes, les villes gagneraient à mettre en commun leurs expériences et leurs bonnes pratiques et à coopérer entre elles ainsi qu'avec les administrations nationales dans le cadre d'une approche de la gouvernance à plusieurs niveaux.
- 20.121 À la suite d'une évaluation indépendante réalisée à la demande des États membres, la CEE a créé le Forum des maires, un organe subsidiaire officiel de la Commission, composé d'une équipe de spécialistes chargés de promouvoir la coopération entre les villes et entre les administrations aux niveaux local et national.
- 20.122 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.15).

Tableau 20.15
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	Le deuxième Forum des maires rassemble 250 participants, dont des dirigeants de 44 villes, et permet de renforcer la coopération entre les villes pour relever les défis municipaux	Le troisième Forum des maires rassemble 300 participants, dont les dirigeants de 61 villes, et permet de renforcer la coopération entre les villes et la gouvernance à plusieurs niveaux afin de renforcer la coopération avec les administrations nationales pour relever les défis municipaux

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : accélération de la réalisation des objectifs de développement durable au niveau des villes

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.123 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'élaboration de monographies « villes intelligentes et durables » pour Almaty (Kazakhstan) et pour Ålesund, Asker, Bærum, Rana et Trondheim (Norvège) selon les approches fondées sur des données probantes, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 20.124 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.16).

Tableau 20.16
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Établissement de deux monographies « villes intelligentes et durables » [pour Hrodna (Biélorus) et Bichkek (Kirghizistan)] selon les approches fondées sur des données probantes qui ont été mises au point	Établissement de deux monographies « villes intelligentes et durables » [pour Tbilissi (Géorgie) et Podgorica (Monténégro)] et d'une monographie sur les pays/les villes intelligents et durables (pour Saint-Marin et ses villes) selon les approches fondées sur des données probantes qui ont été mises au point	Établissement de six monographies « villes intelligentes et durables » selon les approches fondées sur des données probantes qui ont été mises au point	Établissement de quatre monographies sur les pays/les villes, monographies « villes intelligentes et durables » et examens locaux volontaires supplémentaires selon les approches fondées sur des données probantes qui ont été mises au point Mise en œuvre par deux villes des recommandations figurant dans les	Établissement d'une monographie sur les pays/les villes et d'un examen local volontaire supplémentaires selon les approches fondées sur des données probantes qui ont été mises au point Mise en œuvre par quatre villes des recommandations figurant dans les monographies et examens locaux volontaires

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
			monographies et examens locaux volontaires	

Résultat 2 : accélération de l'application à l'échelle des villes des bonnes pratiques dans les domaines du logement, de l'aménagement du territoire et du développement urbain

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 20.125 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'établissement de la monographie de l'Albanie (à la demande du Gouvernement, la monographie comprend une analyse à l'échelle du pays et une analyse à l'échelle des villes), ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 20.126 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.17).

Tableau 20.17
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	Adoption par les États membres du document intitulé <i>Espace et vie dans la CEE – Un plan d'action régional 2030 : Combattre les difficultés liées à la pandémie de COVID-19, à l'urgence climatique et à la crise du logement dans la région, la ville, le quartier et le domicile</i>	Mise en œuvre par un pays (Albanie) des recommandations figurant dans les notes d'orientation thématiques et les lignes directrices sur le logement, l'aménagement du territoire et le développement urbain	Mise en œuvre par deux pays/villes des recommandations figurant dans les notes d'orientation thématiques et les lignes directrices sur le logement, l'aménagement du territoire et le développement urbain	Mise en œuvre par quatre pays/villes des recommandations figurant dans les notes d'orientation thématiques et les lignes directrices sur le logement, l'aménagement du territoire et le développement urbain

Résultat 3 : des politiques plus inclusives et qui tiennent davantage compte de l'âge pour saisir les opportunités offertes par le vieillissement des individus et de la population et faire face aux problèmes qu'il pose

Projet de plan-programme pour 2025

- 20.127 Face à la transition démographique vers une population vieillissante, la société doit s'adapter. Dans le cadre du sous-programme, on a collaboré avec plusieurs pays à la mise en place et au suivi de politiques liées au vieillissement conformes au Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et à sa stratégie régionale de mise en œuvre.

Enseignements tirés et changements prévus

- 20.128 L'enseignement tiré est le suivant : il est nécessaire d'améliorer la mise en commun d'informations sur les politiques liées au vieillissement. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on établira une base de données pour faciliter la mise en commun de bonnes pratiques

dans la région de la CEE. Celle-ci permettra de suivre la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et de sa stratégie régionale de mise en œuvre et constituera une source d'information importante pour aider les pays à prendre en compte le vieillissement, à s'adapter à l'évolution démographique tout en tenant compte des questions de genre et à créer un environnement propice à la pleine réalisation du potentiel offert par la longévité aux individus et à la société.

20.129 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20.18).

Tableau 20.18
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	La création d'une base de données sur les politiques relatives au vieillissement est prévue dans le programme de travail du Groupe de travail permanent sur le vieillissement	Les États membres conviennent du cahier des charges et de la conception de la base de données sur les politiques relatives au vieillissement	La base de données sur les politiques relatives au vieillissement est accessible	Au moins 15 États membres partagent les mises à jour de leurs politiques relatives au vieillissement pour les inclure dans la base de données sur les politiques relatives au vieillissement

Produits

20.130 On trouvera dans le tableau 20.19 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 20.19
Sous-programme 8 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	25	26	16	23
1. Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire	11	11	11	11
2. Groupe de travail de l'administration des biens fonciers	7	7	–	7
3. Groupe de travail permanent sur le vieillissement	5	5	5	5
4. Conférence régionale sur la population et le développement	2	3	–	–
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	37	38	33	33
5. Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire, son bureau et ses organes d'experts	14	15	18	14
6. Groupe de travail de l'administration des biens fonciers et son bureau	10	10	6	10
7. Groupe de travail permanent sur le vieillissement et son bureau	9	9	9	9
8. Conférence régionale sur la population et le développement	4	4	–	–

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	2	1	3	2
9. Monographies nationales sur le développement urbain, le logement et l'aménagement du territoire	1	1	2	1
10. Feuilles de route pour la prise en compte du vieillissement	1	–	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	10	11	10	10
11. Ateliers, séminaires et formations sur le développement urbain, le logement et l'aménagement du territoire (y compris les biens immobiliers)	8	9	8	8
12. Ateliers et discussions de politique générale sur le vieillissement de la population	2	2	2	2
Publications (nombre de publications)	6	6	6	6
13. Monographies nationales et études sur le développement urbain, le logement et l'aménagement du territoire	4	4	4	4
14. Population	2	2	2	2
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	4	4	3	3
15. Lignes directrices techniques relatives au développement urbain, au logement et à l'aménagement du territoire	2	2	2	2
16. Guide et supports de formation sur la prise en compte du vieillissement	2	2	1	1
Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)	2	2	2	2
17. Missions d'établissement des faits à l'intention des décideurs avant et après l'établissement des monographies nationales sur le développement urbain, le logement et l'aménagement du territoire	1	1	1	1
18. Missions d'établissement des faits sur les moyens de renforcer la capacité des pays d'élaborer et d'appliquer des politiques et programmes sur le vieillissement	1	1	1	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs à un maximum de 4 pays concernant les monographies nationales sur le développement urbain, le logement et l'aménagement du territoire ; promotion du programme relatif à la situation des hommes et des femmes au fil des générations afin de soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes ; services consultatifs à l'intention des fonctionnaires et d'autres parties prenantes sur les moyens de renforcer la capacité des pays à élaborer et à appliquer des politiques et programmes sur le vieillissement.				
Bases de données et autres supports numériques : ensemble de données relatives aux indicateurs du vieillissement accessibles à l'échelle mondiale et base de données concernant les politiques sur le vieillissement.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : livrets et fiches d'information.				
Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse et publications sur les réseaux sociaux.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : sites Web consacrés au sous-programme et wiki consacré à l'indice de vieillissement actif.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Vue d'ensemble

- 20.131 Pour la présentation de son budget 2025, la CEE a examiné ses dépenses, comme l'a demandé l'Assemblée générale au paragraphe 20 de sa résolution [77/262](#). Les responsables des sous-programmes ont examiné les tableaux d'effectifs et l'organigramme, où l'on peut voir les rattachements hiérarchiques de l'ensemble du personnel, ainsi que les documents justifiant le maintien de chaque emploi, y compris, le cas échéant, l'état actualisé des fonctions, conformément au programme de travail approuvé. Pour l'examen des effectifs, des informations détaillées pour chaque sous-programme ont été communiquées concernant la composition actuelle des effectifs, notamment la répartition du personnel par classe, les projections relatives aux départs à la retraite par classe et par année jusqu'en 2050, et les taux de vacance actuels (nombre et classe) afin que l'on puisse analyser en profondeur la nature changeante des effectifs et déterminer si l'on pouvait, à présent ou à l'avenir, optimiser ou améliorer les structures organisationnelles. On a également étudié les possibilités d'améliorer à l'avenir les critères relatifs aux compétences, notamment dans des domaines tels que l'analyse et la gestion des données, la transformation numérique, la communication stratégique, l'innovation, la prospective stratégique et les sciences comportementales, afin de prendre pleinement en compte ces critères et de les faire figurer, selon qu'il conviendra, dans les définitions d'emploi. Bien que l'examen des dépenses n'ait pas entraîné de changements dans la répartition ou les classes des postes existants, les résultats permettront à la CEE d'améliorer les profils des postes existants pour devenir plus efficace dans l'exécution des mandats en rajeunissant ses effectifs grâce à l'utilisation des projections relatives aux départs à la retraite et au renforcement des capacités dans les domaines susmentionnés.
- 20.132 La CEE n'a trouvé que peu de possibilités de réaliser des gains d'efficacité dans son budget relatif aux objets de dépense autres que les postes, étant donné que la plupart des ressources autres que celles affectées aux postes servent à financer les dépenses d'appui de base comme les comptes de courrier électronique et les licences de logiciels, ainsi que le matériel, tels que les ordinateurs portables et les moniteurs. Sachant que ces dépenses sont des dépenses non discrétionnaires, il n'y avait guère de possibilité d'améliorer ou d'optimiser l'utilisation des ressources, qui suffisent tout juste à couvrir ces dépenses de base. Les responsables de sous-programmes ont procédé à un examen de la consommation par rapport à leurs budgets portant sur les objets de dépense autres que les postes pour les cinq dernières années, mais leur analyse n'a donné lieu qu'à des changements minimes dans la répartition des ressources. Il convient de noter que plusieurs sous-programmes ont remis l'accent sur l'importance de tenir des réunions en personne avec les États Membres et proposé que les ressources afférentes aux experts ou aux consultants soient transférées à la rubrique Voyages du personnel. En outre, le montant des ressources non affectées à des postes étant relativement peu élevé, pour tous les sous-programmes, les responsables de programmes de la CEE ont redit qu'ils cherchaient régulièrement à collaborer, ainsi qu'à planifier et à aligner les événements entre les sous-programmes ainsi qu'avec des entités partenaires externes, notamment avec des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Ils s'employaient en particulier à tirer parti du soutien des partenaires dans toute la mesure du possible. En outre, ils prenaient régulièrement des mesures visant à accroître l'efficacité, comme l'organisation de réunions consécutives ou la fusion de réunions lorsque cela était judicieux ou possible afin d'utiliser au mieux les ressources en réduisant les dépenses afférentes aux voyages et au nombre de jours de réunion, tout en cherchant à maximiser la participation. En outre, afin de réduire les dépenses afférentes à l'achat d'informations électroniques, au titre de l'appui au programme, il est proposé que les ressources consacrées aux fournitures et accessoires soient transférées à la rubrique Frais généraux de fonctionnement pour ce qui concerne les frais d'abonnement à la bibliothèque du Consortium du système des Nations Unies pour l'acquisition d'informations électroniques.
- 20.133 On trouvera dans les tableaux 20.20 à 20.22 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 20.20

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives) ^a	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Postes	36 173,2	37 726,2	193,6	—	—	193,6	0,5	37 919,8
Autres dépenses de personnel	161,5	605,6	—	—	—	—	—	605,6
Dépenses de représentation	5,5	5,7	—	—	—	—	—	5,7
Consultants	153,2	169,9	(21,0)	—	(11,8)	(32,8)	(19,3)	137,1
Experts	69,7	40,0	—	—	0,2	0,2	0,5	40,2
Voyages du personnel	156,0	188,0	—	—	11,7	11,7	6,2	199,7
Services contractuels	774,0	824,8	—	—	(0,1)	(0,1)	—	824,7
Frais généraux de fonctionnement	65,5	69,0	—	—	12,0	12,0	17,4	81,0
Fournitures et accessoires	29,1	40,6	—	—	(12,0)	(12,0)	(29,6)	28,6
Mobilier et matériel	211,5	200,6	(3,9)	—	—	(3,9)	(1,9)	196,7
Autres	4,9	—	—	—	—	—	—	—
Total	37 804,1	39 870,4	168,7	—	—	168,7	0,4	40 039,1

^a Les montants présentés dans ce tableau et dans les suivants ne sont pas définitifs et peuvent faire l'objet d'ajustements qui pourraient entraîner des différences mineures entre les informations figurant dans le présent rapport et les états financiers qui seront publiés d'ici au 31 mars 2024.

Tableau 20.21

Vue d'ensemble : postes proposés et changements relatifs aux postes pour 2025

(Nombre de postes)

	Nombre	Informations sur les postes
Effectif approuvé pour 2024	188	1 SGA, 1 D-2, 8 D-1, 23 P-5, 35 P-4, 39 P-3, 21 P-2/1, 3 G(1°C), 57 G(AC)
Changements relatifs aux postes	—	—
Effectif proposé pour 2025	188	1 SGA, 1 D-2, 8 D-1, 23 P-5, 35 P-4, 39 P-3, 21 P-2/1, 3 G(1°C), 57 G(AC)

Note : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Tableau 20.22

Vue d'ensemble : postes proposés, par catégorie et par classe

(Nombre de postes)

Catégorie et classe	Effectif approuvé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	—	—	—	—	1
D-2	1	—	—	—	—	1
D-1	8	—	—	—	—	8
P-5	23	—	—	—	—	23
P-4	35	—	—	—	—	35
P-3	39	—	—	—	—	39
P-2/1	21	—	—	—	—	21
Total partiel	128	—	—	—	—	128
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
G(1°C)	3	—	—	—	—	3
G(AC)	57	—	—	—	—	57
Total partiel	60	—	—	—	—	60
Total	188	—	—	—	—	188

20.134 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans les tableaux 20.23 à 20.25 et dans la figure 20.XXIII.

20.135 Comme le montrent les tableaux 20.23 1) et 20.24 1), les ressources proposées pour 2025 s'élèvent globalement à 40 039 100 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation nette de 168 700 dollars (0,4 %) par rapport au budget approuvé pour 2024. La variation découle d'ajustements techniques. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 20.23

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par source de financement, composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives) ^a	2024 (ressources approuvées)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
A. Direction exécutive et administration	5 177,8	5 130,3	(21,0)	—	—	(21,0)	(0,4)		5 109,3
B. Programme de travail									
1. Environnement	6 340,4	6 531,8	—	—	—	—	—		6 531,8
2. Transports	7 050,3	7 462,5	—	—	—	—	—		7 462,5

Titre V Coopération régionale pour le développement

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives) ^a	2024 (ressources approuvées)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
3. Statistiques	4 863,8	5 347,6	—	—	—	—	—	—	5 347,6
4. Coopération et intégration économiques	2 056,7	2 327,3	—	—	—	—	—	—	2 327,3
5. Énergie durable	2 477,4	2 697,2	—	—	—	—	—	—	2 697,2
6. Commerce	3 658,7	4 014,9	—	—	—	—	—	—	4 014,9
7. Forêts et industrie forestière	1 509,8	1 589,9	96,8	—	—	96,8	6,1		1 686,7
8. Logement, aménagement du territoire et population	1 167,4	1 296,2	—	—	—	—	—	—	1 296,2
Total partiel (B)	29 124,4	31 267,4	96,8	—	—	96,8	0,3		31 364,2
C. Appui au programme	3 501,9	3 472,7	92,9	—	—	92,9	2,7		3 565,6
Total partiel (1)	37 804,1	39 870,4	168,7	—	—	168,7	0,4		40 039,1

2) Ressources extrabudgétaires

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives) ^a	2024 (estimations)	Changements	Pourcentage	2025 (prévisions)
A. Direction exécutive et administration	2 610,5	2 285,8	243,2	10,6	2 529,0
B. Programme de travail					
1. Environnement	11 691,3	12 829,6	469,1	3,7	13 298,7
2. Transports	2 318,8	2 349,9	(56,8)	(2,4)	2 293,1
3. Statistiques	416,2	373,2	—	—	373,2
4. Coopération et intégration économiques	1 089,7	1 026,6	(494,0)	(48,1)	532,6
5. Énergie durable	1 466,0	1 714,1	147,8	8,6	1 861,9
6. Commerce	599,9	1 331,5	109,3	8,2	1 440,8
7. Forêts et industrie forestière	311,9	354,0	—	—	354,0
8. Logement, aménagement du territoire et population	860,6	4 245,6	(3 720,8)	(87,6)	524,8
Total partiel (B)	18 754,4	24 224,5	(3 545,4)	(14,6)	20 679,1
C. Appui au programme	1 351,6	1 491,3	36,1	2,4	1 527,4
Total partiel (2)	22 716,5	28 001,6	(3 266,1)	(11,7)	24 735,5
Total	60 520,6	67 872,0	(3 097,4)	(4,6)	64 774,6

Tableau 20.24

Vue d'ensemble : postes proposés pour 2025, par source de financement, composante et sous-programme

(Nombre de postes)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2024 (ressources approuvées)	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
A. Direction exécutive et administration	23	–	–	–	–	23
B. Programme de travail						
1. Environnement	31	–	–	–	–	31
2. Transports	38	–	–	–	–	38
3. Statistiques	27	–	–	–	–	27
4. Coopération et intégration économiques	11	–	–	–	–	11
5. Énergie durable	11	–	–	–	–	11
6. Commerce	20	–	–	–	–	20
7. Forêts et industrie forestière	8	–	–	–	–	8
8. Logement, aménagement du territoire et population	7	–	–	–	–	7
Total partiel (B)	153	–	–	–	–	153
C. Appui au programme	12	–	–	–	–	12
Total partiel (1)	188	–	–	–	–	188

2) *Ressources extrabudgétaires*

Composante/sous-programme	2024 (estimations)	Changements			2025 (prévisions)
A. Direction exécutive et administration	8			–	8
B. Programme de travail					
1. Environnement	27			2	29
2. Transports	8			(1)	7
3. Statistiques	–			–	–
4. Coopération et intégration économiques	2			(2)	–
5. Énergie durable	2			1	3
6. Commerce	3			–	3
7. Forêts et industrie forestière	–			–	–
8. Logement, aménagement du territoire et population	–			–	–
Total partiel (B)	42	–	–	–	42
C. Appui au programme	7	–	–	–	7
Total partiel (2)	57	–	–	–	57

Titre V Coopération régionale pour le développement

Composante/sous-programme	2024 (estimations)	Changements				2025 (prévisions)
Total	245	–	–	–	–	245

Tableau 20.25

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières et des postes

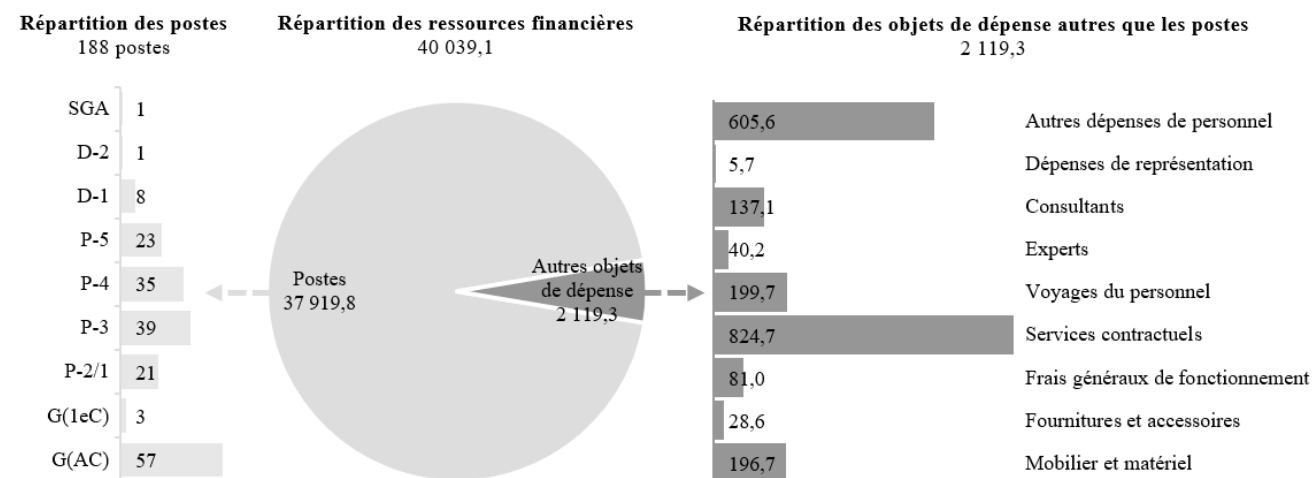
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	36 173,2	37 726,2	193,6	—	—	193,6	0,5	37 919,8
Autres objets de dépense	1 630,9	2 144,2	(24,9)	—	—	(24,9)	(1,2)	2 119,3
Total	37 804,1	39 870,4	168,7	—	—	168,7	0,4	40 039,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		128	—	—	—	—	—	128
Agents des services généraux et des catégories apparentées		60	—	—	—	—	—	60
Total		188	—	—	—	—	—	188

Figure 20.XXIII

Répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Explications concernant les variations, par facteur, composante et sous-programme

Récapitulatif des changements relatifs aux ressources

Ajustements techniques

- 20.136 Comme le montre le tableau 20.23 1), les changements entraînent une augmentation nette de 168 700 dollars, qui s'explique comme suit :
- a) **Direction exécutive et administration.** La diminution tient au non-renouvellement de crédits prévus au titre des consultants (21 000 dollars) pour l'établissement de documents analytiques (en 2024) dans le cadre des préparatifs de la soixante et onzième session de la Commission, qui se tiendra en 2025, conformément à la résolution [62/225](#) de l'Assemblée générale et au paragraphe 9 de l'annexe I de la résolution 2006/38 du Conseil économique et social ;
 - b) **Sous-programme 7 (Forêts et industrie forestière).** L'augmentation de 96 800 dollars tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué au poste d'analyste de données (P-3) créé en 2024 qui avait été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution [78/252](#) et pour lequel un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;
 - c) **Appui au programme.** L'augmentation nette de 92 900 dollars s'explique par l'augmentation de 96 800 dollars liée au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué au poste d'analyste de la gestion et des programmes (P-3) créé en 2024 qui avaient été approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution [78/252](#) et pour lequel un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes et par la diminution de 3 900 dollars au titre du mobilier et du matériel liée au non-renouvellement des crédits approuvés pour 2024 pour le matériel, qui ne sont pas nécessaires pour 2025.

Ressources extrabudgétaires

- 20.137 Comme le montrent les tableaux 20.23 2) et 20.24 2), les ressources extrabudgétaires se chiffrent à 24 735 500 dollars. Ces ressources s'ajouteraient aux ressources du budget ordinaire et serviraient essentiellement à financer 57 postes [1 D-1, 2 P-5, 12 P-4, 21 P-3, 6 P-2, 15 G(AC)] dont les titulaires exerceraient les fonctions nécessaires pour mener les projets et activités de coopération technique approuvés par les organes directeurs de la CEE. En outre, les ressources autres que celles affectées à des postes seraient utilisées pour le renforcement des capacités et le soutien technique en lien avec le programme de travail de la CEE.
- 20.138 Les ressources extrabudgétaires dont il est question ici sont placées sous le contrôle du Comité exécutif de la CEE et des organes directeurs des conventions.

Direction exécutive et administration

- 20.139 La composante Direction exécutive et administration comprend le Bureau de la Secrétaire exécutive, le Groupe du développement durable et le Groupe de l'information. Elle englobe également le Groupe de la gestion des programmes, qui relève de la Division de la gestion des programmes et des services d'appui.
- 20.140 Les attributions de la composante Direction exécutive et administration sont les suivantes :
- a) faciliter les débats menés par les États membres sur l'orientation stratégique de la CEE et élaborer une stratégie prospective qui permette d'adapter les activités de la Commission aux priorités et aux besoins nouveaux et prévisibles des États membres ;

- b) conseiller et orienter le secrétariat dans ses travaux et assurer une plus grande transparence et une coopération accrue entre les divisions ;
 - c) assurer le service des réunions de la Commission et de son comité exécutif et veiller à ce qu'il soit donné suite aux décisions prises ;
 - d) orienter et coordonner les activités de gestion et d'évaluation des programmes de la CEE, notamment les activités de coopération technique, et promouvoir la prise en compte des résultats des évaluations dans les travaux des sous-programmes ;
 - e) procéder à des examens régionaux des grandes questions intersectorielles, telles que le développement durable, les questions de genre, le Programme 2030 et les objectifs de développement durable ;
 - f) diffuser des informations sur les activités de la CEE et mieux faire connaître ses produits pour en répandre l'usage ;
 - g) favoriser les synergies et la coopération avec d'autres entités des Nations Unies dans la région de la CEE, notamment avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents au niveau des pays et le Groupe des Nations Unies pour le développement durable pour l'Europe et l'Asie centrale au niveau régional ;
 - h) favoriser la prise en compte des questions de genre et de handicap dans les sous-programmes de la CEE ;
 - i) assurer une gestion efficace des ressources financières, humaines et informatiques, ainsi que l'application des recommandations des organes de contrôle et des dispositifs de contrôle interne.
- 20.141 Le Bureau de la Secrétaire exécutive, dont font partie la Secrétaire exécutive, le Secrétaire exécutif adjoint et la Secrétaire de la Commission, définit les grandes lignes d'action et dirige le secrétariat ; il coordonne notamment les travaux de la Commission, pilote et consolide les relations établies avec les autorités nationales, agit en concertation avec le Secrétariat de l'ONU, rend compte à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, supervise et cultive les relations nouées avec les organes et entités des Nations Unies ainsi qu'avec les organismes extérieurs, les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales, et veille à l'intégration des questions de genre dans tous les sous-programmes, grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et du plan d'action de la CEE relatifs aux questions de genre et de la stratégie sur la parité des genres.
- 20.142 Le Groupe de la gestion des programmes, qui relève de la Division de la gestion des programmes et des services d'appui, définit les grandes orientations et assure la coordination d'ensemble de la gestion des programmes (planification, suivi, communication des informations et évaluation). En outre, il veille au suivi et à l'application des recommandations formulées par les organes de contrôle de l'ONU, favorise les synergies entre les travaux normatifs et opérationnels de la CEE et s'emploie à encadrer et à coordonner les activités de coopération technique. Il coordonne l'action de la CEE avec celle des autres commissions régionales et des entités des Nations Unies pour ce qui est des questions relatives aux programmes et à la coopération technique de façon à soutenir le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents dans les pays de la région.
- 20.143 Le Groupe du développement durable fournit des conseils pratiques, procède à des analyses et sensibilise les parties intéressées à diverses questions intersectorielles concernant la mise en œuvre, le suivi et l'examen du Programme 2030, en partenariat avec les entités des Nations Unies et diverses parties prenantes, selon qu'il convient. Il organise, en coopération avec des entités régionales du système des Nations Unies, la réunion annuelle du Forum régional pour le développement durable de la région de la CEE, lequel représente la contribution de la région au suivi et à l'examen du Programme 2030 au niveau mondial. Il assure le fonctionnement de la plateforme de collaboration régionale, qui rassemble les chefs des bureaux régionaux des entités des Nations Unies pour l'Europe

et l'Asie centrale. Il dirige les activités que la CEE mène en interne pour veiller à ce qu'elles soient cohérentes avec les objectifs de développement durable dans le cadre d'une approche transversale.

- 20.144 Le Groupe de l'information met en œuvre une stratégie d'information qui a pour but de mieux faire connaître la CEE et de mobiliser un appui en faveur de l'action qu'elle mène. Il gère les relations de la Commission avec les médias, assure la présence de celle-ci sur les médias sociaux et mène une action de veille et d'analyse médiatiques. Il conseille la Secrétaire exécutive, les hauts responsables et le personnel sur des questions de communication externe et de sensibilisation.
- 20.145 En 2025, dans le cadre de la composante Direction exécutive et administration, on coordonnera la planification du programme de travail de la CEE en vue de la session de 2025 et on assurera un suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés. L'échange annuel de 2025 sur l'évaluation sera l'occasion d'encourager l'utilisation des résultats des évaluations pour affiner la planification des programmes et les procédures internes, ce dont il sera rendu compte dans le rapport annuel de 2024 sur l'évaluation qui sera présenté au Comité exécutif. Pour améliorer la qualité et l'utilisation des données, on veillera à guider et à soutenir, en coopération avec les divisions organiques, l'application de la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout, en s'appuyant sur la stratégie de la CEE en matière d'informatique et de communications et sur les plans d'action établis par les divisions organiques dans ce domaine. On contribuera à mettre en œuvre la réforme du système des Nations Unies et à accélérer l'action menée pour concrétiser le Programme 2030 et donner suite aux textes issus du Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023 et du Sommet de l'avenir de 2024, en améliorant la cohérence à l'échelle du système et la coordination de l'exécution des programmes aux niveaux régional et national. À cette fin, on appuiera notamment la mise en œuvre du plan de travail 2025 de la plateforme de collaboration régionale pour l'Europe et l'Asie centrale, en veillant au bon déroulement de la réunion du Forum régional pour le développement durable de la région de la CEE et en poursuivant l'action dynamique menée dans les 17 pays de programme en partenariat avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, notamment lors de l'établissement des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui doivent être signés en 2025. Le rapport de coopération technique 2024, qui sera présenté au Comité exécutif, s'articulera autour des objectifs de développement durable et rendra compte de l'assistance technique fournie aux États membres. Dans le cadre de la composante, on continuera également de favoriser la prise en compte systématique des questions de genre en coordonnant la mise en œuvre du plan d'action en matière d'égalité des genres pour 2025-2026, lequel constitue le principal outil dont dispose la CEE pour concrétiser sa politique en faveur de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes (2021-2025). Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, on continuera d'intégrer la question du handicap dans toutes les activités en rendant compte de l'application du plan d'action 2024 de la CEE pour l'inclusion du handicap et en menant à bien les travaux de planification pour 2026.
- 20.146 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans la cible 12.6, dans laquelle les organismes sont encouragés à donner des informations sur la durabilité dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, la CEE incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. Elle continuera de collaborer avec l'Office des Nations Unies à Genève en ce qui concerne la publication d'informations sur la durabilité et mettra en évidence ses pratiques durables dans ses rapports officiels.
- 20.147 On trouvera dans le tableau 20.26 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. En ce qui concerne les réunions de la CEE organisées par l'intermédiaire de la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève, 96 % des documents ont été soumis dans les délais en 2023, ce qui représente une légère baisse par rapport à l'exercice antérieur. S'agissant des demandes d'autorisation de voyage traitées en 2023 par le Groupe des voyages et de la logistique de l'Office des Nations Unies à Genève pour le compte de la CEE, qu'il s'agisse des voyages de membres du personnel, d'experts, de consultants ou de participants aux réunions (les voyages de ces derniers étant financés exclusivement au moyen

de ressources extrabudgétaires), 67 % des billets d'avion ont été achetés au moins deux semaines avant le départ, un chiffre en hausse par rapport à 2022. La CEE continuera de coopérer étroitement avec les équipes chargées des voyages et de la logistique pour planifier les voyages le plus tôt possible et ainsi améliorer le respect des délais en 2024 et 2025.

Tableau 20.26
Respect des délais
 (En pourcentage)

	2021 (taux effectif)	2022 (taux effectif)	2023 (taux effectif)	2024 (taux prévu)	2025 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	94	98	96	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	51	52	67	100	100

20.148 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 5 109 300 dollars et font apparaître une diminution de 21 000 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 20.136 a) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans le tableau 20.27 et la figure 20.XXIV.

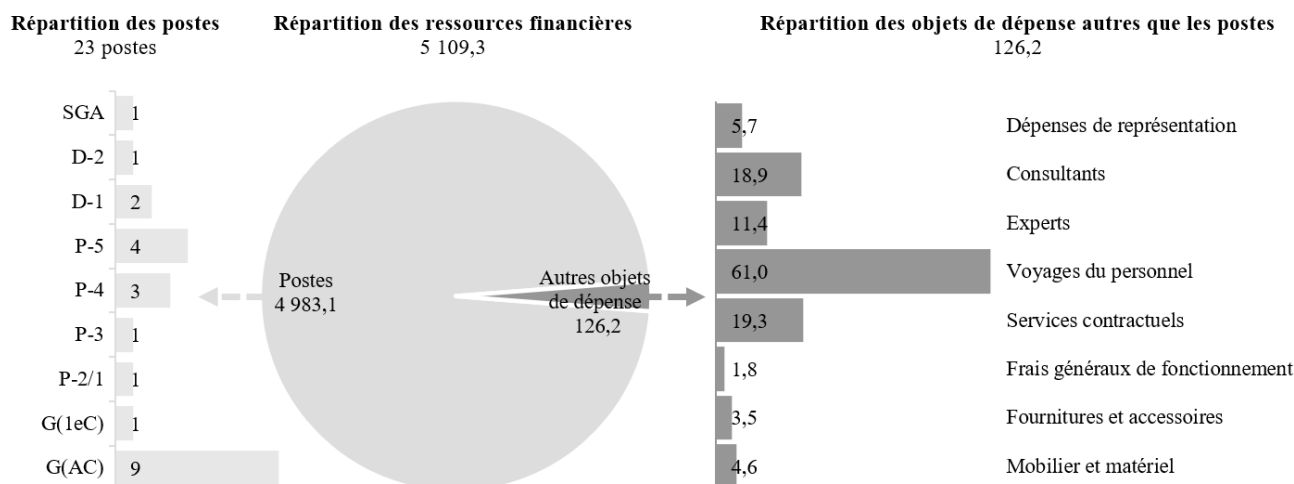
Tableau 20.27
Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes
 (En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	4 996,5	4 983,1	—	—	—	—	4 983,1
Autres objets de dépense	181,3	147,2	(21,0)	—	—	(21,0)	(14,3)
Total	5 177,8	5 130,3	(21,0)	—	—	(21,0)	(0,4)
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		13	—	—	—	—	13
Agents des services généraux et des catégories apparentées		10	—	—	—	—	10
Total		23	—	—	—	—	23

Figure 20.XXIV

Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Programme de travail****Sous-programme 1
Environnement**

20.149 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 6 531 800 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.28 et la figure 20.XXV.

Tableau 20.28

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	6 318,5	6 271,3	—	—	—	—	—	6 271,3
Autres objets de dépense	21,9	260,5	—	—	—	—	—	260,5
Total	6 340,4	6 531,8	—	—	—	—	—	6 531,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		22	—	—	—	—	—	22

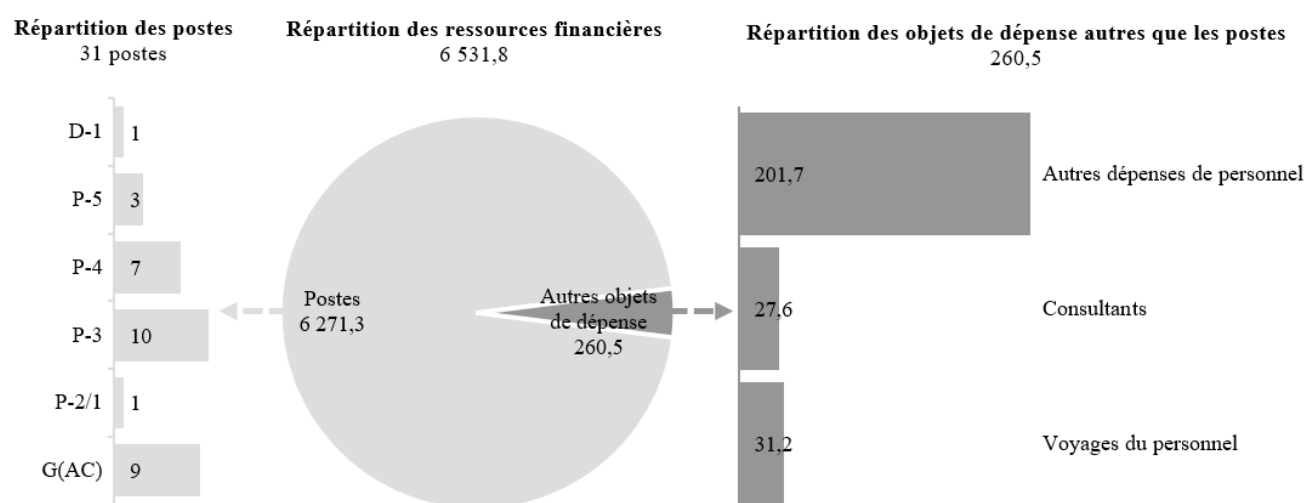
Titre V Coopération régionale pour le développement

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Agents des services généraux et des catégories apparentées		9	—	—	—	—	—	9
Total		31	—	—	—	—	—	31

Figure 20.XXV

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 2 Transports

20.150 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 7 462 500 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.29 et la figure 20.XXVI.

Tableau 20.29

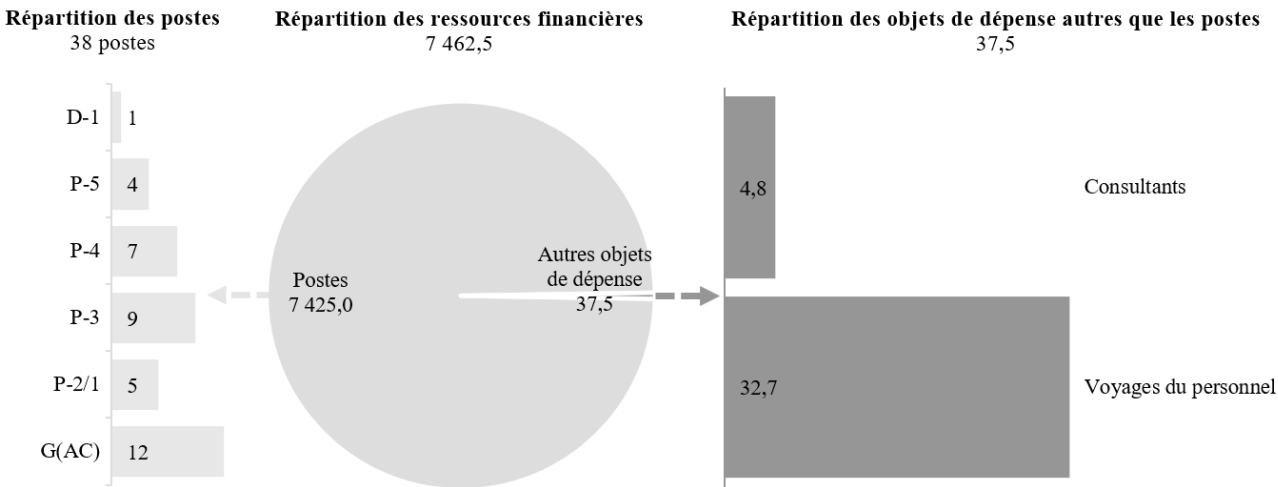
Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	7 018,3	7 425,0	—	—	—	—	—	7 425,0
Autres objets de dépense	32,0	37,5	—	—	—	—	—	37,5

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Total	7 050,3	7 462,5	–	–	–	–	–	–	7 462,5
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		26	–	–	–	–	–	–	26
Agents des services généraux et des catégories apparentées		12	–	–	–	–	–	–	12
Total		38	–	–	–	–	–	–	38

Figure 20.XXVI
Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
 (En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



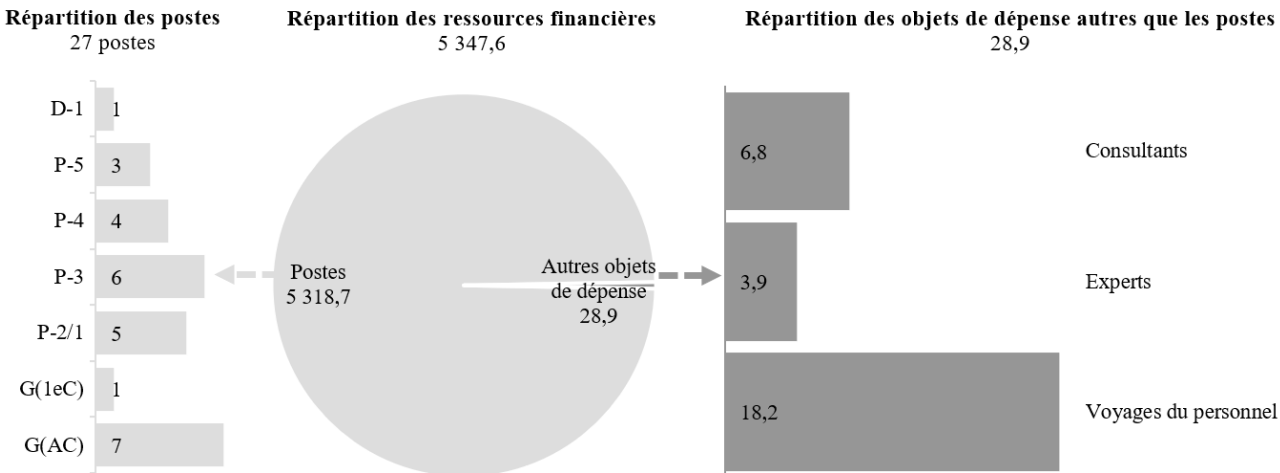
Sous-programme 3 Statistiques

20.151 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 5 347 600 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.30 et la figure 20.XXVII.

Tableau 20.30
Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes
 (En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	4 843,5	5 318,7	—	—	—	—	—	5 318,7
Autres objets de dépense	20,3	28,9	—	—	—	—	—	28,9
Total	4 863,8	5 347,6	—	—	—	—	—	5 347,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		19	—	—	—	—	—	19
Agents des services généraux et des catégories apparentées		8	—	—	—	—	—	8
Total		27	—	—	—	—	—	27

Figure 20.XXVII
Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
 (En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 4 Coopération et intégration économiques

20.152 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 2 327 300 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.31 et la figure 20.XXVIII.

Tableau 20.31

Sous-programme 4 : évolution des ressources financières et des postes

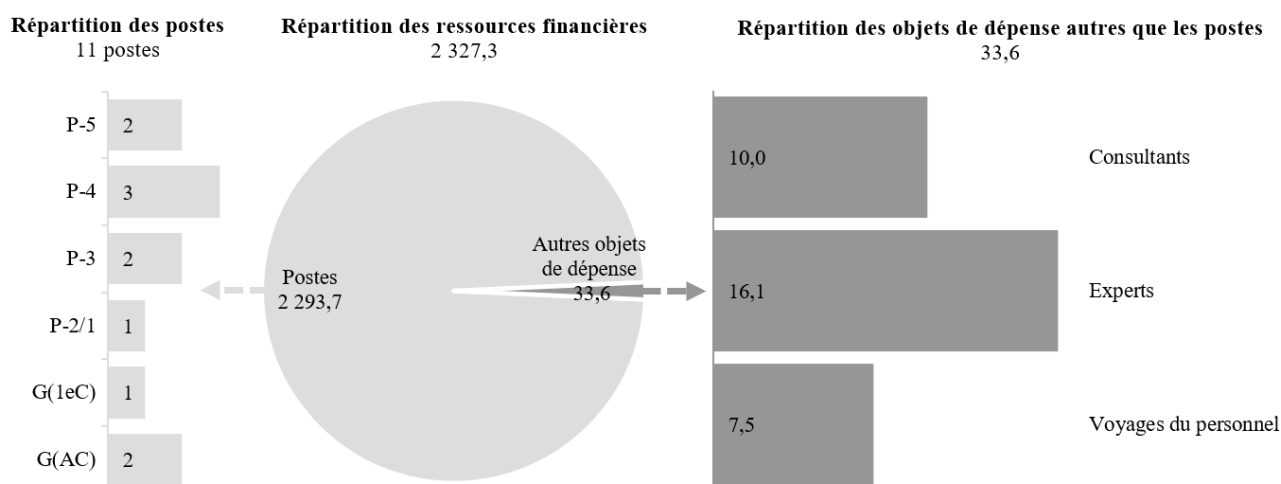
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 027,3	2 293,7	—	—	—	—	—	2 293,7
Autres objets de dépense	29,4	33,6	—	—	—	—	—	33,6
Total	2 056,7	2 327,3	—	—	—	—	—	2 327,3
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		8	—	—	—	—	—	8
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	—	—	—	—	—	3
Total		11	—	—	—	—	—	11

Figure 20.XXVIII

Sous-programme 4 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 5

Énergie durable

- 20.153 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 2 697 200 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.32 et la figure 20.XXIX.

Tableau 20.32

Sous-programme 5 : évolution des ressources financières et des postes

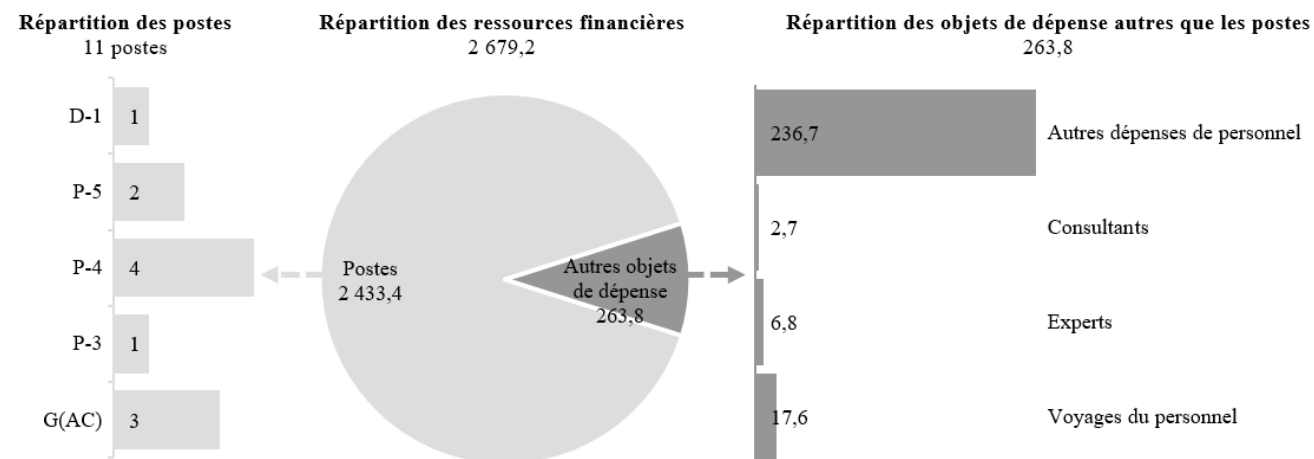
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	2 462,3	2 433,4	—	—	—	—	—	—	2 433,4
Autres objets de dépense	15,1	263,8	—	—	—	—	—	—	263,8
Total	2 477,4	2 697,2	—	—	—	—	—	—	2 697,2
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		8	—	—	—	—	—	—	8
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	—	—	—	—	—	—	3
Total		11	—	—	—	—	—	—	11

Figure 20.XXIX

Sous-programme 5 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 6

Commerce

20.154 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 4 014 900 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.33 et la figure 20.XXX.

Tableau 20.33

Sous-programme 6 : évolution des ressources financières et des postes

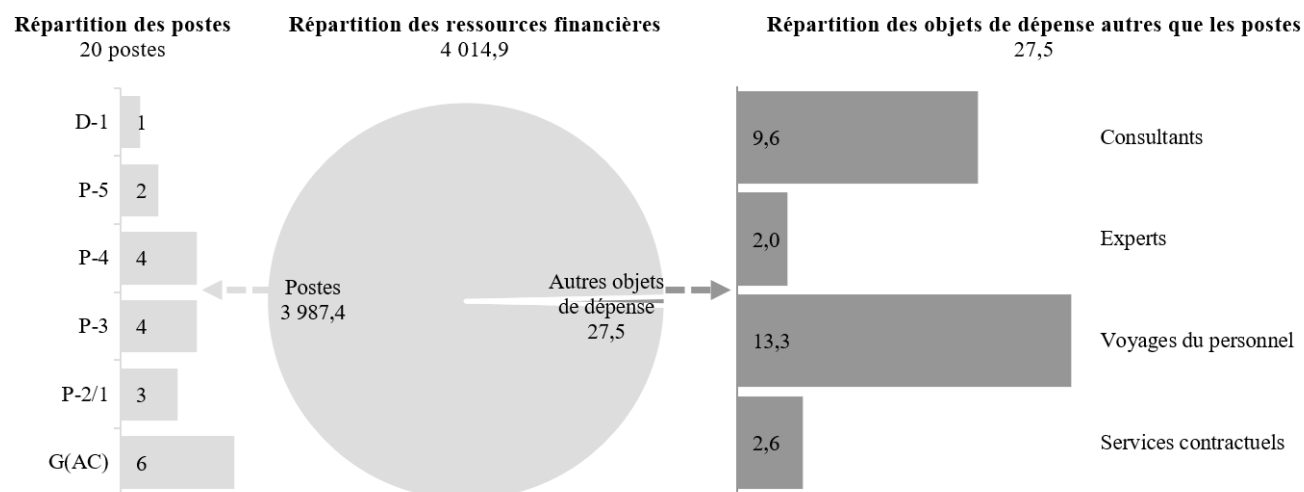
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 635,8	3 987,4	—	—	—	—	—	3 987,4
Autres objets de dépense	22,9	27,5	—	—	—	—	—	27,5
Total	3 658,7	4 014,9	—	—	—	—	—	4 014,9
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		14	—	—	—	—	—	14
Agents des services généraux et des catégories apparentées		6	—	—	—	—	—	6
Total		20	—	—	—	—	—	20

Figure 20.XXX

Sous-programme 6 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 7

Forêts et industrie forestière

20.155 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 686 700 dollars et font apparaître une augmentation de 96 800 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 20.136 b) des explications sur l'augmentation. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.34 et la figure 20.XXXI.

Tableau 20.34

Sous-programme 7 : évolution des ressources financières et des postes

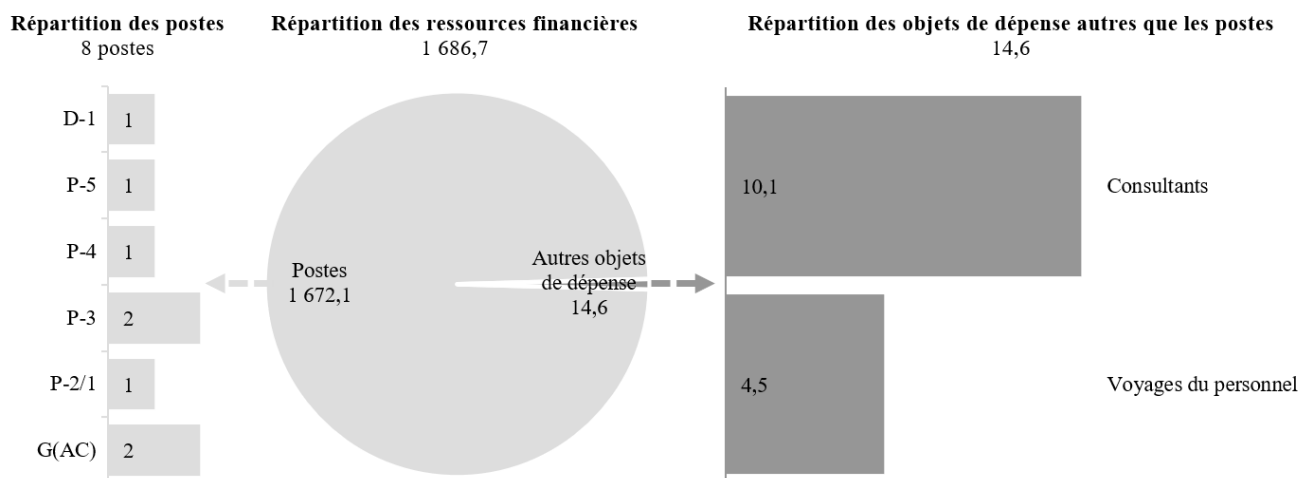
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 496,7	1 575,3	96,8	—	—	96,8	6,1	1 672,1
Autres objets de dépense	13,1	14,6	—	—	—	—	—	14,6
Total	1 509,8	1 589,9	96,8	—	—	96,8	6,1	1 686,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		6	—	—	—	—	—	6
Agents des services généraux et des catégories apparentées		2	—	—	—	—	—	2
Total		8	—	—	—	—	—	8

Figure 20.XXXI

Sous-programme 7 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Sous-programme 8****Logement, aménagement du territoire et population**

20.156 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 296 200 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.35 et la figure 20.XXXII.

Tableau 20.35

Sous-programme 8 : évolution des ressources financières et des postes

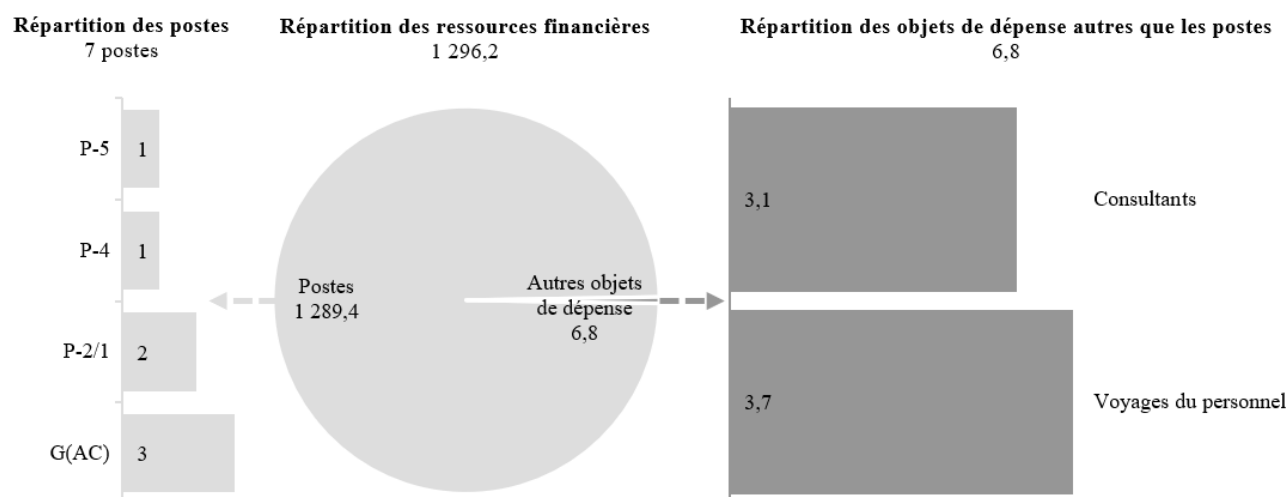
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 163,7	1 289,4	—	—	—	—	—	1 289,4
Autres objets de dépense	3,7	6,8	—	—	—	—	—	6,8
Total	1 167,4	1 296,2	—	—	—	—	—	1 296,2
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	—	—	—	—	—	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	—	—	—	—	—	3
Total		7	—	—	—	—	—	7

Figure 20.XXXII

Sous-programme 8 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Appui au programme**

- 20.157 La Division de la gestion des programmes et des services d'appui mène des activités relatives à la planification des programmes, au contrôle, à l'aide à la coopération technique, à l'appui administratif et aux services communs comme la gestion budgétaire et financière, la gestion des ressources humaines, la gestion des systèmes d'information et les services technologiques. Elle veille également au respect des politiques institutionnelles dans ces domaines et assure la liaison avec le Siège de l'Organisation et l'Office des Nations Unies à Genève, prestataire de services désigné pour la CEE. Elle comprend les unités administratives suivantes : le Bureau du Directeur, qui gère tous les aspects

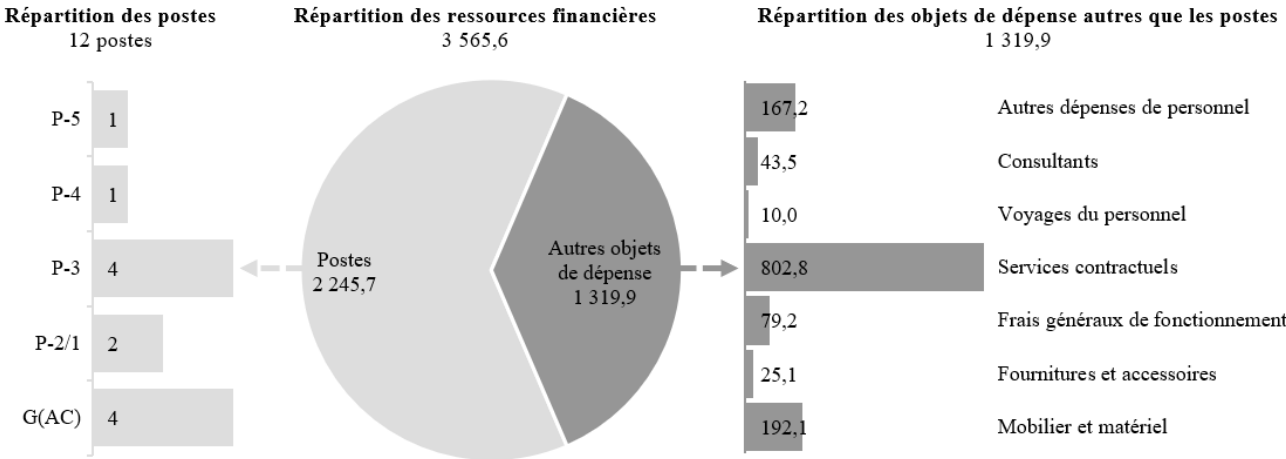
liés à la planification, au contrôle et à l'administration des programmes ; le Groupe de la gestion des programmes, qui relève de la composante Direction exécutive et administration et dont les fonctions sont décrites au paragraphe 20.142 ci-dessus ; le Service administratif, qui supervise et gère tous les aspects liés à l'administration, au budget, aux finances, aux ressources humaines et aux systèmes d'information.

20.158 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 3 565 600 dollars et font apparaître une augmentation de 92 900 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 20.136 c) des explications sur l'augmentation. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 20.36 et la figure 20.XXXIII.

Tableau 20.36
Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes
 (En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

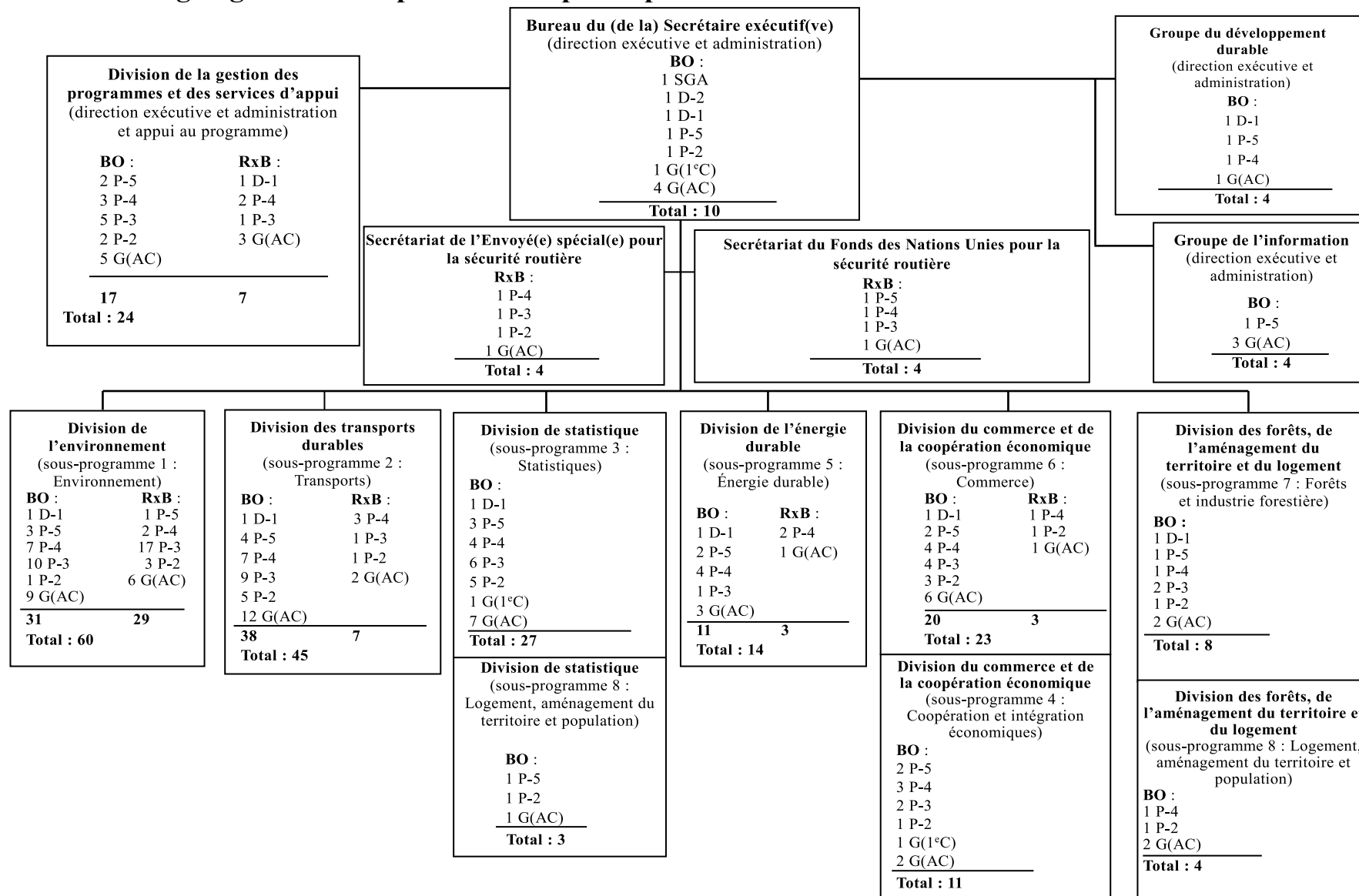
	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 210,7	2 148,9	96,8	—	—	96,8	4,5	2 245,7
Autres objets de dépense	1 291,2	1 323,8	(3,9)	—	—	(3,9)	(0,3)	1 319,9
Total	3 501,9	3 472,7	92,9	—	—	92,9	2,7	3 565,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		8	—	—	—	—	—	8
Agents des services généraux et des catégories apparentées		4	—	—	—	—	—	4
Total		12	—	—	—	—	—	12

Figure 20.XXXIII
Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
 (En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Annexe

Organigramme et répartition des postes pour 2025



Abréviations : BO = budget ordinaire ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).